



Le Sommet du G8 d'Okinawa

du 21 au 23 juillet 2000

Cahier d'information

LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E



3 5036 01023691 0

DOCS

CA1 EA 2000043 EXF

Okinawa G-8 Summit July 21-23, 200

: background information. --

16403208



Le Sommet du G8 d'Okinawa

du 21 au 23 juillet 2000

Cahier d'information

*Imprimé sur du
papier recyclé*



*Printed on
recycled paper*



Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international

Department of Foreign Affairs
and International Trade



Imprimé au Canada
Printed in Canada

Table des matières

Le Sommet du G8 d'Okinawa

Renseignements généraux

- Les grands thèmes du Sommet d'Okinawa 3
- Le Canada et les sommets économiques 9
- Le contexte économique mondial 13
- Le système financier international 16
- L'économie canadienne : situation actuelle et perspectives 18
- Graphiques comparatifs sur l'économie 22

Fiches documentaires

- Allemagne 31
- Canada 32
- États-Unis 33
- France 34
- Italie 35
- Japon 36
- Royaume-Uni 37
- Russie 38
- Union européenne 39

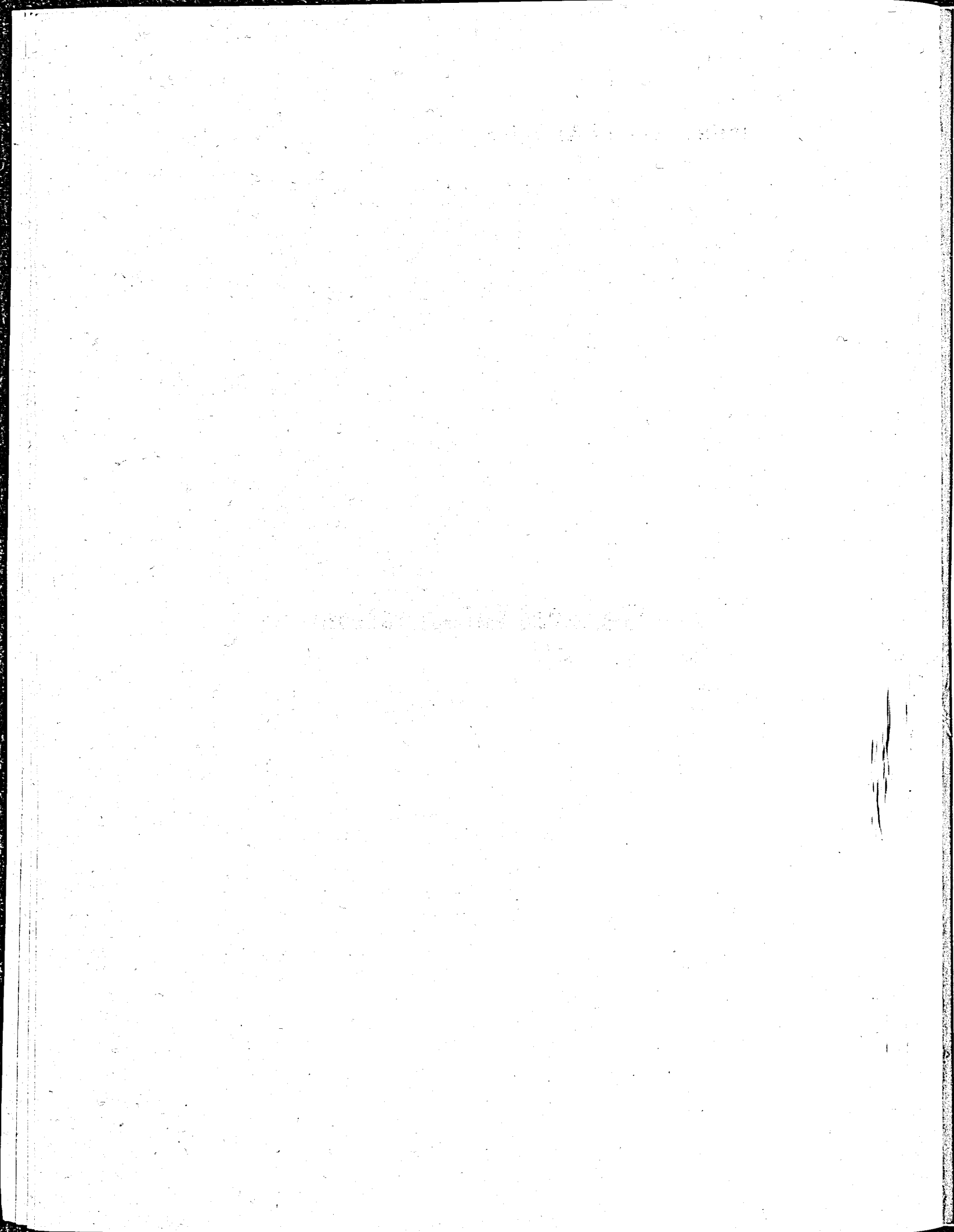
Notices biographiques

- Le premier ministre de l'Italie, M. Giuliano Amato 43
- Le premier ministre du Royaume-Uni, M. Tony Blair 44
- Le président de la France, M. Jacques Chirac 45
- Le premier ministre du Canada, M. Jean Chrétien 46
- Le président des États-Unis, M. Bill Clinton 47
- Le premier ministre du Japon, M. Yoshiro Mori 48
- Le président de la Russie, M. Vladimir Poutine 49
- Le président de la Commission européenne, M. Romano Prodi 50
- Le chancelier de l'Allemagne, M. Gerhard Schröder 51

Annexes

- Le Sommet des Huit de Cologne — Communiqué final 55
- Déclaration du président du G7 65

Renseignements généraux



Les grands thèmes du Sommet d'Okinawa

Le Sommet du G8, qui se tiendra cette année du 21 au 23 juillet à Okinawa (Japon), comportera trois thèmes principaux : la réduction de la pauvreté grâce à l'allègement de la dette, la lutte contre le VIH/sida et la promotion des technologies de l'information et des communications. Les dirigeants des huit grands pays démocratiques les plus industrialisés examineront les façons de créer des partenariats mondiaux à large assise pour résoudre les problèmes.

Comme cela a été le cas lors des sommets précédents, les ministres des finances du G7 et les ministres des affaires étrangères du G8 se rencontreront séparément, le 8 juillet et les 12 et 13 juillet respectivement.

Réduire la pauvreté mondiale

Les lourds fardeaux de la dette font obstacle à la réduction de la pauvreté dans bien des pays en voie de développement, grevant des budgets qui seraient autrement consacrés à des programmes sociaux tels que ceux de la santé et de l'éducation.

Dans la stratégie exposée par le premier ministre Jean Chrétien en mars 1999, le Canada a signalé son soutien en faveur d'un allègement plus radical, plus général et plus rapide de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE). Cette politique a été renforcée en juin 1999 par les ministres des finances des pays du G7. Ils ont en effet adopté un plan d'allègement de la dette plus généreux, appuyé par la suite par les dirigeants du G8 au Sommet de Cologne.

Au cours des réunions annuelles du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale en septembre 1999, le Canada et ses partenaires internationaux ont appuyé un projet destiné à doubler l'allègement de la dette des pays les plus pauvres, libérant ainsi de nombreuses ressources pour des programmes de réduction de la pauvreté. Afin de renforcer les liens entre l'allègement de la dette et la réduction de la pauvreté, le FMI et la Banque mondiale ont appuyé un nouveau cadre de réduction de la pauvreté. Ce cadre sera élaboré par les PPTE, avec l'aide des organismes de la société civile, des pays donateurs et des institutions financières internationales.

Depuis plus de 20 ans, le Canada est à l'avant-garde des efforts internationaux déployés pour aider les pays les moins développés. Depuis 1978, le Canada a radié plus de 1,3 milliard de dollars de dettes contractées au titre de l'aide publique au développement (APD), y compris celles des pays les moins développés et des PPTE, à l'exception de la Birmanie. De plus, toute l'APD du Canada depuis 1986 est fournie sous forme de subventions, et non de prêts.

Plus tôt en 2000, le gouvernement a annoncé son intention d'aller au-delà des mesures prises par les institutions internationales. Dans le budget de février 2000, le Canada a annoncé une contribution de 175 millions de dollars aux fonds de fiducie des PPTE, portant ainsi le montant total de ses contributions à 215 millions, dont 20 millions pour la Banque africaine de développement, et environ 37 millions pour la Banque interaméricaine de développement. Le reste devra être attribué selon les besoins.

En tant que membre du Club de Paris, qui regroupe les créanciers officiels, le Canada a dans les dix dernières années réduit de 2,4 milliards de dollars le montant des créances commerciales à l'exportation de pays en voie de développement, autant chez les PPTE que chez les autres. Aux termes du budget de 2000, le gouvernement a annoncé qu'il annulerait la totalité des dettes commerciales bilatérales de tous les pays qui répondent aux exigences de l'initiative PPTE et qui se sont engagés à réduire la pauvreté et à bien gouverner. Cette décision porte à 18 le nombre de pays dont les dettes envers le Canada pourraient être radiées, représentant un total d'environ 1 milliard de dollars.

Le budget de février 2000 renforce l'engagement que le Canada a pris en ce qui concerne l'allègement de la dette et de la pauvreté, en consacrant 435 millions de dollars de plus au cours des trois prochaines années à des programmes d'aide bilatérale aux autres pays. De plus, au cours des quatre prochaines années, 100 millions de dollars au titre de l'APD permettront au Canada de financer ses initiatives de transfert de technologies. Les pays en voie de développement pourront ainsi limiter leurs émissions de gaz à effet de serre et soutenir le développement durable.

La lutte contre le VIH/sida

En juin 2000, le Canada a annoncé un plan d'action pluriannuel international pour lutter contre le VIH, le virus de l'immunodéficience humaine responsable du sida (syndrome d'immunodéficience acquis). Au cours des trois prochaines années, 120 millions de dollars seront consacrés au renforcement des programmes de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) qui visent à encourager le développement social dans les quatre domaines suivants : l'éducation de base, la santé et la nutrition, la pandémie du VIH/sida et la protection des enfants.

En 1999, plus de 34 millions de personnes dans le monde étaient atteintes du VIH ou du sida, dont plus de 95 p. 100 vivent dans des pays en développement. L'Afrique subsaharienne est la région la plus touchée, avec 12 pays connaissant des taux d'infection d'adultes supérieurs à 10 p. 100. Après l'Afrique, l'Amérique latine et les Antilles sont les régions où l'on trouve les taux d'infection les plus

élevés; depuis 1994, dans la plupart des pays d'Asie et du Pacifique, la prévalence du VIH a augmenté de plus de 100 p. 100. En Europe de l'Est et en Asie centrale, 50 p. 100 des personnes atteintes du VIH ou du sida ont été infectées au cours des deux dernières années.

L'explosion des taux d'infection se reflète dans le budget de l'aide publique du Canada au développement consacré à la prévention, à l'éducation et aux soins dans le domaine du VIH et du sida, projets pour lesquels, depuis 1987, l'ACDI a engagé plus de 135 millions de dollars. Dans la seule période de 1995 à 1999, le financement accordé est passé de 14 millions à 21 millions de dollars.

L'ONUSIDA (Programme commun des Nations unies sur le VIH/sida) a accueilli favorablement les programmes innovateurs de l'ACDI. Le projet financé par l'ACDI visant à réduire le risque de transmission du VIH dans six pays d'Afrique francophone et au Ghana est un des exemples des meilleures pratiques internationales signalées par l'ONUSIDA. Entre autres activités, mentionnons le contrôle des maladies transmissibles sexuellement (MTS), grâce à l'éducation communautaire et à la promotion des préservatifs et du traitement contre les MTS.

En Inde, où plus de quatre millions de personnes sont séropositives, les Canadiens aident les organismes nationaux et locaux, et ceux des États, à planifier et à mettre en œuvre des projets de contrôle du sida et des services aux patients axés sur le counselling, l'utilisation des préservatifs et le traitement d'autres MTS.

L'ACDI contribue aussi à un projet de formation sur le sida et de développement communautaire en Russie qui permettra au programme national de lutte contre le sida d'atteindre les normes internationales de pratiques professionnelles exemplaires et de promouvoir les projets communautaires. En Ukraine, on aide les groupes de jeunes à élaborer du matériel pédagogique destiné à promouvoir l'estime et la conscience de soi, et les stratégies de survie.

On estime à 40 millions le nombre d'enfants qui perdront un ou deux parents en raison du sida d'ici 2010. Afin de faire face aux conséquences à long terme des taux d'infection au VIH/sida qui prennent des proportions épidémiques, les efforts du G8, des agences multilatérales, des institutions financières internationales et d'autres devront de toute évidence être mis en commun.

Au Canada, en 1999, environ 50 000 Canadiens étaient séropositifs. Les activités menées aujourd'hui au Canada découlent de la Stratégie canadienne sur le VIH/sida de 1998, qui prévoyait une somme de 42,2 millions de dollars annuellement pour combattre la maladie.

Les objectifs de la stratégie sont les suivants : limiter la propagation de l'infection au VIH au Canada; trouver un remède; trouver et offrir des vaccins, des médicaments et des thérapies efficaces; assurer les soins, le traitement et le soutien des Canadiens atteints du VIH ou du sida, de leur famille, de leurs amis et

de ceux qui les soignent; minimiser les effets nuisibles du VIH/sida sur les particuliers et la collectivité, et minimiser l'impact des facteurs sociaux et économiques qui augmentent le risque d'infection individuel et collectif.

Promouvoir les technologies de l'information et des communications

Le Canada reconnaît que l'accès à l'information et au savoir est essentiel au développement social et économique des personnes et des sociétés. Cependant, la vitesse de la mondialisation, conjuguée à l'évolution rapide des technologies de l'information et des communications (TIC), accentue le « fossé du savoir » entre les pays et entraîne la marginalisation de nombre d'entre eux, surtout dans le monde en développement.

Ce fossé, souvent appelé « fossé numérique », risque d'entraver les efforts que déploient tous les pays donateurs en vue de venir en aide à ces pays. C'est pourquoi le G8 et d'autres organisations et institutions multilatérales, y compris les Nations unies, l'Organisation de coopération et de développement économiques et la Banque mondiale se penchent sur l'importance des TIC dans le monde en développement. Leurs efforts collectifs visent à améliorer les connexions dans les pays, et entre ceux-ci, en fournissant des installations qui permettront l'accès et la diffusion électroniques de l'information et du savoir.

L'ACDI, le Centre de recherches pour le développement international et Industrie Canada considèrent tous essentielle l'utilisation des TIC en tant qu'agents du développement durable. Faciliter l'accès à l'information est une façon de promouvoir le savoir pour le développement. L'ACDI part du principe que chaque personne devrait avoir l'occasion et la capacité d'accéder à l'information – verbale, textuelle et électronique – et de communiquer le savoir local ou autochtone avec les régions environnantes et au-delà.

Fort de l'un des réseaux nationaux de recherche en communication optique les plus avancés et de l'un des réseaux de télécommunications les plus abordables au monde, le Canada occupe une place privilégiée dans le secteur des TIC dans le monde.

Mettant à profit cet avantage, le gouvernement fédéral a annoncé dans le discours du Trône de 1997 la mise en œuvre du programme « Un Canada branché ». Ce programme vise à rendre accessible à tous les Canadiens l'infrastructure de l'information et du savoir, de façon que le Canada soit le pays le plus branché au monde.

Le programme « Un Canada branché » se divise en six grands volets :

- Le Canada en ligne : aide les Canadiens à mettre à profit le potentiel de l'inforoute en ce qui concerne l'activité économique et les communications;
- Les collectivités ingénieuses : permet aux citoyens de mettre à contribution les nouvelles technologies pour favoriser la prestation de meilleurs soins de santé, l'acquisition continue du savoir et le développement des entreprises;
- Le contenu canadien en ligne : permet de renforcer la réputation du Canada en tant que principal fournisseur de contenus et d'applications en ligne qui reflètent les valeurs, les réalisations et les aspirations des Canadiens;
- Le commerce électronique : vise à faire du Canada un endroit privilégié pour la mise au point de produits et de services dans le domaine du commerce électronique;
- Les gouvernements en ligne : fournit aux Canadiens un meilleur accès à l'information et aux services des administrations publiques, dont il favorise également l'efficacité;
- Le Canada branché au reste du monde : fait savoir au monde que le Canada est en ligne et constitue l'un des grands carrefours mondiaux de l'économie du savoir.

Trois objectifs du programme « Un Canada branché » ont déjà été atteints :

Le 31 mars 1999, à la faveur du projet Rescol, le Canada est devenu le premier pays au monde à raccorder ses écoles et ses bibliothèques publiques au réseau Internet. Toutes les écoles publiques, les écoles des Premières Nations de compétence fédérale et les bibliothèques publiques qui le désiraient sont maintenant branchées à l'Internet.

De plus, dans le cadre des Collectivités ingénieuses, il a été décidé de réaliser un projet pilote dans chaque province, dans le Nord et dans une communauté autochtone.

Le Canada a également élaboré un plan d'action qui montre le chemin aux autres pays dans le domaine du commerce électronique. Ce dernier porte sur des questions telles que les normes, le régime de taxation, la sécurité et le cryptage, les signatures électroniques ainsi que la protection des consommateurs et de la vie privée.

D'ici 2001, le Canada prévoit fournir 250 000 ordinateurs aux écoles, soit l'équivalent d'un ordinateur par salle de classe, de créer 10 000 sites d'accès publics à l'Internet et de brancher à l'Internet 10 000 groupes de bénévoles et organismes de bienfaisance.

Le succès du programme « Un Canada branché » a été rendu possible grâce à la vigueur de l'industrie des TIC au Canada. En collaborant, le gouvernement du Canada et le secteur privé ont réalisé de nombreux objectifs ambitieux, y compris la création de CA*net3. Il s'agit du premier et du plus rapide réseau national de télécommunications au monde faisant uniquement appel à la fibre optique.

Le Canada et les sommets économiques

Aperçu

Les pays du Sommet ont en commun un grand nombre de valeurs et d'objectifs. Les sommets favorisent des discussions franches sur diverses questions nationales et internationales, et aident à accroître la coopération au sein d'une économie mondiale en rapide évolution. Ces dernières années, l'éventail des sujets de discussion s'est élargi en raison de la diversité des enjeux qui influent sur l'évolution des économies des pays du G8. Cela permettra aux dirigeants de s'attaquer tant aux questions urgentes qu'aux problèmes qui se posent à plus longue échéance.

Les dirigeants donnent l'impulsion politique voulue pour mettre en œuvre des initiatives d'envergure; ils peuvent s'engager à collaborer plus étroitement en vue de trouver une solution aux problèmes, et faire en sorte que des actions soient prises au niveau d'autres instances internationales, en particulier les Nations unies, le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale et les banques de développement régional, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Le Canada a contribué à améliorer le contenu des sommets en favorisant l'examen de grandes questions thématiques comme la stabilité financière, le développement durable, la réforme des institutions internationales, la consolidation de la paix et la prévention des conflits, ainsi que le respect des droits de la personne. Les points saillants de l'historique des sommets, présentés ci-dessous, montrent bien de quelle façon le processus s'est adapté à l'évolution des besoins.

Historique des sommets

Le premier sommet économique, le G5, s'est tenue à Rambouillet (France) en 1975. Ses membres étaient les dirigeants de cinq des pays les plus industrialisés, soit les États-Unis, le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne et le Japon. Le nombre de pays membres est depuis passé à huit. À l'origine, les sommets étaient essentiellement consacrés à la discussion de questions macroéconomiques; ils sont progressivement devenus des réunions annuelles dont l'ordre du jour varié répond à un large éventail de questions économiques, politiques et sociales de portée internationale. Le premier sommet du G7 a eu lieu à Porto Rico en 1976, lorsque le Canada et l'Italie se sont joints aux cinq membres. L'année suivante, la Communauté européenne, aujourd'hui l'Union européenne, a pris part au Sommet de Londres en tant qu'observatrice. Le premier sommet du G8, appelé Sommet des Huit car la Russie y a participé pour la première fois en qualité de membre à part entière, s'est tenu à Denver en 1997.

Au Sommet de Tokyo en 1986, les participants ont examiné la nécessité d'accroître la coopération macroéconomique en suivant de près l'activité économique et le comportement des taux d'inflation, d'intérêt et de change dans chacun des pays. C'est dans cet esprit que les ministres des finances du Canada et de l'Italie ont été invités à se joindre à ceux des États-Unis, du Royaume-Uni, de la France, de l'Allemagne et du Japon pour former le groupe des ministres des finances du G7.

Au Sommet de Munich en 1992, les dirigeants ont discuté de la nécessité de s'attaquer au chômage chronique élevé en faisant en sorte que les marchés du travail répondent plus rapidement à l'évolution des conditions économiques. C'est pourquoi l'année suivante, à Tokyo, ils ont adopté une stratégie de croissance mondiale visant à favoriser la création d'emplois. En 1994, les États-Unis ont organisé à Detroit la Conférence du G7 sur l'emploi. D'autres conférences sur le sujet ont eu lieu à Lille (France) en 1996, à Kobe (Japon) en 1997 et à Londres en 1998. Tout dernièrement, en février 1999, les ministres du travail et des affaires sociales du G8 se sont réunis à Washington.

L'emploi et la croissance, les relations avec la Russie, la réforme en Ukraine et le commerce international ont figuré parmi les sujets d'actualité à l'ordre du jour du Sommet de Naples en 1994. Il en est ressorti un appui en faveur des mesures d'allègement de la dette des pays les plus pauvres (engagements de Naples).

Le Sommet de Halifax en 1995 a montré comment les futurs sommets économiques pouvaient être plus productifs, plus informels et davantage axés sur les résultats. Son programme de réforme des institutions internationales a entraîné des changements importants à la Banque mondiale, au FMI et à d'autres organisations. Le communiqué des dirigeants à la suite du Sommet de Halifax a mis l'accent sur des questions comme le renforcement de l'économie mondiale, la promotion du développement durable ainsi que la prévention des crises économiques et les façons d'y réagir.

À Lyon (France), en 1996, les discussions ont porté sur la mondialisation et les avantages que présente l'expansion de l'investissement et du commerce. Les dirigeants du G7 ont aussi instauré un partenariat visant à susciter, pour les pays en développement, des possibilités d'améliorer leur niveau de vie.

Au Sommet des Huit, qui a eu lieu à Denver en 1997, les dirigeants ont centré leur attention sur l'intégration mondiale et les façons de relever les défis économiques nationaux. L'ordre du jour incluait des thèmes comme le vieillissement de la population et les maladies infectieuses. Les discussions se sont tenues à la veille de la Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies sur l'environnement et le développement, qui a passé en revue le plan mondial d'action environnementale cinq ans après le Sommet de la Terre en 1992, et a préparé la Conférence des Parties sur le changement climatique, à Kyoto.

En 1998, lors du Sommet de Birmingham, les dirigeants du G8 ont axé leurs travaux sur la mondialisation et l'interdépendance grandissante des pays. Leurs discussions ont également porté sur la croissance, l'employabilité et l'inclusion sociale, la criminalité internationale et le trafic de stupéfiants, ainsi que sur les questions économiques mondiales, entre autres le développement, le changement climatique et le commerce, et la situation financière en Asie ainsi que ses répercussions sur le système international. Les dirigeants ont en outre débattu les questions politiques et régionales de l'heure, la plus cruciale étant les essais nucléaires menés par l'Inde et le Pakistan. Les ministres des affaires étrangères du G8 et les ministres des finances du G7 s'étaient d'abord rencontrés à Londres pour discuter de plusieurs problèmes permanents relatifs à la mondialisation, aux finances et à la sécurité des personnes.

En 1999, les dirigeants se sont réunis à Cologne pour examiner les changements économiques dans le monde, le progrès de la réforme des institutions financières internationales et les conséquences sociales de la mondialisation, y compris l'allègement de la dette pour les pays en développement. Les discussions sur cette dernière question ont mené à l'adoption de l'« Initiative en faveur des pays pauvres très endettés », aux termes de laquelle ils s'engagent à renoncer au remboursement de plus de la moitié de la dette contractée par les pays les plus pauvres. Cette même année, dans le cadre des travaux des ministres des finances du G7, il a été convenu de créer un groupe de vingt pays (G20), dont le mandat consisterait à coordonner l'action des pays industrialisés et des pays en développement visant à formuler et à mettre en œuvre des réformes financières au niveau mondial. Le premier président du groupe est le ministre des Finances du Canada.

Le rôle du Canada aux sommets

Le Canada profite des avantages que lui procure son association avec les pays dont l'économie est la plus avancée, et assume par ailleurs les responsabilités qui en découlent. Sa participation aux sommets sert ses vastes objectifs en matière de politique étrangère, commerciale et économique, répond à ses intérêts dans ces domaines, et lui permet d'influer sur l'évolution de divers dossiers à l'échelle internationale.

Le Canada apporte aux sommets une valeur et un capital intellectuels sans commune mesure avec son pouvoir économique, relativement modeste. Il est en outre membre des Nations unies, du FMI, de la Banque mondiale, de l'OMC, de l'OCDE, du forum de Coopération économique Asie-Pacifique, du Commonwealth, de la Francophonie et de l'Organisation des États américains, ce qui lui donne beaucoup d'occasions et de moyens variés d'atteindre les objectifs de sa politique étrangère.

La mondialisation ouvre des perspectives nouvelles, mais elle suscite également de nouvelles difficultés. Le processus des sommets permet aux membres du G8 de travailler ensemble à relever ces défis, tant à l'échelle nationale qu'internationale. Le Canada profite des sommets pour discuter des problèmes économiques, commerciaux et politiques auxquels les Canadiens attachent de l'importance. Depuis 1976, il travaille avec ses partenaires à élaborer des stratégies communes en réponse à ces problèmes, ainsi qu'à des questions régionales comme le processus de paix au Moyen-Orient, le conflit et la reconstruction en Bosnie-Herzégovine, et la situation financière en Asie.

Le contexte économique mondial

La situation économique mondiale s'est considérablement améliorée au cours de la dernière année. Le Fonds monétaire international prévoit maintenant que la croissance économique mondiale passera de 3,3 p. 100 en 1999 à 4,2 p. 100 en 2000. La reprise de la croissance est généralisée. En effet, l'économie russe est en voie d'enregistrer une troisième année de croissance positive – une deuxième année de suite – depuis le début de la transition; les pays de l'Asie de l'Est sont pour la plupart en plein redressement et, en Amérique latine, les principales économies ont commencé à remonter la pente après avoir connu des réductions prononcées l'an dernier.

En ce qui concerne les risques pour l'avenir, la source de préoccupation vient maintenant du déséquilibre croissant entre les économies industrialisées, en particulier les tensions inflationnistes et le déficit commercial important et grandissant que connaissent les États-Unis. L'enjeu clé consistera à orchestrer un ralentissement progressif de l'économie américaine tout en favorisant une reprise de la croissance ailleurs afin de soutenir la croissance mondiale dans son ensemble.

États-Unis et économies outre-mer du G7

Dans tous les pays du G7, la croissance économique semble avoir repris et la tendance des taux d'intérêt est, en règle générale, à la hausse.

La croissance économique aux États-Unis a continué d'être robuste. La croissance du produit intérieur brut (PIB) réel se situait à 4,2 p. 100 en 1999, soit un niveau très légèrement inférieur à celui de 4,3 p. 100 atteint en 1998. De récentes données laissent entendre que la croissance est demeurée vigoureuse pendant la première moitié de 2000. En raison de la forte croissance économique, les déséquilibres économiques se sont intensifiés. Les États-Unis ont connu en particulier des tensions inflationnistes à la hausse et un déficit commercial de plus en plus important. Au cours de l'année écoulée, le Federal Reserve Board a haussé les taux d'intérêt à maintes reprises pour essayer de ramener la croissance à un rythme plus soutenable; d'autres hausses pourraient s'avérer nécessaires.

Au Royaume-Uni, les taux d'intérêt ont également grimpé en raison de la forte croissance économique et des tensions inflationnistes à la hausse. Après avoir été supérieure au potentiel durant trois trimestres, la croissance du PIB réel a finalement ralenti au premier trimestre de 2000 pour se stabiliser à 2 p. 100 (aux taux annuels). Le taux de chômage a poursuivi sa tendance à la baisse pour se situer à 3,9 p. 100 en avril 2000, soit son niveau le plus bas en plus de 20 ans. L'inflation demeure cependant sous le seuil visé, soit 2,5 p. 100.

Il y a aussi des signes évidents de reprise de la croissance économique dans les pays de la zone euro. Par conséquent, la Banque centrale européenne a haussé ses taux d'intérêt. Au début de 2000, l'inflation a dépassé le seuil cible de la Banque, soit 2 p. 100, même si elle devrait s'atténuer pendant la deuxième moitié de l'année. La reprise de la croissance économique, la hausse du prix du pétrole et la baisse de la valeur de l'euro sont tous des facteurs qui ont contribué à accroître les tensions inflationnistes.

Après avoir connu une récession au cours de la deuxième moitié de 1999, l'économie japonaise a enregistré une croissance au premier trimestre de 2000. Il n'est pas clair, toutefois, qu'une reprise soutenue soit en cours. Les autorités japonaises ont fait des efforts pour stimuler l'économie en offrant des mesures de relance budgétaire et en appliquant une politique de taux d'intérêt nuls. Elles ont également entrepris des réformes structurelles, notamment pour raviver le secteur bancaire.

Russie

L'économie russe s'est comportée beaucoup mieux qu'on ne l'avait prévu à la suite de la crise d'août 1998. Le PIB réel a grimpé de 3,2 p. 100 en 1999 et la croissance devrait se poursuivre cette année. Ces bonnes nouvelles économiques sont tributaires en grande partie de la dépréciation du rouble depuis la crise d'août 1998 et du raffermissement des prix des produits de base. Ces deux facteurs ont contribué à accroître substantiellement l'excédent commercial. Par ailleurs, de nombreux défis attendent le nouveau gouvernement russe. Celui-ci devra procéder en particulier à une vaste gamme de réformes économiques fondamentales afin de soutenir la croissance.

Autres économies du monde

Les pays de l'Asie de l'Est sont en pleine reprise économique. La croissance devrait être particulièrement vigoureuse en Corée et en Malaisie, tandis que la situation demeure plus fragile en Indonésie. Il est important que les pays de l'Asie de l'Est poursuivent activement leur programme de réformes, en particulier la réorganisation des secteurs des finances et des entreprises. Ces pays devront également composer avec une détérioration de leur situation budgétaire, étant donné que la crise financière a entraîné une forte hausse du niveau de la dette des gouvernements. Les perspectives macroéconomiques pour la Chine se sont aussi améliorées au cours de 1999, même si le pays demeure aux prises avec des défis de taille au chapitre des réformes structurelles à moyen terme.

La reprise économique est amorcée dans la plupart des pays de l'Amérique latine. Même si la récession économique a été relativement de courte durée, elle a été sérieuse dans certains pays. Le défi auquel devront faire face plusieurs d'entre eux dans cette région sera de mettre en place un cadre pour garantir une amélioration soutenue de leur situation financière.

Le système financier international

Le G8 poursuit ses efforts afin de renforcer le système financier international. Les ministres des finances du G7 et les gouverneurs des banques centrales se sont réunis à plusieurs reprises au cours de l'année écoulée, afin de mettre en œuvre toutes les recommandations qui avaient été formulées à ce chapitre lors du Sommet de Cologne, en 1999. Ces recommandations faisaient fond sur les efforts déployés par les dirigeants du G7 lors du Sommet de Halifax en 1995 et poursuivis au Sommet du G8 de Birmingham en 1998 en vue d'empêcher les crises financières ou de les gérer plus efficacement.

Depuis le Sommet de Cologne, les ministres des finances du G7 et les gouverneurs des banques centrales ont insisté sur plusieurs priorités qui ont été appuyées par les efforts déployés dans d'autres tribunes internationales, plus particulièrement le Forum sur la stabilité financière, le G20 et les Institutions de Bretton Woods. Au nombre de ces priorités, mentionnons l'élaboration d'un cadre opérationnel pour la participation du secteur privé, la mise en œuvre générale de codes et de normes issus d'accords internationaux, et le raffermissement des institutions financières internationales et des banques multilatérales de développement, plus particulièrement le Fonds monétaire international (FMI).

Lors de leur réunion le 8 juillet, à Fukuoka (Japon), les ministres ont fait le point sur ces priorités et d'autres enjeux. Ils reconnaissent que la refonte du système monétaire international doit constituer un processus permanent et ils continueront de s'attaquer à ces questions jusqu'aux assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale, à Prague, du 23 au 28 septembre 2000.

G20 – Contexte

Au cours des dernières années, le Canada et ses partenaires internationaux ont discuté de l'amélioration de la stabilité de l'économie mondiale et de sa prospérité. Ces discussions avaient en grande partie été incitées par la crise financière sur les nouveaux marchés en 1997. Cependant, la recherche de solutions en vue d'améliorer le fonctionnement de l'économie mondiale reflète également des préoccupations publiques d'ordre général au sujet des répercussions de la mondialisation sur la vie quotidienne de chaque individu.

La majeure partie des progrès visant à raffermir le système financier international ont été réalisés au sein du G8. Pourtant, il est devenu évident que les progrès seraient plus importants s'il y avait création d'une instance élargie qui engloberait les nouvelles économies de marché « importantes au plan systémique ». Cette démarche a entraîné la mise sur pied du G20 en septembre 1999, et le ministre des Finances du Canada a été nommé président du groupe pour les deux premières années.

La première réunion du G20, en décembre 1999, a débouché sur une entente entre tous les membres en vue de collaborer avec le FMI, de procéder à des examens approfondis de leurs secteurs financiers et de vérifier leur conformité aux principaux codes internationaux. La deuxième réunion des ministres des finances et des gouverneurs de banques centrales membres du G20 sera organisée par le Canada, qui en sera l'hôte. Elle se tiendra à Montréal les 24 et 25 octobre 2000.

L'économie canadienne : situation actuelle et perspectives

Depuis 1993, le gouvernement fédéral a gardé la même stratégie cohérente afin d'assurer une croissance durable et de favoriser la création d'emplois. Il a commencé par s'engager à assainir les finances publiques et à maintenir l'inflation à un niveau faible et stable. La stabilité des données fondamentales de l'économie a atténué les répercussions de la crise asiatique au Canada, et elle lui a permis de tirer profit de l'amélioration de la conjoncture internationale depuis la fin de 1998.

L'économie canadienne a rebondi vigoureusement en 1999

L'économie canadienne a affiché un fort taux de croissance en 1999, ayant rebondi après avoir subi les effets de la crise financière internationale qui avaient modéré la croissance en 1998. La croissance du produit intérieur brut (PIB) réel s'est accélérée pour s'établir à 4,5 p. 100 en 1999, un rythme supérieur de plus d'un point de pourcentage à celui de 1998, et le meilleur des pays du G8. Le renforcement de l'économie canadienne depuis la fin de 1998 fait état de l'amélioration de la conjoncture mondiale et de la forte augmentation de la demande intérieure. Cette dernière s'est nettement accrue en 1999, alors que la croissance des exportations demeurait solide, ce qui a donné lieu à une diversification de la croissance du PIB réel et a permis d'établir l'économie canadienne sur une assise plus ferme.

Le mouvement de croissance établi en 1999 s'est poursuivi au début de 2000, le premier trimestre de cette année ayant été le 19^e de suite au terme duquel l'économie a affiché un taux de croissance. Il s'agit là de la plus longue séquence ininterrompue depuis le milieu des années 1960. La croissance de la demande intérieure est demeurée forte, traduisant le dynamisme soutenu des dépenses des consommateurs, de l'investissement résidentiel et de l'investissement des entreprises. Les exportations ont affiché un taux de croissance accéléré, soutenu par une forte croissance aux États-Unis et par la hausse des prix des produits de base.

L'état florissant du marché du travail est attribuable à l'excellente performance économique du Canada. En 1999, l'emploi a affiché un taux de croissance vigoureux pour la troisième année de suite. En effet, depuis la fin de 1996, plus de 1,3 million d'emplois ont été créés, ce qui a permis de ramener le taux de chômage, qui était de 10 p. 100 à la fin de 1996, à 6,6 p. 100 en mai 2000, son plus bas niveau en 24 ans. Le Fonds monétaire international (FMI) prévoit un taux de chômage moyen de 6,6 p. 100 au Canada en 2001.

Cette vigueur soutenue du taux de création d'emplois a permis d'inverser la tendance à la baisse du revenu réel après impôts des Canadiens. De 1990 à 1996, le revenu réel des particuliers après impôts a chuté de 4,7 p. 100. Le revenu réel disponible par habitant a augmenté de 6 p. 100 depuis 1996, et il dépasse maintenant la moyenne annuelle la plus élevée atteinte en 1990.

En 1999, le compte courant s'est fortement rapproché de l'équilibre – un léger excédent a été affiché au troisième trimestre – après deux années de déficit. L'augmentation soudaine de l'excédent commercial et l'amélioration des termes de l'échange ont entraîné un excédent record de la balance commerciale nominale au premier trimestre de 2000. Le compte courant a donc atteint un excédent record de près de 2 p. 100 du PIB au cours de cette période.

Les tensions inflationnistes au pays sont demeurées légères, même si l'inflation a repris en 1999 pour s'établir à 1,7 p. 100, surtout en raison de la forte augmentation du prix mondial du pétrole. L'inflation sous-jacente (excluant les prix des aliments et de l'énergie) est toutefois demeurée stable. Le FMI prévoit que le taux d'inflation au Canada sera de 2,1 p. 100 en 2000, se maintenant à l'intérieur de la fourchette cible de 1 à 3 p. 100.

La croissance devrait se poursuivre à un rythme vigoureux. En décembre 1999, les prévisionnistes du secteur privé s'attendaient à une croissance du PIB réel de 3,5 p. 100 en 2000. En juin 2000, ils ont établi à 4,6 p. 100 le taux de croissance prévu en 2000.

Les prévisions économiques des grandes organisations internationales témoignent des perspectives prometteuses au Canada. Le FMI et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) prévoient que la croissance réelle du PIB au Canada ne sera dépassée que par celle des États-Unis en 2000. L'OCDE s'attend à ce que le Canada en 2001 soit au deuxième rang (après l'Italie) des pays du G7 à ce chapitre, tandis que le FMI prévoit que le Canada se maintiendra dans le peloton.

Nouvelle économie

Depuis 1995, la croissance de la productivité aux États-Unis a connu un regain vigoureux. Cela laisse entendre que l'évolution technologique entraînée par l'informatique a augmenté la croissance potentielle de la productivité, permettant de relever le rythme soutenable de la croissance non inflationniste.

Au Canada, on n'a pas assisté à une reprise semblable de la croissance de la productivité. Des preuves indirectes, comme la récente capacité du Canada de soutenir une forte croissance économique sans hausser l'inflation sous-jacente, suggère toutefois qu'une dynamique semblable pourrait bien s'installer. En outre,

la vigoureuse croissance de l'emploi au Canada au cours des dernières années – son taux l'an dernier étant près du double de celui enregistré aux États-Unis – pourrait bien dissimuler une reprise sous-jacente de la productivité entraînée par la technologie informatique.

Ces dernières années, la nouvelle économie – le secteur informatique – a été un facteur important de la croissance économique au Canada, comptant pour environ un huitième de la croissance réelle au cours des deux dernières années.

L'importance accrue de l'informatique dans l'économie témoigne d'un boom des investissements au chapitre de la technologie de l'information. Ainsi, le Canada continuera à tirer profit de l'évolution de la technologie de l'information et de l'utilisation accrue de cette technologie pour des applications comme le cybercommerce.

Équilibres budgétaires

Un surplus budgétaire d'au moins 3 milliards de dollars est prévu pour 1999-2000; c'est la troisième année de suite que le budget fédéral est excédentaire. Il y a près d'un demi-siècle que cela s'est produit la dernière fois, soit en 1951-1952. Le gouvernement est déterminé à équilibrer les budgets, ou à faire mieux, en 2000-2001 et en 2001-2002. Cela fera cinq années consécutives que le budget affichera un équilibre ou un surplus.

Dans la plupart des pays industrialisés, on se sert des besoins et des excédents financiers pour calculer l'équilibre budgétaire. Le Canada est le seul pays du G7 à avoir enregistré un excédent financier d'environ 16 milliards de dollars en 1999-2000. Cela veut dire que pour la quatrième année de suite, le gouvernement n'a pas eu à emprunter de l'argent pour financer ses programmes ou payer l'intérêt de la dette.

Le gouvernement fédéral s'engage à abaisser le niveau absolu de la dette au moyen de son Plan de remboursement de la dette, qui prévoit notamment de continuer à utiliser la moyenne des prévisions économiques du secteur privé pour planifier le budget; de continuer à prévoir une réserve annuelle pour éventualités de 3 milliards de dollars; de continuer à faire preuve de prudence économique pour ne pas retomber dans le déficit. Si la réserve de 3 milliards de dollars n'est pas utilisée, elle servira à la fin de l'année à rembourser la dette publique.

Ce plan, de même que la croissance économique, permettront de garantir que le ratio de la dette au PIB poursuivra sa pente descendante. Le ratio d'endettement fédéral a considérablement reculé en 1997-1998 et d'ici 2001-2002, il devrait être de 16 points de pourcentage inférieur au niveau de 1995-1996.

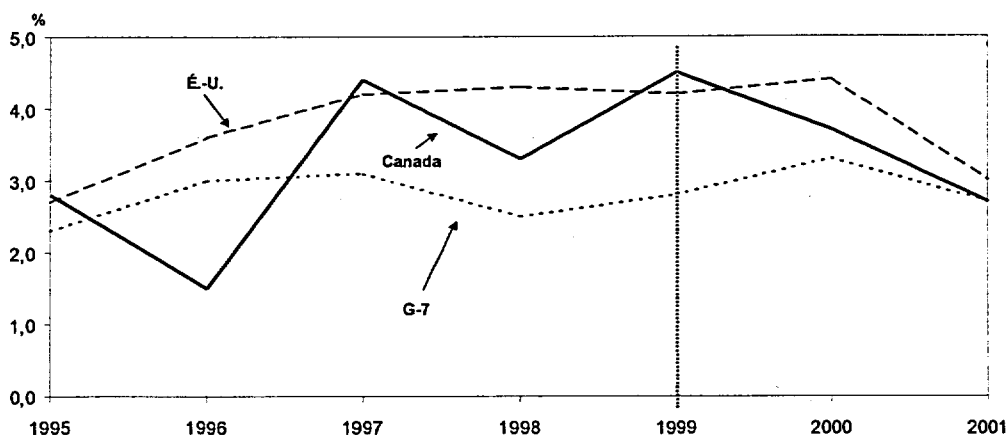
Au palier provincial, des progrès semblables ont été réalisés, ce qui a permis de réduire sensiblement le ratio de la dette au PIB de l'ensemble des administrations publiques canadiennes (fédérale, provinciales et locales). D'après l'OCDE, c'est le Canada qui, de tous les pays du G7, aura le mieux réussi à améliorer le ratio de la dette nette au PIB de l'ensemble des administrations publiques de 1995 à 2001. Pendant cette période, le ratio du Canada devrait en effet reculer de 23 points de pourcentage alors qu'il diminuera en moyenne de 3,5 points de pourcentage dans les autres pays du G7.

GRAPHIQUES COMPARATIFS SUR L'ÉCONOMIE

GRAPHIQUE 1

CROISSANCE DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT RÉEL 1995-2001

L'engagement du Canada à produire un budget équilibré ou excédentaire et à maintenir une inflation faible continue de porter fruit. Après un ralentissement en 1998, le rythme de croissance a repris avec vigueur en 1999 en raison de l'amélioration de la conjoncture économique mondiale. En effet, le Canada a été le chef de file du G-7 au chapitre de la croissance en 1999. Selon le Fonds monétaire international (FMI), le Canada enregistrera la deuxième plus forte croissance du G-7 en 2000 (3,7 %) et se situera dans la moyenne du G-7 en 2001 (2,7 %).

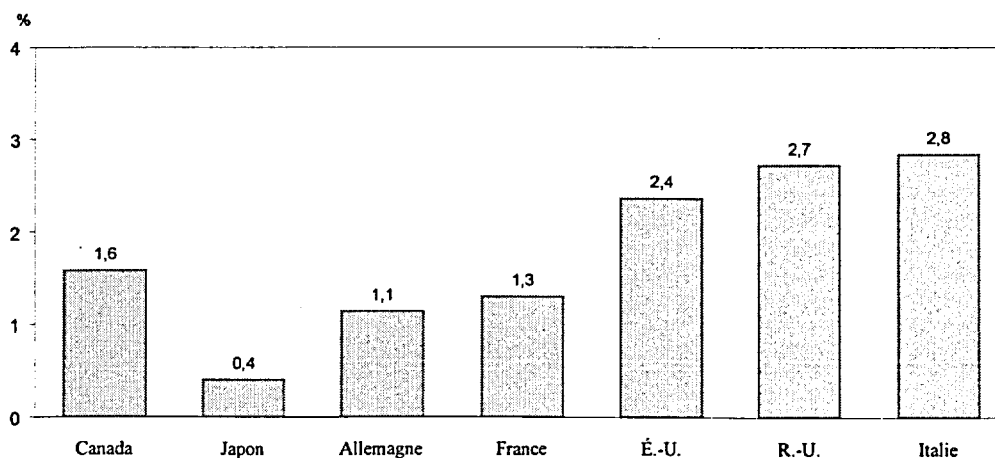


Sources : *Perspectives de l'économie mondiale*, FMI, printemps 2000; Statistique Canada (données pour le Canada (1995-99)).

GRAPHIQUE 2

INFLATION DES PRIX À LA CONSOMMATION, TAUX MOYENS POUR 1995-1999

Le Canada a connu un excellent rendement en matière d'inflation depuis 1995, en raison de la forte croissance de la productivité et de l'absence presque totale de tension sur les coûts. L'inflation a connu une recrudescence en 1999 à la suite de la forte hausse du prix du pétrole à l'échelle mondiale. L'inflation de base est toutefois demeurée stable. Selon le FMI, le taux d'inflation du Canada se situera à 2,1 % en 2000, à l'intérieur des limites de la fourchette cible – de 1 à 3 % – de lutte contre l'inflation.

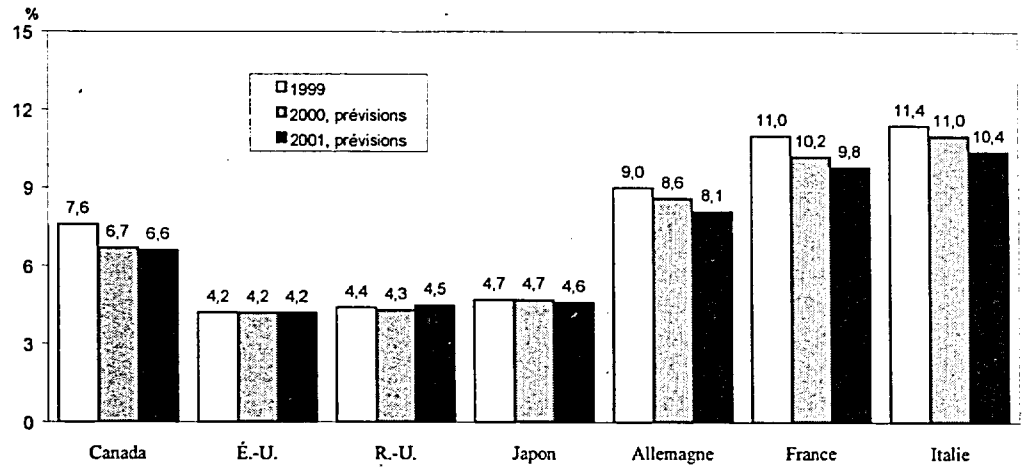


Source : *Perspectives de l'économie mondiale*, FMI, printemps 2000.

GRAPHIQUE 3

TAUX DE CHÔMAGE 1999-2001

Étant donné la vigueur de l'économie canadienne, le taux de chômage a chuté pour passer de près de 10 % à la fin de 1996 à 6,6 % en mai 2000. Il s'agit du plus faible taux enregistré depuis avril 1976. Le FMI prévoit que le taux de chômage se situera à environ 6,6 % en 2001.

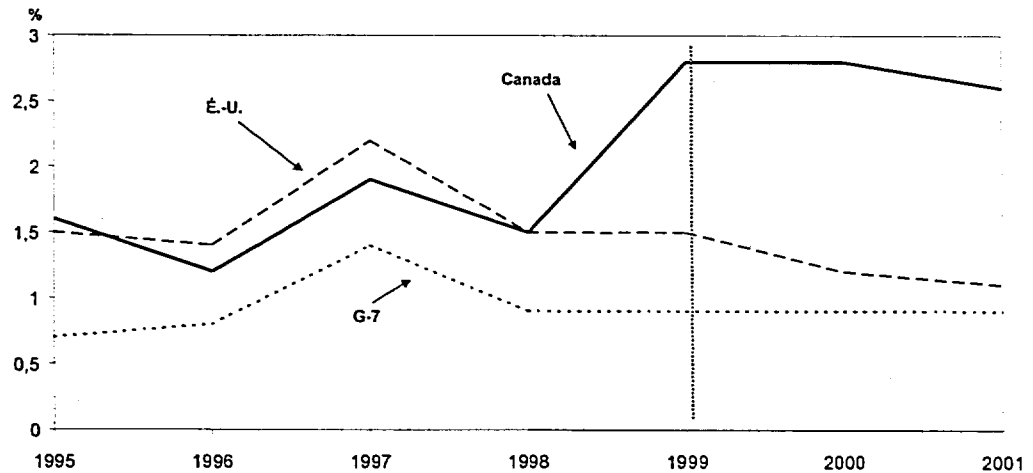


Source : Perspectives de l'économie mondiale, FMI, printemps 2000.

GRAPHIQUE 4

CROISSANCE DE L'EMPLOI 1995-2001

Depuis 1993, la croissance de l'emploi au Canada a largement dépassé la moyenne du G-7. Elle était sensiblement supérieure à celle des États-Unis en 1999, année où plus de 427 000 emplois ont été créés au Canada, tous des emplois à plein temps. Le FMI prévoit que le Canada enregistrera la plus forte croissance de l'emploi du G-7 en 2000 et en 2001.

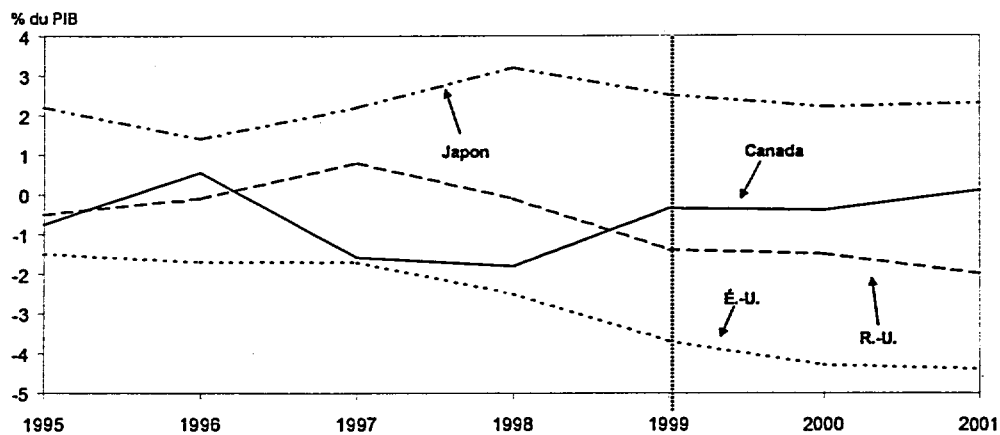


Source : Perspectives de l'économie mondiale, FMI, printemps 2000.

GRAPHIQUE 5

SOLDE DU COMPTE COURANT EN POURCENTAGE DU PIB 1995-2001

Après un retour à une position déficitaire en 1997, en raison de la crise économique mondiale qui a entraîné la chute du cours des produits de base et suscité une dégradation des termes de l'échange, le compte courant du Canada s'est équilibré en 1999. Il devrait demeurer près du point d'équilibre au cours des deux prochaines années et dégager un léger excédent en 2001.

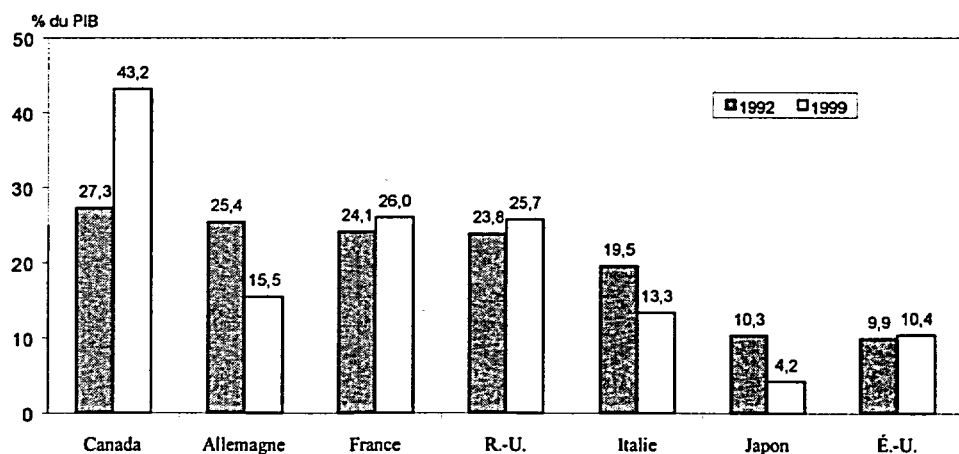


Sources : *Perspectives de l'économie mondiale*, FMI, printemps 2000; Statistique Canada (données pour le Canada (1995-99)).

GRAPHIQUE 6

EXPORTATIONS DE BIENS ET DE SERVICES EN POURCENTAGE DU PIB 1992 ET 1999

Le commerce extérieur représente une partie importante de l'activité économique au Canada. Il a connu une croissance rapide au cours des six dernières années grâce à l'accroissement de la compétitivité et à des initiatives récentes dans ce secteur. Les exportations de biens et de services représentent plus de 40 % du PIB du Canada, de loin la part la plus élevée des pays du G-7.

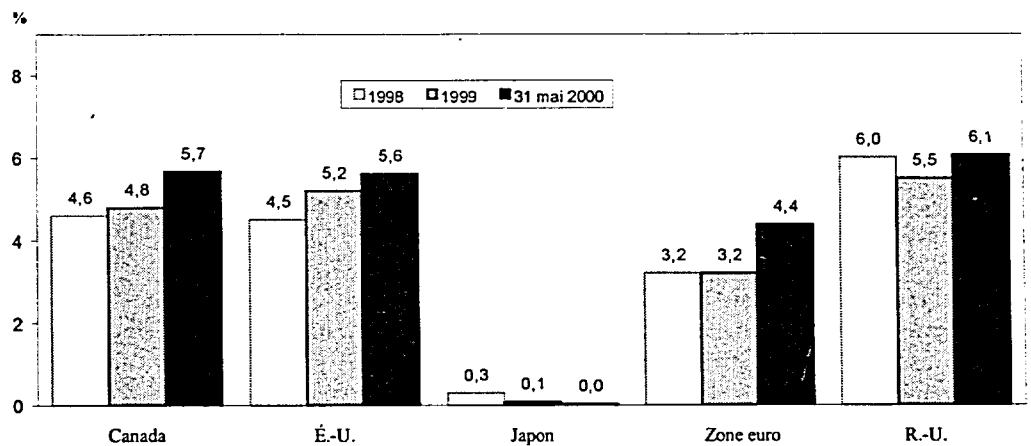


Source : *Statistiques financières internationales*, FMI, mai 2000. Pour l'Allemagne et le Japon, les données les plus récentes : 1998.

GRAPHIQUE 7

TAUX D'INTÉRÊT À COURT TERME DE 1998 À MAI 2000

Les taux d'intérêt à court terme au Canada ont augmenté en 1998 et en 1999, mais sont demeurés nettement en deçà des niveaux records enregistrés au début de 1995. Les taux à court terme ont suivi la montée des taux américains depuis la fin de 1999, compte tenu du resserrement de la politique monétaire des États-Unis à la suite d'une croissance soutenue et forte de l'économie américaine. La plupart du temps, les taux à court terme au Canada ont été inférieurs à ceux des États-Unis depuis le début de 1996.

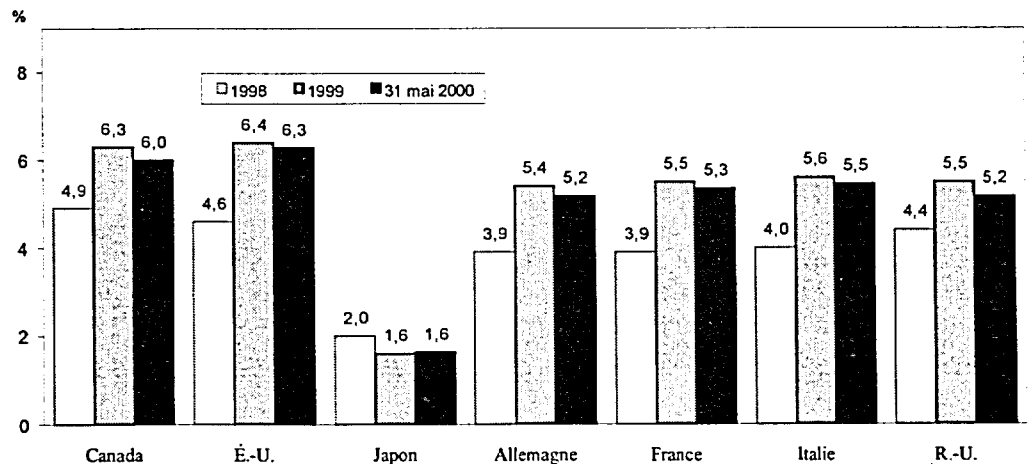


Nota : niveaux en fin de période des bons du Trésor de référence à trois mois. (11 pays)
Source : Reuters.

GRAPHIQUE 8

TAUX D'INTÉRÊT À LONG TERME DE 1998 À MAI 2000

Les efforts visant à réduire les déficits et la dette du secteur public, jumelés à un engagement à l'égard d'une faible inflation, ont fortement contribué à abaisser les taux d'intérêt dans l'ensemble du G-7 en 1998. Les taux des obligations à long terme au Canada ont amorcé une remontée depuis, reflétant en grande partie la situation enregistrée aux États-Unis. À la fin de mai 2000, les taux à long terme au Canada étaient de 30 points de base inférieurs à ceux des États-Unis.

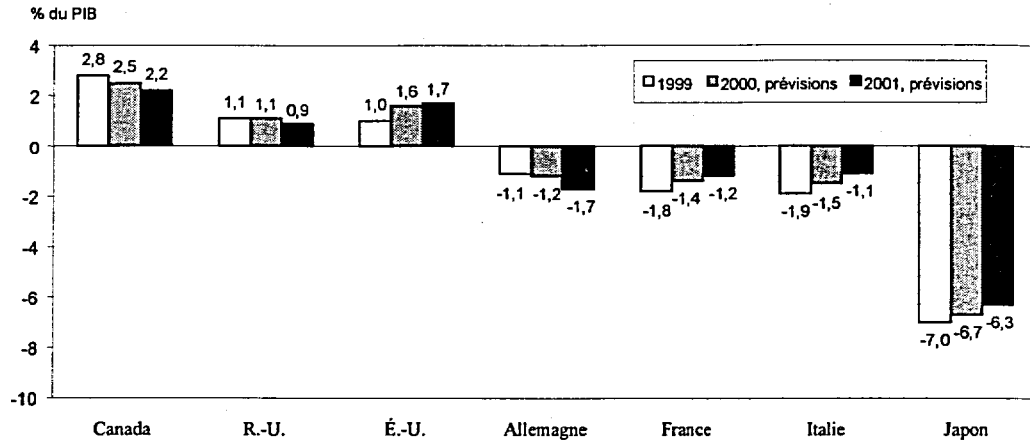


Nota : niveaux en fin de période des bons du gouvernement de référence à 10 ans.
Source : Reuters.

GRAPHIQUE 9

SOLDES BUDGÉTAIRES PUBLICS TOTAUX 1999 - 2001

D'après les comptes nationaux, trois pays membres du G-7 ont affiché un excédent du solde budgétaire public total en 1999 : le Canada, le Royaume-Uni et les États-Unis. Les projections les plus récentes de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) révèlent des excédents de plus de 2 % du PIB pour le Canada en 2000 et en 2001, des excédents plus modestes pour le Royaume-Uni et les États-Unis et des déficits dans les autres pays du G-7.

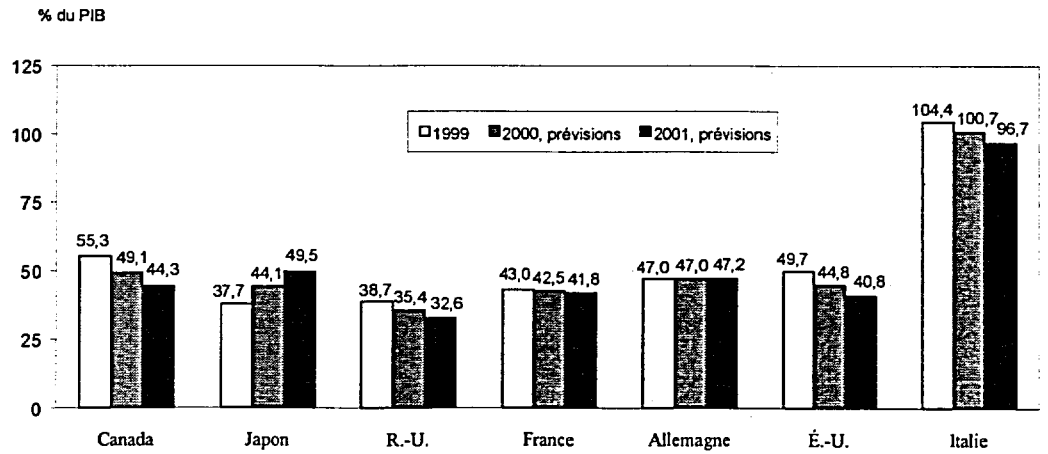


Source : Perspectives économiques de l'OCDE n° 67, édition préliminaire.

GRAPHIQUE 10

RATIOS NETS DE LA DETTE AU PIB DE L'ÉTAT 1999 - 2001

Grâce à la réduction marquée du déficit, le ratio net de la dette au PIB de l'État a commencé à régresser en 1997. Selon les projections de l'OCDE, le ratio net de la dette au PIB du Canada diminuera de 11 points de pourcentage entre 1999 et 2001, ce qui représente la plus importante diminution parmi les pays du G-7. Néanmoins, ce ratio demeurera plus élevé que celui de la plupart des pays du G-7.

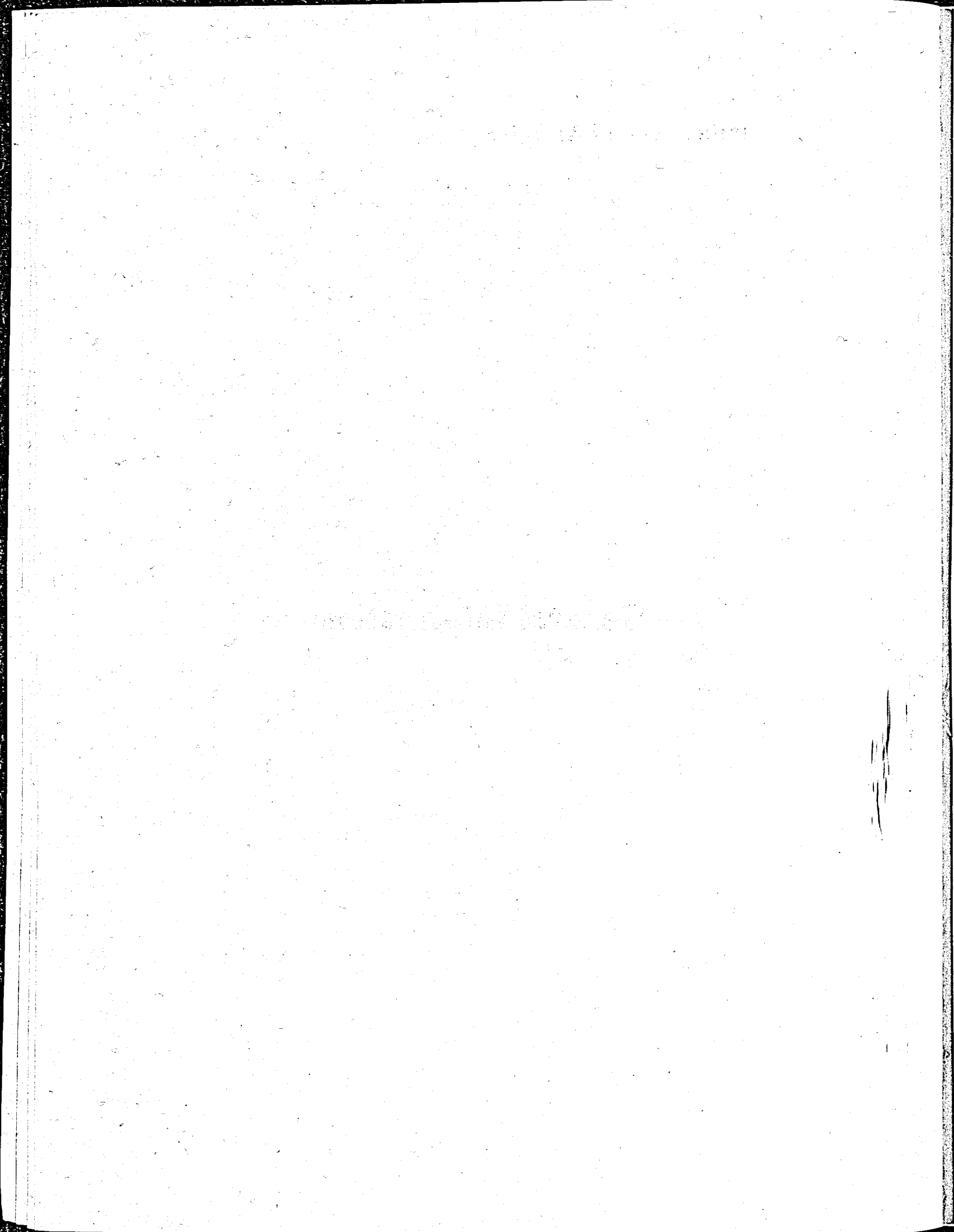


Source : Perspectives économiques de l'OCDE n° 67, édition préliminaire.

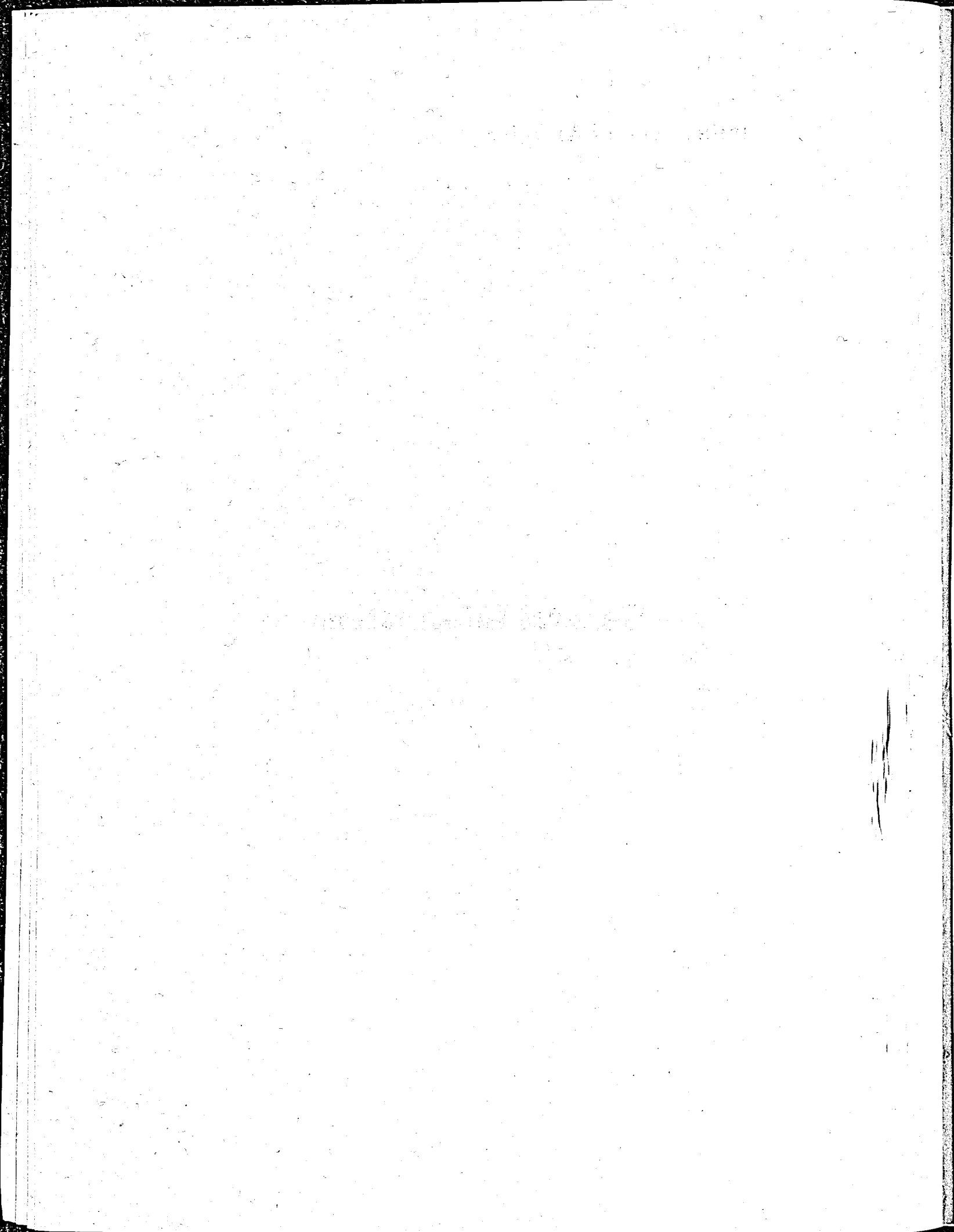
RUSSIE

| <i>Indicateurs économiques clés</i> | 1997 | 1998 | 1999 (Estimations) | 2000 (Projections) |
|---|------|------|-----------------------|-----------------------|
| Croissance du PIB réel (%) | 0,9 | -4,5 | 3,2 | 1,5 |
| Inflation des prix à la consommation (% , moyenne annuelle) | 14,6 | 27,7 | 85,9 | 20,0 |
| Solde budgétaire du gouvernement, total* (% du PIB) | -8,4 | -5,6 | -2,0 | -1,5 |
| Solde du compte courant (% du PIB) | -0,7 | 0,9 | 10,8 | 9,1 |

Sources : *Perspectives de l'économie mondiale*, FMI; **Perspectives économiques de l'OCDE n° 67*, édition préliminaire.



Fiches documentaires



ALLEMAGNE

Capitale : Berlin

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
357 000 km²

Principale langue
Allemand

Principaux groupes religieux
Protestants (38 %), catholiques (34 %),
musulmans (1,7 %)

Pays environnants

Autriche, Belgique, Danemark, France, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne,
République tchèque, Suisse

Population
82,1 millions d'habitants
(est. juillet 1999)

**Taux de croissance
de la population**
0,01 % (est. 1999)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
République

Autorité législative
Chambre haute : Bundesrat
Chambre basse : Bundestag; multipartite

Dirigeants

Le président Johannes Rau
Le chancelier Gerhard Schröder

Ministre des Affaires étrangères
M. Joschka Fischer

Ministre des Finances
M. Hans Eichel

Indice du développement humain de l'ONU (1999)
L'Allemagne se classe 14^e sur 174 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB nominal
2,11 billions de dollars américains (1999)

Taux de croissance du PIB réel
1,5 % (1999)

PIB par habitant
25 782 \$US (1999)

Taux d'inflation
0,7 % (1999)

Taux de chômage
9 % (1999)

Principales exportations

Machines, véhicules, machines électriques, résines plastiques, matières plastiques, produits manufacturés en plastique, instruments médicaux, aéronefs, astronefs

Principales importations

Machines, machines électriques, véhicules, combustibles minéraux, résines plastiques, matières plastiques, produits manufacturés en plastique, aéronefs, astronefs

Principales exportations vers le Canada

7 milliards de dollars (1999), en machines, véhicules, machines électriques, instruments médicaux, fer et acier, produits pharmaceutiques, produits chimiques organiques, résines plastiques, matières plastiques, produits manufacturés en plastique, articles en fer et en acier, produits solaires, colorants, peintures

Principales importations du Canada

2,4 milliards de dollars (1999), en pâte de bois, machines, minéraux (minerai, laitier, cendres), véhicules, bois, aéronefs, astronefs, instruments médicaux, machines électriques, produits pharmaceutiques

Représentant du Canada

M. Gaëtan Lavertu, Ambassadeur, Ambassade du Canada, Friedrichstraße 95, 10117 Berlin, Allemagne
Téléphone : (011-49-30) 20312-0, Télécopieur : (011-49-30) 20312-121, Site Web : www.kanada-info.de

CANADA

Capitale : Ottawa

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

9 970 610 km²

Langues officielles

Français, anglais

Principaux groupes religieux

Catholiques (45 %),

Église unie (12 %), anglicans (8 %)

Pays environnants

États-Unis, Groenland (Danemark)

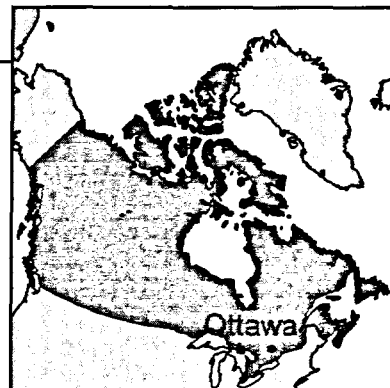
Population

30,5 millions d'habitants (1999)

Taux de croissance de la

population

0,8 % (1999)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

Monarchie constitutionnelle

Autorité législative

Chambre haute : Sénat

Chambre basse : Chambre des communes;
multipartite

Dirigeants

La gouverneure générale Adrienne Clarkson

Le premier ministre Jean Chrétien

Ministre des Affaires étrangères

M. Lloyd Axworthy

Ministre du Commerce international

M. Pierre Pettigrew

Ministre des Finances

M. Paul Martin

Indice du développement humain de l'ONU (1999)

Le Canada se classe 1^{er} sur 174 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB nominal

644,8 milliards de dollars américains (1999)

Taux d'inflation

1,7 % (1999)

Taux de croissance du PIB réel

4,5 % (1999)

Taux de chômage

6,6 % (mai 2000)

PIB par habitant

21 146 \$US (1999)

Principales exportations

360,6 milliards de dollars (balance des paiements, 1999), en matériel de transport, biens d'équipement, pâtes et papiers, combustibles, bois, minéraux, aluminium

Principales importations

326,7 milliards de dollars (balance des paiements, 1999), en matériel de transport, biens d'équipement, matériel électronique, résines plastiques, matières plastiques, produits manufacturés en plastique

ÉTATS-UNIS

Capitale : Washington

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

9 629 091 km²

Principales langues

Anglais, espagnol

Principaux groupes religieux

Protestants (56 %), catholiques (28 %), juifs (2 %)

Pays environnants

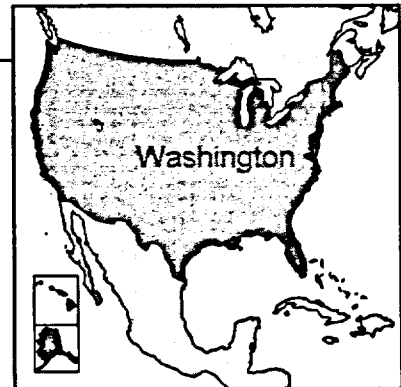
Canada, Mexique

Population

274,5 millions d'habitants
(est. avril 2000)

Taux de croissance de la population

0,9 % (est. 1999)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

République

Autorité législative

Chambre haute : Sénat

Chambre basse : Chambre des représentants;
multipartite

Dirigeant

Le président Bill Clinton

Secrétaire d'État

M^{me} Madeleine K. Albright

Secrétaire du Trésor

M. Lawrence H. Summers

Indice du développement humain de l'ONU (1999)

Les États-Unis se classent 3^{es} sur 174 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB nominal

8,86 billions de dollars américains (1999)

Taux d'inflation

2,2 % (1999)

Taux de croissance du PIB réel

4,1 % (1999)

Taux de chômage

4,2 % (1999)

PIB par habitant

32 500 \$US (1999)

Principales exportations

Machines et équipement, véhicules motorisés, aéronefs, blé, produits chimiques, résines plastiques, matières plastiques, produits manufacturés en plastique, produits agricoles, matériel militaire

Principales importations

Pétrole et produits du pétrole, métaux communs non ferreux, engrais, produits agricoles, machines et équipement, véhicules motorisés, matières premières

Principales exportations vers le Canada

Biens : 283,5 milliards de dollars (1999), en véhicules motorisés et pièces, ordinateurs, matériel de télécommunications, résines plastiques, matières plastiques, produits manufacturés en plastique
Services : 34,3 milliards de dollars, 1999

Principales importations du Canada

Biens : 339,2 milliards de dollars (1999), en véhicules motorisés et pièces, bois tendre de construction, pétrole brut, gaz naturel, papier journal
Services : 29,6 milliards de dollars, 1999

Représentant du Canada

M. Raymond A.J. Chrétien, Ambassadeur, Ambassade du Canada, 501 Pennsylvania Avenue, N.W., Washington (D.C.) 20001, États-Unis
Téléphone : (202) 682-1740, Télécopieur : (202) 682-7726, Site Web : canadianembassy.org

FRANCE

Capitale : Paris

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
550 000 km²

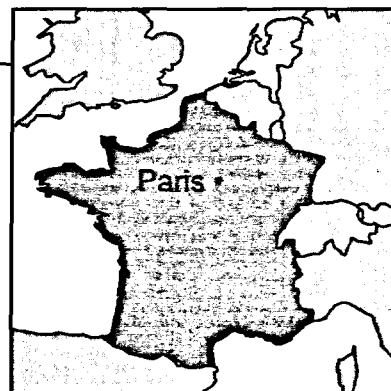
Population
60 millions d'habitants (1999)

Principale langue
Français

Taux de croissance de la population
0,4 % (1999)

Principaux groupes religieux
Catholiques (90 %), protestants (2 %), juifs (1 %), musulmans (1 %)

Pays environnants
Allemagne, Belgique, Espagne, Italie, Luxembourg, Royaume-Uni, Suisse



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
République

Ministre des Affaires étrangères
M. Hubert Védrine

Autorité législative
Chambre haute : Sénat
Chambre basse : Assemblée nationale; multipartite

Ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie
M. Laurent Fabius

Dirigeants
Le président Jacques Chirac
Le premier ministre Lionel Jospin

Indice du développement humain de l'ONU (1999)
La France se classe 11^e sur 174 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB nominal
1,43 billion de dollars américains (1999)

Taux d'inflation
0,6 % (1999)

Taux de croissance du PIB réel
2,7 % (1999)

Taux de chômage
11 % (1999)

PIB par habitant
24 593 \$US (1999)

Principales exportations
Machines et matériel de transport, produits chimiques, autres biens manufacturés

Principales importations
Machines et matériel de transport, produits chimiques et énergétiques

Principales exportations vers le Canada
5,31 milliards de dollars (1999), en aéronefs, machines, matériel électrique, boissons, métaux, produits pharmaceutiques

Principales importations du Canada
1,87 milliard de dollars (1999), en aéronefs et pièces d'aéronefs, machines, pâte de bois, matériel de télécommunications, minerais métalliques, instruments médicaux, fruits de mer

Représentant du Canada

M. Jacques Roy, Ambassadeur, Ambassade du Canada, 35, avenue Montaigne, 75008 Paris, France
Téléphone : (011-33-1) 44 43 29 00, Télécopieur : (011-33-1) 44 43 29 99, Site Web : www.amb-canada.fr

ITALIE

Capitale : Rome

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
301 255 km²

Principale langue
Italien

Principal groupe religieux
Catholiques (99 %)

Pays environnants
Autriche, France, Slovénie, Suisse

Population
57,6 millions d'habitants (1999)

Taux de croissance de la population
0,17 % (1999)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
République

Autorité législative
Chambre haute : Sénat
Chambre basse : Chambre des députés; multipartite

Dirigeants
Le président Carlo Azeglio Ciampi
Le premier ministre Giuliano Amato

Ministre des Affaires étrangères
M. Lamberto Dini

Ministre du Trésor
M. Vincenzo Visco

Indice du développement humain de l'ONU (1999)
L'Italie se classe 19^e sur 174 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB nominal
1,17 billion de dollars américains (1999)

Taux de croissance du PIB réel
1,4 % (1999)

PIB par habitant
20 734 \$US (1999)

Principales exportations
Produits d'ingénierie, textiles, vêtements, produits en cuir, matériel de transport, produits chimiques, aliments, boissons, tabac

Principales importations
Produits d'ingénierie, produits chimiques, matériel de transport, minéraux et métaux non ferreux, produits énergétiques, textiles, vêtements, produits en cuir

Principales exportations vers le Canada
3,65 milliards de dollars (1999), en machines, chaussures, vin, circuits numériques, huile d'olive

Principales importations du Canada
1,43 milliards de dollars (1999), en pâte de bois, machines, blé, minerais, bois d'œuvre

Représentant du Canada

M. Jeremy Kinsman, Ambassadeur, Ambassade du Canada, Via G.B. de Rossi 27, 00161 Rome, Italie
Téléphone : (011-39-6) 44598.1, Télécopieur : (011-39-6) 44598.750, Site Web : www.canada.it

JAPON

Capitale : Tokyo

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
377 847 km²

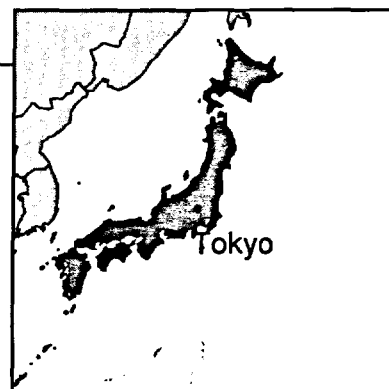
Principale langue
Japonais

Principaux groupes religieux
Shintoïstes et bouddhistes (84 %),
soka gaki et chrétiens (16 %)

Pays environnants
Chine, Corée du Nord, République de Corée, Russie

Population
126,2 millions d'habitants
(est. 1999)

**Taux de croissance
de la population**
0,2 % (est. 1999)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
Monarchie constitutionnelle

Autorité législative
Chambre haute : Chambre des conseillers
Chambre basse : Chambre des représentants;
multipartite

Dirigeants
L'empereur Akihito
Le premier ministre Yoshiro Mori

Ministre des Affaires étrangères
M. Yohei Kono

Ministre des Finances
M. Kiichi Miyazawa

Indice du développement humain de l'ONU (1999)
Le Japon se classe 4^e sur 174 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB nominal
4,50 billions de dollars américains (1999)

Taux de croissance du PIB réel
0,2 % (1999)

PIB par habitant
35 529 \$US (1999)

Principales exportations
Machines, véhicules motorisés, appareils électroniques grand public et ordinateurs

Principales importations
Combustibles minéraux, denrées alimentaires, matières premières, machines, minerai métallique

Principales exportations vers le Canada
15 milliards de dollars (1999), en machines, matériel électronique, matériel photographique, véhicules motorisés et pièces, ordinateurs, équipement médical

Principales importations du Canada
8,4 milliards de dollars (1999), en bois et articles de bois, substances végétales, produits minéraux, pâte de bois

Représentant du Canada

M. Leonard J. Edwards, Ambassadeur, Ambassade du Canada, 7-3-38 Akasaka, 7-Chome, Tokyo 107-8503, Japon
Téléphone : (011-81-3) 5412-6200, Télécopieur : (011-81-3) 5412-6247, Site Web : www.dfait-macci.gc.ca/ni-ka/menu-f.asp

ROYAUME-UNI

Capitale : Londres

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

241 752 km²

Population

58,8 millions d'habitants (1999)

Principales langues

Anglais, gallois, gaélique

Taux de croissance de la population

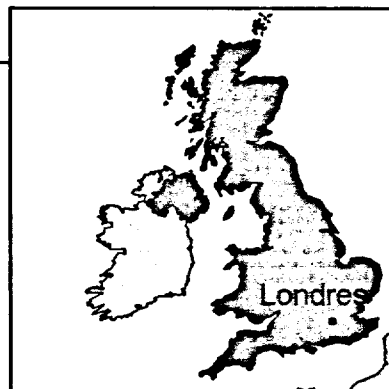
0,24 % (est. 1999)

Principaux groupes religieux

Anglicans (57 %), protestants (15 %), catholiques (13 %)

Pays environnants

Belgique, Danemark, France, Irlande, Norvège, Pays-Bas



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

Monarchie constitutionnelle

Ministre des Affaires étrangères et des Affaires du Commonwealth

M. Robin Cook

Autorité législative

Chambre haute : Chambre des lords

Chambre basse : Chambre des communes; multipartite

Chancelier de l'Échiquier

M. Gordon Brown

Dirigeants

La reine Elizabeth II

Le premier ministre Tony Blair

Indice du développement humain de l'ONU (1999)

Le Royaume-Uni se classe 10^e sur 174 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB nominal

1,44 billion de dollars américains (1999)

Taux d'inflation

2,3 % (1999)

Taux de croissance du PIB réel

2 % (1999)

Taux de chômage

4,4 % (1999)

PIB par habitant

24 600 \$US (1999)

Principales exportations

Machines, véhicules, combustibles minéraux, pétrole, métaux, instruments médicaux, produits pharmaceutiques

Principales importations

Machines, véhicules, métaux, instruments médicaux, résines plastiques, matières plastiques, produits manufacturés en plastique, aéronefs, astronefs

Principales exportations vers le Canada

8,96 milliards de dollars (1999), en machines, combustibles minéraux, pétrole, pièces d'aéronef, véhicules, instruments médicaux, produits pharmaceutiques, produits chimiques organiques

Principales importations du Canada

4,6 milliards de dollars (1999), en machines, pièces d'aéronef, équipement de chemin de fer, nickel et articles de nickel, minéraux, papier et carton, pâte de bois, instruments médicaux, bois

Représentant du Canada

M. Roy MacLaren, Haut-commissaire, Haut-commissariat du Canada, Macdonald House, 1, Grosvenor Square, Londres, W1X 0AB, Angleterre
Téléphone : (011-44-171) 258-6600, Télécopieur : (011-44-171) 258-6333, Site Web : www.dfait-maeci.gc.ca/london

Juin 2000

RUSSIE

Capitale : Moscou

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
17 075 400 km²

Population
145,3 millions d'habitants (1999)

Principale langue
Russe

Taux de croissance de la population
-0,5 % (1999)

Principaux groupes religieux
Orthodoxes russes, musulmans, juifs, bouddhistes

Pays environnants

Azerbaïdjan, Bélarus, Chine, Estonie, Finlande, Géorgie, Japon, Kazakhstan, Lettonie, Mongolie, Ukraine



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
République

Ministre des Affaires étrangères
M. Igor Ivanov

Autorité législative
Chambre haute : Conseil de la fédération
Chambre basse : Douma d'État; multipartite

Ministre des Finances et vice-premier ministre
M. Alexei Koudrine

Dirigeants
Le président Vladimir Poutine
Le premier ministre Mikhail Kasyanov

Indice du développement humain de l'ONU (1999)
La Russie se classe 71^e sur 174 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB nominal
182 milliards de dollars américains (1999)

Taux d'inflation
36,5 % (fin de l'exercice 1999)

Taux de croissance du PIB réel
3,2 % (1999)

Taux de chômage
12,3 % (mars 2000)

PIB par habitant
1 240 \$US (1999)

Principales exportations

Produits énergétiques, machines et équipement, minéraux et métaux, produits alimentaires, produits chimiques

Principales importations

Machines et équipement, produits alimentaires, textiles, produits chimiques, produits minéraux et métalliques

Principales exportations vers le Canada

607 millions de dollars (1999), en acier, poisson, combustibles minéraux, produits chimiques inorganiques, métaux rares

Principales importations du Canada

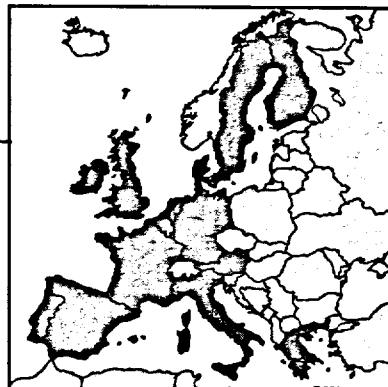
174 millions de dollars (1999), en machines, tabac, matériel électronique, cadres et revêtements extérieurs de fenêtre en plastique, viandes

Représentant du Canada

M. Rodney Irwin, Ambassadeur, Ambassade du Canada, Starokoniouchni Pereoulouc 23, Moscou 12100, Russie
Téléphone : (011-7-095) 956-6666, Télécopieur : (011-7-095) 232-9948

UNION EUROPÉENNE

Sièges des institutions : Bruxelles, Strasbourg,
Luxembourg



DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

3 241 380 km²

Population

376 millions d'habitants (1999)

Principales langues

Allemand, anglais, danois, espagnol, finnois, français, grec, italien,
néerlandais, portugais, suédois

DONNÉES POLITIQUES

Type d'organisation

Association d'États mettant une partie de leur
souveraineté en commun : Allemagne, Autriche,
Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France,
Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas,
Portugal, Royaume-Uni et Suède

Président de la Commission européenne

M. Romano Prodi

Commissaire chargé des relations extérieures

M. Christopher Patten

Commissaire chargé du commerce

M. Pascal Lamy

Principales institutions

Conseil de l'Union européenne, Commission
européenne, Parlement européen, Cour de justice

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB nominal

8,46 billions de dollars américains (1999)

Taux d'inflation

1,4 % (1999)

Taux de croissance du PIB réel

2,3 % (1999)

Taux de chômage

8,9 % (1999)

PIB par habitant

22 535 \$US (1999)

Principales exportations

Machines, machines électriques, véhicules, aéronefs, astronefs, produits chimiques organiques, produits
pharmaceutiques

Principales importations

Machines, machines électriques, combustibles minéraux, pétrole, véhicules, instruments médicaux

Principales exportations vers le Canada

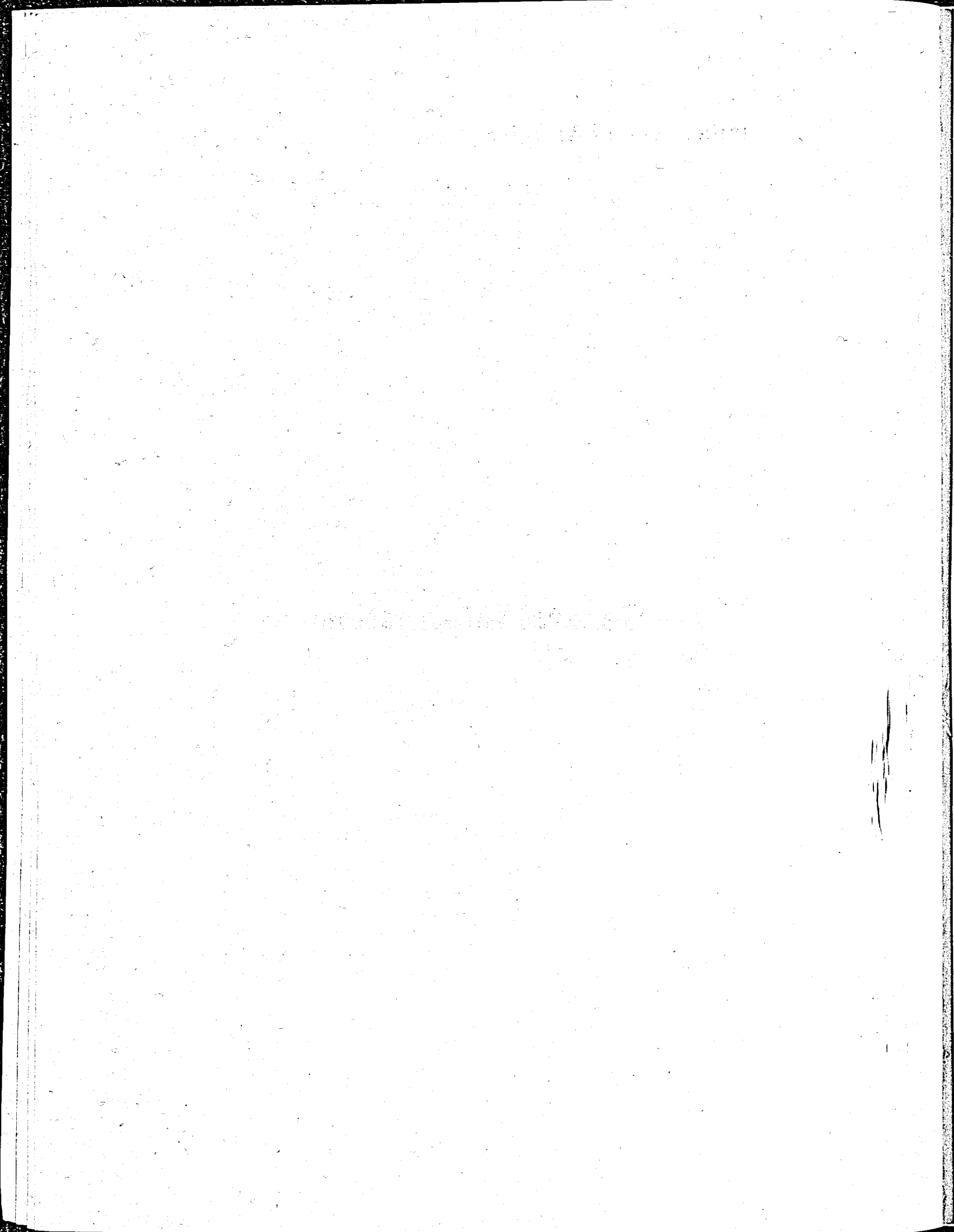
32 milliards de dollars (1999), en machines et équipement, biens industriels, biens de consommation

Principales importations du Canada

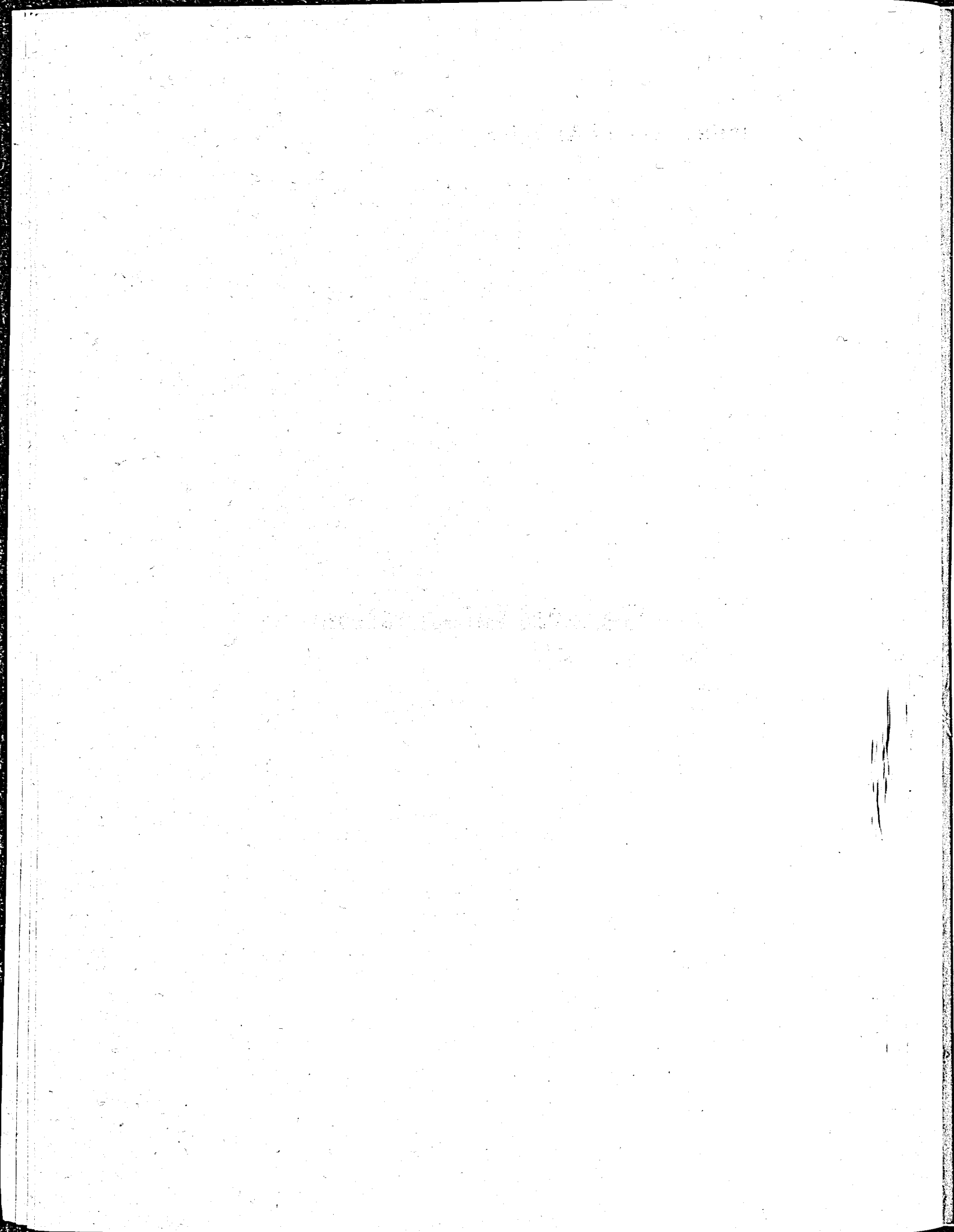
15 milliards de dollars (1999), en machines et équipement, biens industriels, produits forestiers, produits
agricoles, produits de la pêche

Représentant du Canada

M. Jean-Pierre Juneau, Ambassadeur, Mission du Canada auprès de l'Union européenne, Avenue de Tervuren 2, 1040 Bruxelles, Belgique
Téléphone : (011-32-2) 741-0660, Télécopieur : (011-32-2) 741-0629, Site Web : www.dfait-maeci.gc.ca/eu-mission



Notices biographiques



Le premier ministre de l'Italie, M. Giuliano Amato

M. Giuliano Amato est né à Turin le 13 mai 1938. Il a obtenu un diplôme de droit de l'Université de Pise et une maîtrise en droit constitutionnel comparatif de l'Université Columbia (New York). Il a enseigné dans plusieurs universités européennes et a été professeur de droit constitutionnel à l'Université européenne de Florence.

M. Amato est entré au Parti socialiste italien en 1958 et est devenu membre de son Comité central en 1978. Il est devenu secrétaire adjoint de ce même parti en 1989.

Député de 1983 à 1993, M. Amato a été chef de cabinet du premier ministre de 1983 à 1987. Il a été ministre du Trésor et vice-premier ministre en 1987 et 1988. En 1988, il a été nommé de nouveau à la tête du Trésor, qu'il a dirigé pendant 15 mois.

En 1992 et 1993, il a assumé la fonction de premier ministre à la tête d'un gouvernement d'urgence. Il a ensuite repris sa carrière universitaire en qualité de directeur de l'Institut Aspen Italia. De 1994 à 1997, il a été président de la Commission italienne antitrust. M. Amato est revenu à la politique en 1998 pour diriger le ministère de la Réforme institutionnelle et, en mai 1999, il a été nommé une fois de plus ministre du Trésor.

Le 25 avril 2000, M. Amato a été nommé premier ministre de l'Italie à la suite d'élections locales qui ont mené à la défaite des partis de la majorité au gouvernement et à la démission du premier ministre Massimo d'Alema.

M. Amato est marié et a deux enfants.

Le premier ministre du Royaume-Uni, M. Tony Blair

Né le 6 mai 1953, M. Tony Blair a d'abord fréquenté la Durham Choristers School, puis le Fettes College, à Édimbourg, avant d'étudier le droit à l'Université d'Oxford. Admis au barreau en 1976, il a exercé le droit jusqu'en 1983, se spécialisant en droit du travail et en droit industriel.

M. Blair a été élu député de la circonscription de Sedgefield en 1983 et a été nommé porte-parole de l'opposition pour les affaires relatives au Trésor en 1985. Deux ans plus tard, il est devenu porte-parole adjoint pour le commerce et l'industrie, chargé spécialement des dossiers de la consommation et des affaires urbaines.

En 1988, M. Blair s'est vu confier le poste de « contre-secrétaire » d'État à l'Énergie puis, en 1989, celui de « contre-secrétaire » d'État à l'Emploi et, en 1992, celui de « contre-secrétaire » d'État à l'Intérieur.

M. Blair a été élu au comité exécutif national du Parti travailliste en 1992 et a présidé la commission du Parti chargée de la réforme constitutionnelle. En 1994, il a été élu chef du Parti travailliste et chef de l'opposition.

M. Blair a été élu premier ministre du Royaume-Uni le 1^{er} mai 1997 et a prêté le serment d'office le lendemain.

M. Blair est marié et a quatre enfants.

Le président de la France, M. Jacques Chirac

M. Jacques Chirac est né à Paris le 29 novembre 1932. Il a fait des études supérieures à l'Institut d'études politiques de Paris et à l'École nationale d'administration ainsi qu'à la Summer School de l'Université Harvard.

Après une carrière dans l'administration publique, M. Chirac a été conseiller municipal de Sainte-Féréole, en Corrèze, de 1965 à 1967. Il a aussi été élu conseiller général du canton de Meymac, puis président du Conseil général de Corrèze, poste qu'il a occupé de 1970 à 1979.

En 1977, M. Chirac est devenu maire de Paris; il a été réélu à ce poste en 1983 et en 1989.

Élu huit fois député de Corrèze entre 1967 et 1993, M. Chirac a exercé diverses fonctions à l'Assemblée nationale : il a été tour à tour secrétaire d'État aux Affaires sociales, secrétaire d'État à l'Économie et aux Finances, ministre de l'Agriculture et du Développement rural, puis ministre de l'Intérieur.

M. Chirac a aussi été premier ministre, de 1974 à 1976 et de 1986 à 1988. Après avoir démissionné en 1976, il a fondé le Rassemblement pour la République, parti dont il a assumé la présidence.

Il a été élu président de la République française le 7 mai 1995.

M. Chirac est marié et a deux enfants.

Le premier ministre du Canada, M. Jean Chrétien

M. Jean Chrétien est né à Shawinigan, au Québec, le 11 janvier 1934. Il a fait ses études de droit à l'Université Laval. Reçu au barreau en 1958, il est entré au service d'un cabinet d'avocats de Shawinigan et a été bâtonnier du Barreau de Trois-Rivières en 1962-1963.

M. Chrétien a été élu pour la première fois à la Chambre des communes en 1963. Réélu en 1965, il a été nommé secrétaire parlementaire du premier ministre Lester B. Pearson et, en 1966, du ministre des Finances. En 1967, il est devenu ministre d'État associé au ministre des Finances et, en 1968, ministre du Revenu national.

Réélu cinq fois entre 1968 et 1980, M. Chrétien s'est vu confier plusieurs portefeuilles, entre autres : Affaires indiennes et du Nord Canada; Industrie et Commerce; Finances; Justice; Énergie, Mines et Ressources. Il a été président du Conseil du Trésor de 1974 à 1976 et est devenu vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures en 1984.

Après les élections de 1984, en tant que membre de l'opposition officielle, il est devenu porte-parole de son parti pour les affaires extérieures. Il a quitté la politique en 1986. Jusqu'en 1990, il a pratiqué le droit dans le cabinet Lang Michener Lawrence and Shaw. Il a aussi été conseiller principal de la Gordon Capital Corp.

En 1990, M. Chrétien est revenu à la politique et a été élu chef du Parti libéral du Canada. Après avoir remporté une élection partielle cette année-là, il est devenu officiellement chef de l'opposition.

M. Chrétien a été réélu en 1993, le Parti libéral ayant remporté la majorité des sièges à la Chambre des communes. Il est devenu le vingtième premier ministre du Canada le 4 novembre 1993, et s'est vu confier un deuxième mandat aux élections de 1997. Il est député de la circonscription de Saint-Maurice, au Québec.

M. Chrétien est marié à M^{me} Aline Chaîné depuis 1957. Ils ont trois enfants.

Le président des États-Unis, M. Bill Clinton

Né le 19 août 1946 à Hope, en Arkansas, M. Bill Clinton a obtenu un baccalauréat en affaires internationales de l'Université Georgetown en 1968, et un diplôme en droit de l'Université Yale en 1973. Il a également étudié à l'Université d'Oxford de 1968 à 1970, en tant que boursier Rhodes.

M. Clinton a exercé la profession d'avocat à Little Rock, en Arkansas, en 1981 et 1982; il a en outre enseigné le droit à l'Université de l'Arkansas, à Fayetteville.

Il a été président de la National Governors' Association, de l'Education Commission of the States, de la Lower Mississippi Delta Development Commission, du Southern Growth Policies Board, de la Democratic Governors' Association et du Democratic Leadership Council.

M. Clinton a été élu procureur général de l'Arkansas en 1976, et élu gouverneur deux ans plus tard. Après avoir été défait en 1980, il a été réélu en 1982 et est resté gouverneur jusqu'en 1992, année où il a remporté l'élection à la présidence des États-Unis.

Le 20 janvier 1993, M. Clinton a prêté le serment d'office à titre de président des États-Unis. Les électeurs lui ont confié un second mandat en 1996.

M. Clinton est marié et a un enfant.

Le premier ministre du Japon, M. Yoshiro Mori

M. Yoshiro Mori est né le 14 juillet 1937, dans la préfecture d'Ishikawa. En 1960, il a obtenu un diplôme de la Faculté de commerce de l'Université Waseda. Il a ensuite travaillé comme journaliste.

La carrière politique de M. Mori a débuté en 1969, avec son élection à la Chambre des représentants à titre de député d'un district de la préfecture d'Ishikawa.

Vers la fin des années 1970, M. Mori a été directeur général adjoint du cabinet du premier ministre et secrétaire principal adjoint du Cabinet. De 1978 à 1991, il a occupé divers postes de haut niveau au sein du Parti libéral démocratique, sauf pendant une brève période, en 1983 et 1984, où il a dirigé le portefeuille de l'Éducation.

En 1992, il a été nommé ministre de l'Industrie et du Commerce international. Un an plus tard, il est devenu secrétaire général du Parti libéral démocratique. Il a par la suite été ministre de la Construction en 1995 et 1996. En 1996, M. Mori a été nommé président du Conseil général du Parti libéral démocratique, puis est redevenu secrétaire général du Parti en 1998.

Le 5 avril 2000, M. Mori a été élu premier ministre par le parlement japonais, à la suite de l'incapacité physique de son prédécesseur, M. Keizo Obuchi. Il a été reconfirmé dans son poste à la suite des élections générales du 25 juin 2000.

M. Mori est marié et a deux enfants.

Le président de la Russie, M. Vladimir Poutine

M. Vladimir Poutine est né le 7 octobre 1952 à Leningrad. Il a obtenu un diplôme en droit et en allemand de l'Université d'État de Leningrad.

M. Poutine a commencé à travailler pour les services secrets de l'État en 1974. D'abord affecté à Leningrad, il est ensuite allé en Allemagne de l'Est. De retour à Leningrad en 1990, il est devenu adjoint du gouverneur de la ville en 1991. En 1996, M. Poutine a déménagé à Moscou pour occuper un poste au Kremlin. Il a été nommé directeur du Service de la sécurité fédérale en 1998. En août 1999, il a accédé au poste de premier ministre et en décembre 1999, il a assumé les fonctions de président par intérim.

M. Poutine s'est porté candidat aux élections de mars 2000 et est devenu président de la Fédération de Russie le 7 mai 2000.

M. Poutine est marié et a deux enfants.

Le président de la Commission européenne, M. Romano Prodi

M. Romano Prodi est né le 9 août 1939 à Scandiano (Reggio Emilia), en Italie. Diplômé en droit de l'Université catholique de Milan en 1961, il a par la suite étudié à la London School of Economics.

M. Prodi a enseigné à l'Université de Bologne, d'abord comme assistant, puis comme professeur d'économie et de politique industrielle. Au cours de sa carrière universitaire, il a aussi travaillé à l'Institut Lombard d'études économiques et sociales ainsi qu'aux universités Stanford et Harvard. M. Prodi a fait des recherches sur l'économie industrielle italienne et a rédigé de nombreux documents scientifiques, notamment sur la politique industrielle européenne, les entreprises publiques italiennes, l'énergie et le mode de fonctionnement de divers régimes économiques. Il a aussi été conseiller économique du pape Jean Paul II pour l'Europe de l'Est.

En 1978 et 1979, M. Prodi a été ministre de l'Industrie dans le gouvernement italien. De 1982 à 1989, et à nouveau en 1993 et 1994, il a occupé la présidence de l'Institut de la reconstruction industrielle (IRI). À la tête de la Coalition de l'olivier, il a exercé les fonctions de premier ministre de l'Italie de 1996 à 1998.

Il est devenu président de la Commission européenne en septembre 1999.

M. Prodi est marié et a deux enfants.

Le chancelier de l'Allemagne, M. Gerhard Schröder

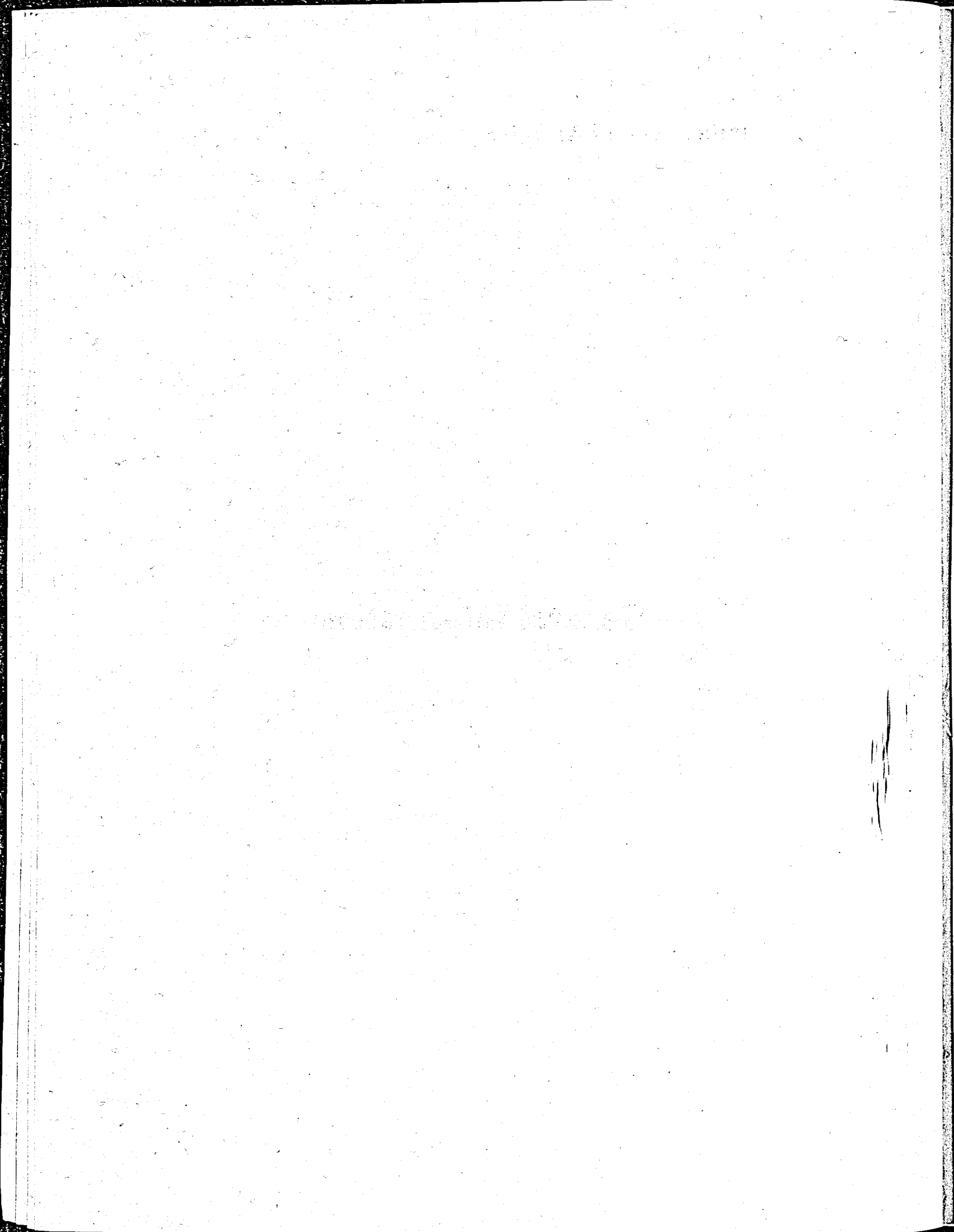
M. Gerhard Schröder est né le 7 avril 1944 à Mossenberg. Diplômé en droit de l'Université Georg-August de Göttingen en 1971, il a été admis au barreau en 1976 et a pratiqué dans un cabinet privé à Hanovre, de 1978 à 1990.

En 1977, M. Schröder est devenu l'un des dirigeants du Parti social-démocrate (PSD) pour le district de Hanovre. Il a été président fédéral des Jeunes Socialistes du PSD de 1978 à 1980.

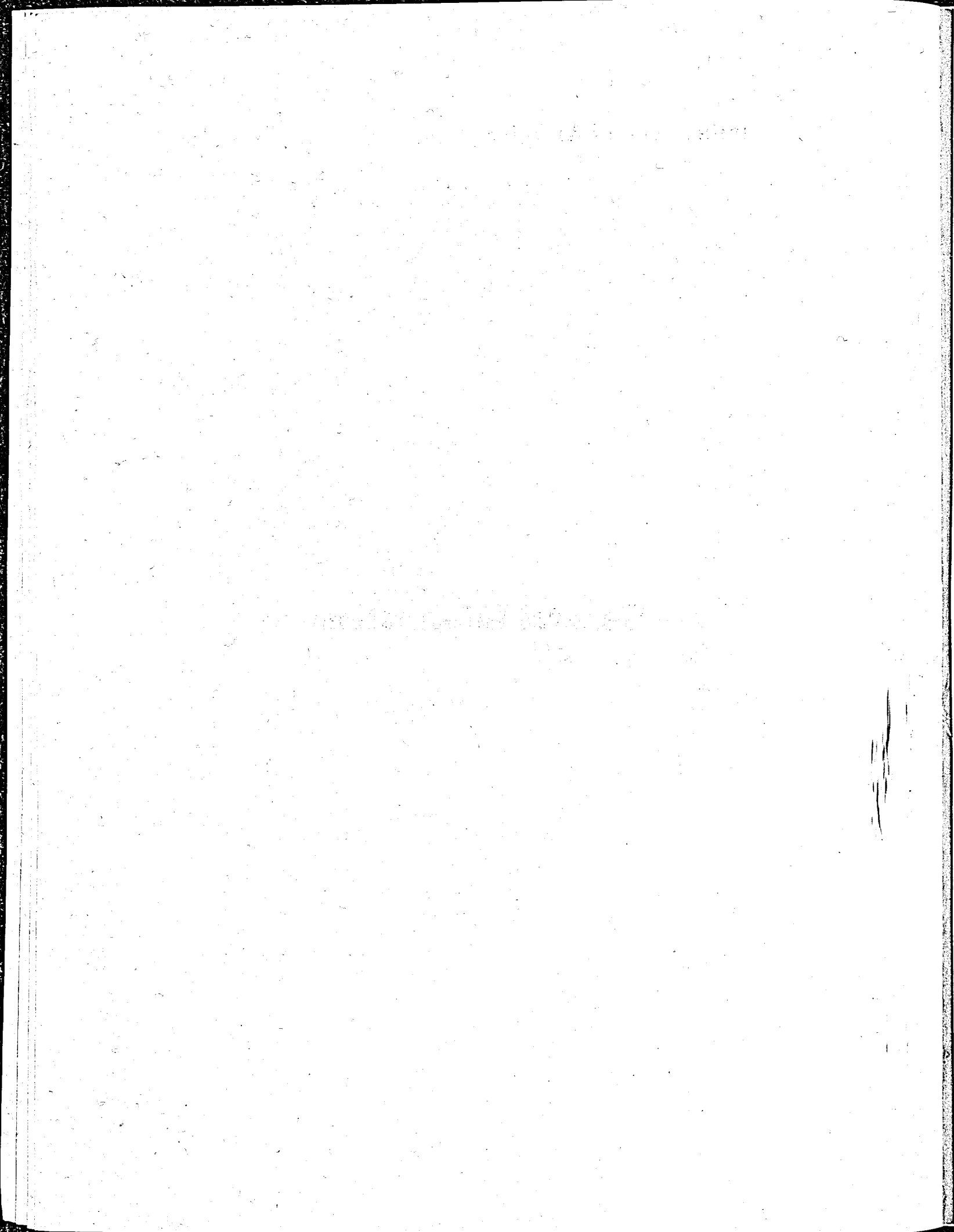
M. Schröder a été élu au parlement allemand en 1980. En 1986, il a obtenu un siège au parlement d'État de la Basse-Saxe, où il a présidé le groupe parlementaire de son parti. M. Schröder a ensuite été ministre président de la Basse-Saxe de 1990 à 1998.

Il a été élu chancelier de l'Allemagne le 27 octobre 1998.

M. Schröder est marié.



Annexes



Le Sommet des Huit de Cologne —

Communiqué final

du 18 au 20 juin 1999

1. Nous, chefs d'État et de gouvernement de huit grandes démocraties et président de la Commission européenne, sommes réunis à Cologne pour le 25^e Sommet économique. À l'aube du nouveau millénaire, nous avons discuté des possibilités plus grandes et des solutions prospectives aux défis que nos nations et la communauté internationale doivent relever.

2. La mondialisation, un processus complexe comportant des flux rapides et croissants d'idées, de capitaux, de technologies, de biens et de services à l'échelle de la planète, a déjà profondément changé nos sociétés. Elle nous a rapprochés comme jamais auparavant. Une ouverture plus grande et un dynamisme accru ont contribué à une amélioration généralisée des niveaux de vie et à une réduction marquée de la pauvreté. L'intégration a aidé à créer des emplois en stimulant l'efficacité, les occasions et la croissance. La révolution de l'information et l'exposition plus grande à la culture et aux valeurs des autres ont renforcé la dynamique démocratique et la lutte pour les droits de la personne et les libertés fondamentales tout en stimulant la créativité et l'innovation. La mondialisation a toutefois aussi accru les risques de déstabilisation et l'incertitude financière pour certains travailleurs, des familles et des collectivités partout dans le monde.

3. Il faut donc saisir les occasions qu'offre la mondialisation tout en contrant les risques, pour répondre aux préoccupations concernant l'absence de contrôle sur les effets du phénomène. Nous devons chercher à maintenir et à accroître les bienfaits de la mondialisation et veiller à ce que les gens partout dans le monde en bénéficient. En conséquence, nous engageons les gouvernements et les institutions internationales, les milieux patronaux et syndicaux, la société civile et les particuliers à relever ensemble ce défi et à utiliser au maximum la mondialisation pour favoriser la croissance de la prospérité et promouvoir le progrès social tout en préservant l'environnement.

I. Mettre l'économie mondiale sur les rails d'une croissance durable

4. Depuis notre réunion à Birmingham l'an dernier, l'économie mondiale a fait face à des défis majeurs. Des progrès ont été réalisés vers une résolution de la crise et l'établissement des fondements d'une relance. Les perspectives économiques se sont améliorées par suite de l'adoption de politiques pour soutenir la croissance dans les grands pays industrialisés, ainsi que de la réalisation d'importantes actions stratégiques qui ont conduit à une meilleure performance dans certains marchés émergents. Il subsiste plusieurs défis de taille. C'est pourquoi nous renouvelons notre engagement de mener des politiques macroéconomiques et des réformes structurelles appropriées, qui favoriseront une croissance plus équilibrée de l'économie mondiale et réduiront ainsi les déséquilibres extérieurs.

5. L'économie mondiale se ressent encore des effets des crises financières qui ont débuté en Asie il y a deux ans. Sans un système commercial mondial à la fois ouvert et fondé sur des règles, et les flux bénéfiques de biens et de services qu'il favorise, les pays affectés auraient beaucoup plus de difficulté à se remettre de ces crises et à stabiliser leur économie.

6. Nous saluons les accords-cadres que la Russie a conclus récemment avec le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale et espérons que la Russie les mettra en œuvre rapidement, franchissant ainsi une autre étape importante dans son programme de réformes.

Lorsqu'un accord avec le FMI sera établi, nous encourageons le Club de Paris à ne pas tarder à négocier un accord de rééchelonnement de la dette avec la Russie. Pour appuyer les efforts déployés par la Russie vers la stabilité macroéconomique et la croissance durable, nous encourageons le Club de Paris à continuer de s'occuper du problème de la dette russe découlant des obligations contractées à l'ère soviétique. L'objectif est de trouver des solutions globales à une étape ultérieure lorsque la Russie se sera dotée de conditions lui permettant de mettre en œuvre un programme de réformes économiques plus ambitieux.

7. Nous avons convenu d'intensifier notre dialogue au sein des structures du G8 sur les réformes sociales, structurelles et économiques à long terme en Russie. À cette fin, nous avons chargé nos représentants personnels d'assurer la continuité et la cohésion globales du travail effectué à cet égard au sein du G8. Il faut attacher une importance particulière à des domaines concrets de coopération comme le développement de la petite entreprise, l'accroissement de la coopération avec les régions, la santé, les répercussions sociales des transformations économiques. Nous avons convenu d'approfondir notre collaboration sur l'application de la loi, la lutte contre le crime organisé et le blanchiment d'argent, y compris la fuite des capitaux.

II. Édifier un système commercial mondial qui fonctionne pour tous

8. Le système commercial multilatéral incorporé à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a joué un rôle clé dans la promotion du commerce et de l'investissement à l'échelle internationale, et dans l'accélération de la croissance économique, de l'emploi et du progrès social. C'est pourquoi nous renouvelons le ferme appui que nous accordons à l'OMC, et notre engagement en faveur d'un environnement ouvert pour le commerce et l'investissement. Nous appelons toutes les nations à résister aux pressions protectionnistes et à ouvrir davantage leurs marchés. Nous encourageons les États qui ne sont pas encore membres de l'OMC à y adhérer, en souscrivant à ses principes.

9. Compte tenu du rôle vital de l'OMC, nous convenons de l'importance d'en accroître la transparence pour la rendre plus réceptive aux besoins de la société civile tout en préservant le caractère intergouvernemental de son fonctionnement. Nous nous engageons à travailler au succès de la réunion des ministres qui se tiendra à Seattle pour donner le coup d'envoi au nouveau cycle de négociations. Nous chercherons également à trouver à l'OMC une façon plus efficace d'examiner la relation entre le commerce et l'environnement et de promouvoir le développement durable et le bien-être social et économique partout dans le monde.

10. En conséquence, nous engageons toutes les nations à lancer, à la conférence des ministres de l'OMC qui aura lieu à Seattle en décembre 1999, un nouveau cycle de négociations globales et ambitieuses pour obtenir des résultats substantiels et gérables. Tous les membres devraient être partie prenante à ce processus. Nous encourageons tous les membres à mettre de l'avant des propositions qui permettent de progresser dans des domaines où les pays en développement, et en particulier les pays les moins avancés, peuvent réaliser des gains solides et substantiels; tous les pays devraient contribuer au nouveau cycle et en bénéficier. De nouvelles négociations commerciales efficaces peuvent aider à préparer la voie à l'intégration plus complète des pays en développement dans l'économie mondiale. Dans ce contexte, nous réaffirmons l'engagement que nous avons pris l'an dernier à Birmingham d'améliorer l'accès des pays les moins avancés aux marchés. De plus, nous préconisons une meilleure coopération et une cohérence plus grande au niveau des politiques entre les organisations internationales œuvrant dans les domaines financier, économique, syndical et environnemental.

11. Comme le commerce se mondialise de plus en plus, il faut examiner les conséquences des développements en biotechnologie dans les instances nationales et internationales appropriées. Nous souscrivons à cet égard à une approche fondée sur la science et sur des règles.

III. Concevoir des politiques favorisant l'emploi

12. Un des problèmes économiques les plus urgents est le taux élevé de chômage dans de nombreux pays. Nous réaffirmons l'importance qu'il y a d'intensifier la coopération internationale et d'accroître les efforts au niveau national pour concevoir les politiques appropriées afin d'augmenter le nombre d'emplois. Pour renforcer les assises d'une croissance et d'une création d'emplois durables, nous encourageons énergiquement une approche à deux volets consistant à :

- promouvoir des réformes structurelles pour accroître l'adaptabilité et la compétitivité de nos économies et aider les chômeurs de longue durée à réintégrer le marché du travail;
- mener des politiques macroéconomiques à des fins de stabilité et de croissance pour faire en sorte que les politiques monétaires et fiscales soient bien équilibrées.

13. Les chances que la croissance économique génère plus d'emplois augmentent de pair avec l'adaptabilité de nos économies. C'est pourquoi nous appuyons vigoureusement l'élimination des rigidités structurelles sur les marchés du travail, des capitaux et des produits, la promotion de l'esprit d'entreprise et de l'innovation, l'investissement dans le capital humain, la réforme des régimes d'imposition et de prestations pour renforcer les incitatifs économiques et encourager l'emploi, et le développement d'une société du savoir innovatrice.

14. En outre, nous souscrivons aux conclusions arrêtées par les ministres du travail du G8 à leur conférence tenue à Washington en février dernier, à savoir ménager des filets de protection sociale qui soutiennent l'emploi, prévenir le chômage de longue durée par une action précoce, faciliter la recherche d'un emploi en offrant de l'information sur le marché du travail et des services d'aide à l'emploi, promouvoir l'apprentissage continu et de nouvelles formes d'organisation du travail, assurer à tous les travailleurs un accès égal au marché, y compris les nouveaux venus et les travailleurs plus âgés, et faire avancer le dialogue social.

IV. Investir dans les personnes

15. L'éducation de base, la formation professionnelle, la formation universitaire, le perfectionnement continu des qualifications et des connaissances pour le marché du travail et le soutien accordé au développement de la réflexion innovatrice sont essentiels pour façonner le progrès économique et technique, alors que nous évoluons vers une société du savoir. De plus, ils enrichissent l'individu et favorisent le sens civique et l'inclusion sociale.

16. À l'appui de ces objectifs, nous faisons nôtres les buts et les aspirations énoncés dans la Charte de Cologne.

17. L'adaptabilité, l'employabilité et la gestion du changement seront les plus grands défis que nos sociétés auront à relever au XXI^e siècle. La mobilité sur les plans professionnel, culturel et communautaire sera essentielle. Et le passeport de la mobilité sera l'éducation et l'apprentissage continu pour tous.

18. À cette fin, nous sommes favorables à une augmentation des échanges d'enseignants, d'administrateurs et d'étudiants entre les Huit et avec d'autres nations, et nous invitons nos experts à recenser les principaux obstacles à ce chapitre et à proposer des solutions appropriées avant le prochain Sommet. Nous demandons à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et à l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) de voir comment divers pays élèvent les normes d'éducation, par exemple en procédant à l'étude des meilleures pratiques de recrutement, de formation, d'indemnisation et de

responsabilité des membres de la profession enseignante dans le monde. Nous nous engageons à explorer conjointement des façons de collaborer ensemble et par l'entremise d'institutions internationales afin d'aider nos propres pays et les nations en développement à utiliser la technologie pour répondre à leurs besoins d'apprentissage et de développement, par exemple grâce au téléenseignement.

V. Renforcer les mesures de protection sociale

19. À mesure que le processus de la mondialisation s'est amplifié, il s'est accompagné d'importants progrès aux plans social et économique. Parallèlement, la rapidité du changement et de l'intégration a donné à certains individus et à certains groupes l'impression qu'ils ne pouvaient suivre le mouvement, ce qui a créé certaines dislocations, particulièrement dans les pays en développement. C'est pourquoi nous devons prendre des mesures pour renforcer l'infrastructure institutionnelle et sociale qui peut « humaniser » la mondialisation et assurer une prospérité plus grande, et partagée par le plus grand nombre.

20. Les politiques de sécurité sociale, y compris les filets de protection sociale, doivent être suffisamment solides pour encourager et aider les individus à épouser le changement et la libéralisation à l'échelle mondiale et améliorer leurs chances sur le marché du travail, tout en renforçant la cohésion sociale. Nous reconnaissons qu'en présence de contraintes financières, il est vital de trouver un équilibre durable entre les programmes d'aide sociale et un degré plus grand de responsabilité et d'initiative au niveau personnel.

21. Nous sommes convaincus que les pays les plus durement touchés par les récentes crises économiques et financières se relèveront plus rapidement s'ils créent et améliorent l'infrastructure sociale nécessaire. Il est donc particulièrement important de maintenir l'investissement dans les services sociaux de base en temps de crise. La flexibilité et l'établissement de priorités budgétaires devraient améliorer la qualité de l'infrastructure sociale et de l'investissement.

22. La démocratie, la primauté du droit, la saine gestion publique et le respect des droits de la personne et des normes fondamentales du travail sont d'autres conditions préalables de la stabilité sociale. Le développement d'institutions fonctionnelles et exemptes de corruption qui soient rentables, transparentes et comptables de leurs actions devant le public doit servir de complément au processus de libéralisation.

23. Nous demandons aux institutions financières internationales (IFI) d'appuyer et de suivre l'instauration de politiques et d'infrastructures sociales saines dans les pays en développement. Nous applaudissons aux mesures qui ont déjà été prises à cet égard. Nous invitons instamment le FMI à attacher plus d'attention à cette question dans l'élaboration de ses programmes économiques et à accorder une priorité particulière aux budgets centraux, notamment ceux de la santé de base, de l'éducation et de la formation dans la mesure du possible, et ce, même durant les périodes d'assainissement des finances publiques. Nous saluons les mesures prises par la Banque mondiale en vue d'élaborer, en collaboration avec l'ONU, des principes relatifs aux bonnes pratiques dans le domaine des politiques sociales, ainsi que le travail fait pour renforcer les partenariats avec les pays emprunteurs par le biais du réseau global de développement. Nous invitons la Banque mondiale et le FMI à collaborer à l'élaboration d'un ensemble de politiques et de pratiques qui puissent guider les donateurs comme les emprunteurs dans la conception de programmes d'ajustement assurant la protection des plus vulnérables.

24. Nous appuyons un meilleur échange d'informations, y compris les analyses des coûts et des avantages associés aux filets de sécurité sociale, tant à l'ONU et à l'OCDE que dans d'autres instances compétentes, en ce qui a trait à la conception et à la mise en œuvre des réformes sociales.

25. Nous nous engageons à promouvoir l'application efficace de la Déclaration sur les principes et droits fondamentaux du travail et son suivi de l'Organisation internationale du travail (OIT). Nous saluons également l'adoption de la Convention de l'OIT sur l'élimination des pires formes du travail des enfants. Nous avons en outre l'intention d'accélérer la collaboration avec les pays en développement afin d'accroître leur capacité de s'acquitter de leurs obligations. Nous appuyons le renforcement de la capacité de l'OIT d'aider les pays à appliquer les normes fondamentales du travail.

26. Nous saluons également la coopération croissante entre l'OIT et les IFI dans la promotion d'une protection sociale appropriée et de normes fondamentales du travail. Nous exhortons les IFI à intégrer ces normes dans leur dialogue sur les politiques avec les pays membres. De plus, nous insistons sur l'importance d'une coopération efficace entre l'OMC et l'OIT concernant les dimensions sociales de la mondialisation et de la libéralisation du commerce.

VI. Approfondir le partenariat de développement

27. Les pays en développement sont des partenaires essentiels à l'ère de la mondialisation. Nous sommes résolus à travailler avec eux, et spécialement avec les pays les plus pauvres, afin d'éliminer la pauvreté, de mettre en œuvre des politiques efficaces de développement durable et de développer leur capacité de mieux s'intégrer à l'économie mondiale, leur permettant de la sorte de bénéficier des possibilités offertes par la mondialisation.

- Nous continuerons de fournir un soutien et une assistance substantiels aux pays en développement et en transition à l'appui de leurs propres efforts pour ouvrir et diversifier leurs économies, démocratiser et améliorer la gestion publique et protéger les droits de la personne.
- Nous nous efforcerons d'augmenter graduellement le volume d'aide publique au développement (APD), et de diriger cette assistance vers les pays les mieux placés pour s'en servir efficacement.
- Pour alléger le fardeau de la dette à l'avenir et faciliter le développement durable, nous convenons d'augmenter la part du financement consenti sous forme de subventions dans l'APD que nous accordons aux pays les moins avancés.
- Les organisations non gouvernementales ont, elles aussi, un rôle important à jouer.
- Même si l'aide internationale et l'allègement de la dette sont manifestement importants, leur efficacité reste tributaire de mesures nationales avisées favorisant une réforme économique et structurelle et une saine gestion publique, où le secteur privé et la société civile peuvent jouer un rôle productif.
- Nous comptons accélérer notre collaboration avec les pays en développement et les institutions multilatérales pour accroître la capacité de ces pays d'exercer leurs droits et de s'acquitter de leurs obligations dans le système commercial international de sorte qu'ils puissent profiter pleinement de la libéralisation du commerce et ainsi contribuer à la croissance économique mondiale.

- Nous demandons à l'ONU et aux IFI d'aider les pays en développement à mobiliser les moyens suffisants pour assurer les services sociaux et l'infrastructure de base, et de continuer de soutenir et d'intégrer la démocratisation, la saine gestion publique et la primauté du droit dans les stratégies de développement nationales.
- Nous réaffirmons notre appui au mandat de l'OCDE en vue de finaliser une recommandation concernant le dégagement de l'aide aux pays les moins avancés. Nous demandons aux membres de l'OCDE de mener cette initiative à bonne fin le plus vite possible.

28. Nous réitérons notre engagement à contribuer à la réalisation du développement économique et social en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Nous examinerons la situation à cet égard tous les ans, sur la base des rapports sur l'allégement de la pauvreté présentés par le FMI et certaines banques de développement régional.

VII. Lancer l'Initiative d'allégement de la dette de Cologne

29. Nous avons décidé de donner une nouvelle impulsion à l'allégement de la dette des pays en développement. Ces dernières années, les créanciers internationaux ont introduit plusieurs mesures d'allégement à l'intention des pays les plus pauvres. Le cadre fourni par l'Initiative, en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE), a apporté une importante contribution à cet égard. L'expérience récente porte à conclure que de nouveaux efforts sont nécessaires pour parvenir à une solution plus permanente du problème des fardeaux insoutenables de la dette. C'est pourquoi nous saluons l'Initiative d'allégement de la dette adoptée à Cologne en 1999, qui vise à offrir un allégement plus complet, plus étendu et plus rapide de l'endettement en apportant des changements majeurs au cadre de l'Initiative en faveur des PPTE. L'objectif central de l'Initiative de Cologne est de concentrer davantage l'attention sur la réduction de la pauvreté en libérant des ressources qui pourront ensuite être investies dans les secteurs de la santé, de l'éducation et des services sociaux. Dans ce contexte, nous appuyons également la saine gestion publique et le développement durable.

30. Nous sommes conscients que les nouvelles propositions commanderont un important financement additionnel. Bien que plusieurs modes de financement soient à l'étude, il faudra faire des progrès crédibles dans le recensement de nouvelles possibilités de financement, et nous sommes prêts à aider à trouver des solutions à ce chapitre. Dans ce contexte, nous reconnaissons l'importance d'un partage équitable du fardeau entre les créanciers.

VIII. Redoubler d'efforts pour protéger l'environnement

31. Pour souligner notre engagement en faveur du développement durable, nous intensifions nos efforts afin de créer un cadre mondial d'institutions et d'accords multilatéraux qui soit cohérent et respectueux de l'environnement. Nous appuyons l'issue de la réunion des ministres de l'environnement du G8 à Schwerin, et nous accélérerons la coopération internationale relative à l'établissement, à la reconnaissance générale et à l'amélioration continue des normes environnementales. Nous convenons que les considérations environnementales devraient être pleinement prises en compte dans le cycle de négociations de l'OMC qui débutera prochainement. Il s'agit aussi de clarifier la relation qui existe entre les accords environnementaux multilatéraux et les principes environnementaux clés, d'une part, et, d'autre part, les règles de l'OMC.

32. Nous convenons de continuer à aider les banques multilatérales de développement à faire des considérations environnementales une partie intégrante de leurs activités, et nous ferons de même lorsque nous apporterons notre propre soutien. Nous travaillerons, au sein de l'OCDE, à

développer des principes directeurs communs en matière d'environnement à l'intention des organismes de financement des exportations. Nous visons à terminer ce travail d'ici au Sommet du G8 en 2001.

33. Nous réaffirmons que nous considérons les changements climatiques comme une menace très sérieuse pour le développement durable. Nous chercherons donc à faire progresser de façon opportune l'application du Plan d'action de Buenos Aires pour qu'entre rapidement en vigueur le Protocole de Kyoto. En particulier, nous encourageons la prise de décisions sur le fonctionnement des mécanismes de Kyoto et sur un régime de conformité fort et efficace. Nous soulignons l'importance de prendre des mesures pour réduire les émissions de gaz à effet de serre par une utilisation rationnelle et efficiente de l'énergie et d'autres moyens rentables. À cette fin, nous nous engageons à élaborer et à appliquer des mesures nationales, y compris les mesures prises en vertu de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques. Nous avons aussi convenu d'échanger nos expériences sur les pratiques exemplaires. De plus, nous militerons en faveur d'une plus grande participation mondiale des pays en développement aux efforts de limitation des émissions de gaz à effet de serre. Nous applaudissons à l'action déjà prise par les pays en développement et soulignons qu'il est nécessaire d'appuyer leurs efforts au moyen de mécanismes financiers, du développement et du transfert de technologies ainsi que de la création et du renforcement des capacités. Nous notons le rôle important que peut jouer le Mécanisme pour un développement propre dans ces domaines. Nous saluons aussi l'intention annoncée par certains pays en développement à Buenos Aires de prendre d'autres engagements en vue de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre.

IX. Promouvoir la non-prolifération, le contrôle des armements et le désarmement

34. Le renforcement du régime international de non-prolifération et des mesures de désarmement est l'une de nos plus importantes priorités internationales. Nous comptons instaurer un vaste partenariat international en vue d'une réduction élargie des menaces pour satisfaire aux exigences relatives à la sécurité, à la maîtrise des armements, au déclassement et à la non-prolifération tout en réduisant les risques pour l'environnement. Cette mesure s'appuiera sur les efforts actuels et prévus du G8 et d'autres pays. Nous nous sommes engagés à accroître les ressources à ces fins, et nous encourageons tous les autres pays à se joindre à nous.

35. Nous reconnaissons qu'il faut continuer de protéger et de gérer les matières fissiles de qualité militaire, et spécialement le plutonium. Par le passé, les pays du G8 se sont penchés sur la gestion des matières nucléaires de qualité militaire qui ne sont plus nécessaires pour répondre à des besoins en matière de défense. Nous affirmons notre intention d'établir des arrangements aux fins de la gestion sûre de telles matières fissiles. Nous soutenons énergiquement les initiatives concrètes menées par les pays du G8 et d'autres en vue de favoriser la coopération scientifique et technique nécessaire à l'appui des futurs programmes d'élimination de grande envergure. Nous invitons tous les pays intéressés à appuyer des projets en vue de la mise en œuvre rapide de programmes à grande échelle, et nous plaidons en faveur de l'élaboration d'une stratégie conjointe. Nous reconnaissons qu'il sera nécessaire d'adopter une approche internationale du financement faisant appel à la fois à des fonds publics et à des fonds privés, et nous examinerons la possibilité de relever nos propres engagements au chapitre des ressources avant le prochain sommet du G8.

36. Nous sommes profondément préoccupés par les récents tirs expérimentaux de missiles et par les développements liés à la prolifération des missiles, comme les actions de la Corée du Nord. Nous nous engageons à examiner de nouveaux moyens de nous attaquer individuellement et collectivement à ce problème, et nous réaffirmons notre engagement à l'égard des objectifs du Régime de contrôle de la technologie relative aux missiles.

37. Des mécanismes efficaces de contrôle des exportations sont essentiels à la réalisation d'un grand nombre de nos objectifs de maîtrise des armements et de non-prolifération. Nous continuerons de chercher des moyens de les renforcer. Nous profitons de l'occasion pour souligner le rôle du Groupe des fournisseurs nucléaires en matière de prolifération nucléaire.

38. Un an après les essais nucléaires de l'Inde et du Pakistan, nous réitérons nos préoccupations et réaffirmons notre déclaration faite dans le Communiqué de Birmingham. Les récents tirs expérimentaux de missiles ont augmenté davantage la tension dans la région. Nous encourageons les deux pays à imiter les premiers pas positifs qui ont déjà été faits, en se joignant aux efforts internationaux de non-prolifération et de désarmement et en prenant les mesures énoncées dans la résolution 1172 du Conseil de sécurité de l'ONU.

X. Combattre les menaces à l'échelle mondiale

39. Les conflits violents et les guerres civiles continuent d'empêcher de nombreux pays de tirer pleinement parti des occasions offertes par la mondialisation. Pour être efficaces, la prévention et la gestion des crises doivent s'attaquer aux causes profondes de ces conflits. Parmi celles-ci figurent la manipulation politique des tensions ethniques, l'inégalité économique et sociale et la pauvreté extrême, ainsi que l'absence de démocratie, de primauté du droit et de saine gestion politique et économique. Ces causes sont souvent exacerbées par les violations des droits de la personne, la dégradation environnementale, la rareté des ressources, une croissance démographique accélérée et la propagation rapide des maladies.

40. Pour accroître notre capacité de prévenir les crises, il faut, conformément aux principes et aux finalités de la Charte de l'ONU,

- accroître la capacité de reconnaître les sources potentielles de conflit et de les contrer dès les premiers signes. Il faut suivre plus efficacement les risques de conflits violents et leurs causes et partager l'information pour leur faire obstacle;
- s'assurer que nos politiques dans les secteurs de la sécurité, de l'économie, de l'environnement et du développement sont coordonnées de façon appropriée et qu'elles aident à prévenir les conflits violents. Dans notre dialogue avec d'autres pays et avec les institutions internationales, nous nous appliquerons à coordonner nos politiques;
- reconnaître le rôle important que joue l'ONU dans la prévention des conflits et chercher à renforcer sa capacité dans ce domaine;
- suivre systématiquement les dépenses militaires dans le contexte plus large des dépenses publiques et dans le contexte macroéconomique de la croissance et du développement;
- encourager et soutenir les efforts des organisations et des arrangements au niveau régional en vue d'étendre leur capacité juridictionnelle et opérationnelle, en conformité avec le droit international, afin d'aider à contrôler et à résoudre les conflits dans leur région;
- promouvoir la liberté de la presse, établir des processus électoraux équitables, aider à améliorer la reddition de comptes et le fonctionnement démocratiques des corps législatifs, de l'appareil judiciaire ainsi que de l'appareil militaire et des forces policières, et améliorer la surveillance et la promotion du respect des droits de la personne.

41. Nous sommes préoccupés par la progression mondiale du sida. Nous réaffirmons qu'il faut poursuivre la lutte contre le sida aux niveaux national et international grâce à une stratégie combinant la prévention, le développement de vaccins et une thérapeutique appropriée. Nous saluons et appuyons le travail de coordination et le rôle catalyseur de l'ONUSIDA. Nous demandons aux coparrains et aux autres partenaires de collaborer à la formulation d'objectifs, de stratégies et d'initiatives clairs tant à l'échelle mondiale qu'au niveau régional.

42. Nous nous engageons aussi à poursuivre nos efforts nationaux et internationaux dans la lutte contre les maladies infectieuses et parasitaires comme la malaria, la poliomyélite, la tuberculose et leurs formes pharmacorésistantes. Nous continuerons tout particulièrement à appuyer les efforts de l'Organisation mondiale de la santé et ses initiatives « Faire reculer le paludisme » et « Halte à la tuberculose ». Nous encourageons les gouvernements à adopter les stratégies recommandées.

43. Compte tenu de l'importance grandissante des questions touchant la sécurité alimentaire, nous invitons le groupe de travail de l'OCDE sur l'harmonisation de la surveillance réglementaire de la biotechnologie et le groupe de travail de l'OCDE pour la sécurité des aliments et provendes nouveaux à entreprendre une étude des implications de la biotechnologie et d'autres aspects de la sécurité alimentaire. Nous invitons les experts de l'OCDE à discuter de leurs résultats avec nos représentants personnels. Nous demandons à ces derniers de nous rendre compte, d'ici la tenue du prochain sommet, des façons possibles d'améliorer notre stratégie face à ces questions par l'entremise des institutions internationales et autres, compte tenu des réactions soulevées sur d'autres tribunes.

44. Nous nous réjouissons du fait que la communauté internationale prenne davantage conscience des effets délétères de la corruption sous toutes ses formes, ainsi que de l'entrée en vigueur, en février 1999, de la Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption. Nous espérons qu'un plus grand nombre de pays ratifieront cet instrument. Nous applaudissons aux résultats et au projet de suivi de la conférence internationale sur la lutte contre la corruption, à laquelle ont participé plus de 80 pays, dont tous les membres du G8, et de la conférence de l'OCDE sur les efforts faits pour combattre la corruption, qui ont toutes deux eu lieu aux États-Unis en février 1999. Dans le contexte de la Convention de l'ONU contre le crime, nous demandons instamment que les actes de corruption impliquant des agents publics soient passibles de poursuites au criminel.

45. Nous maintiendrons l'impulsion donnée aux efforts internationaux pour combattre la criminalité transnationale organisée et la menace qu'elle fait peser sur la stabilité politique, financière et sociale à l'échelle de la planète. Nous félicitons le Groupe d'experts de haut niveau sur la criminalité transnationale organisée et sur le terrorisme pour le travail qu'il a fait, et nous lui demandons instamment de poursuivre son travail, en particulier pour arriver à un aboutissement rapide des négociations des conventions et protocoles de l'ONU sur le crime organisé. Nous demandons également que des progrès plus rapides soient faits quant à la Convention de l'ONU sur le financement du terrorisme. Nous demandons aux deux groupes d'experts de nous faire rapport de nouveau l'an prochain. Nous réaffirmons notre engagement de nous attaquer au problème des stupéfiants, notamment en nous attachant à mettre en œuvre les conclusions de la Session spéciale de l'Assemblée générale de l'ONU sur le programme mondial contre la drogue, qui s'est tenue en 1998. Nous nous réjouissons de la tenue à Moscou, cet automne, de la réunion ministérielle sur la criminalité.

46. Nous renouvelons l'engagement que nous avons pris au Sommet de Moscou, en 1996, de mettre la sécurité au premier plan dans l'exploitation des centrales nucléaires et de mettre en vigueur des normes de sécurité rigoureuses à l'échelle mondiale. À cet égard, nous attachons beaucoup d'importance aux résultats de la conférence d'examen de la Convention sur la sûreté nucléaire et de la conférence de l'Agence internationale de l'énergie atomique sur le renforcement de la sûreté nucléaire en Europe.

47. Nous réaffirmons notre engagement de renforcer la coopération en matière de sûreté nucléaire. Nous saluons les efforts concertés faits pour contrer le problème informatique de l'an 2000 (le « bogue du millénaire ») dans ce domaine. En ce qui a trait au Compte de la sécurité nucléaire, nous continuons d'attacher la plus grande importance à l'application intégrale et opportune des accords de subvention.

48. Il y a eu de réels progrès depuis le Sommet de Birmingham en vue de contrer le « bogue du millénaire ». Il reste cependant beaucoup à faire. Nous maintiendrons en place de vigoureux programmes d'action afin d'être vraiment prêts à faire face au problème de l'an 2000 et de réduire au minimum les répercussions qu'il pourrait avoir sur nos pays et sur le reste du monde. Nous incitons vivement tous les autres gouvernements à faire de même. Dans le cadre de ces efforts, une grande priorité devrait être accordée aux secteurs clés de l'infrastructure — l'énergie, les télécommunications, les services financiers, les transports et la santé — ainsi qu'à la défense, à l'environnement et à la sécurité publique. La confiance du public sera cruciale et elle dépendra beaucoup de la transparence et de l'ouverture quant à l'état de préparation dans les secteurs critiques. Les gouvernements, les organisations internationales, les fournisseurs de services d'infrastructure et les fournisseurs de technologies de l'information devront communiquer régulièrement de l'information fiable au grand public. Il sera important, à l'approche de l'échéance, que les organismes responsables aient des plans d'urgence permettant de faire face aux défaillances de systèmes qui pourront survenir dans les secteurs les plus sensibles malgré d'intenses préparations. Nous exhortons les pays tiers à faire de même. Nous maintiendrons une collaboration étroite entre nous et avec d'autres à cet égard ainsi que sur d'autres aspects du problème. Nous convoquerons plus tard cette année une conférence extraordinaire du G8 sur la planification d'urgence.

Le prochain sommet

49. Nous avons accepté l'invitation du premier ministre du Japon de nous réunir à Okinawa (Kyushu) l'an prochain, du 21 au 23 juillet.

Déclaration du président du G7

Cologne, le 18 juin 1999

I. L'économie mondiale

1. Depuis notre réunion à Birmingham l'an dernier, l'économie mondiale a fait face à d'importants défis. Nous constatons toutefois avec satisfaction que les marchés ont repris confiance et que les perspectives de croissance de l'ensemble de l'économie mondiale se sont améliorées. Nous remarquons plusieurs développements encourageants : la croissance vigoureuse qui se poursuit aux États-Unis, les politiques importantes que le Japon met en œuvre pour promouvoir la reprise, le lancement réussi de l'Union économique et monétaire en Europe, le climat non inflationniste qui règne de façon générale et les progrès accomplis au chapitre de la stabilisation financière et économique en Asie de l'Est et en Amérique latine. Il subsiste cependant des défis de taille et il est essentiel de continuer d'agir.

2. Pour transformer ces développements en une croissance économique stable et durable, nous devons appliquer des politiques macroéconomiques équilibrées qui soutiennent la demande et l'investissement intérieurs tout en préservant la stabilité des prix. Ces politiques contribueront à assurer une croissance plus équilibrée de nos économies et, par voie de conséquence, à réduire les déséquilibres extérieurs. Pour accroître les débouchés à l'emploi et réaliser leur potentiel économique, certains de nos pays doivent renforcer leurs politiques macroéconomiques par de vigoureuses mesures structurelles qui améliorent les incitatifs de marché pour tous les acteurs économiques. De telles mesures seront des conditions préalables pour améliorer la croissance de l'emploi et le climat d'investissement.

3. Plus particulièrement :

- en Amérique du Nord, les politiques macroéconomiques devraient avoir pour but de maintenir les conditions propices à une croissance équilibrée;
- dans la zone euro, il importe de pratiquer un dosage judicieux de politiques macroéconomiques et structurelles qui améliorent les perspectives de croissance et d'emploi;
- au Royaume-Uni, les politiques économiques devraient continuer à favoriser une croissance non inflationniste;
- au Japon, il reste essentiel d'appliquer des mesures stimulatrices jusqu'à ce que reprenne la croissance alimentée par la demande intérieure et de maintenir des mesures structurelles afin d'accroître l'efficacité et la compétitivité de l'économie;
- les économies des marchés émergents ont fait des progrès considérables et les fondements d'une reprise de la croissance ont été posés dans un certain nombre de pays. S'il reste beaucoup à faire, les perspectives améliorées que nous constatons tiennent beaucoup aux politiques inhérentes à ces économies, avec l'appui du Fonds monétaire international (FMI), de la Banque mondiale et de l'aide bilatérale. Elles doivent aussi pouvoir compter sur un environnement international favorable, caractérisé par une demande intérieure soutenue dans l'ensemble du G7 et des marchés ouverts.

4. Nous sommes convaincus qu'une économie mondiale plus ouverte et intégrée offrira à tous ses membres des occasions accrues et des avantages partagés. Compte tenu de la responsabilité particulière que nous avons à l'égard de l'économie mondiale, nous nous engageons à poursuivre une collaboration étroite afin de favoriser la croissance économique sur toute la planète. Il incombe également aux dirigeants des autres pays de promouvoir la croissance et la stabilité financières à l'échelle mondiale, et nous les incitons vivement à adopter des politiques qui contribuent à la réalisation de ces objectifs. La communauté internationale sera prête à appuyer les pays qui mettent en œuvre des politiques vigoureuses afin de relever de difficiles défis économiques.

II. Le renforcement de l'architecture financière internationale

5. Dans une économie mondiale de plus en plus intégrée, le défi est de promouvoir la stabilité financière mondiale tant par des actions nationales que par une plus grande coopération internationale.

6. Les crises financières qui ont éclaté au cours des deux dernières années en Asie, en Russie et en Amérique latine ont fait ressortir des faiblesses critiques dans le système financier international, notamment des politiques et des institutions faibles dans nombre de pays en développement et une attention insuffisante portée au risque par les banques et les investisseurs dans les pays industrialisés. Dans la déclaration que nous avons faite sur l'économie mondiale le 30 octobre dernier, nous avons remarqué certaines des actions déjà prises pour résoudre ces problèmes et divers domaines clés qui commandaient de nouvelles réformes. Depuis, des progrès importants ont été faits dans un certain nombre de ces domaines. Nous saluons le rapport de nos ministres des finances, qui a été publié aujourd'hui et dans lequel ils font état de ces progrès et recommandent d'autres mesures. Nous croyons qu'au total il s'agit d'un renforcement significatif du système financier international qui contribuera à réduire le risque de crises financières et facilitera une gestion efficace des crises dans l'avenir.

7. Nous attachons une importance particulière aux mesures suivantes :

A. Renforcer et réformer les institutions financières internationales et les arrangements financiers internationaux

Pour ce faire, il faut non pas que de nouvelles institutions soient créées, mais que les institutions actuelles adaptent leur rôle pour répondre aux exigences du système financier mondial actuel. Le FMI et la Banque mondiale jouent un rôle central dans le système économique et financier international et dans la facilitation de la coopération entre les pays dans ces domaines. Nous nous réjouissons :

- de l'établissement du nouveau Forum de stabilité financière afin d'accroître la coopération et la coordination internationales dans le domaine de la supervision et de la réglementation des marchés financiers;
- du renforcement et de la réforme des structures de l'autorité des institutions financières internationales (IFI), notamment en conférant au Comité intérimaire du FMI un statut permanent à titre de « Comité monétaire et financier international », et en perfectionnant la surveillance et les programmes du FMI;
- de l'engagement d'œuvrer de concert, en vue de l'établissement d'un mécanisme informel de dialogue entre les pays importants sur le plan systémique, dans le cadre du système institutionnel qui a résulté de Bretton Woods.

B. Améliorer la transparence et promouvoir les pratiques exemplaires

Ceci permettra aux acteurs du marché d'évaluer à bon escient les risques et incitera davantage les décideurs à mettre en œuvre de saines politiques. Nous demandons :

- l'élaboration et la mise au point rapides de codes de transparence et de normes de pratiques exemplaires internationalement convenus, tant pour le secteur public que, lorsque c'est approprié, pour les institutions financières privées. De plus, il faudrait s'attacher en priorité à produire des données plus actuelles et plus complètes sur les flux de capitaux. Il faudrait prendre des mesures pour améliorer la qualité et l'opportunité de la diffusion publique des informations sur l'exposition financière significative à des institutions fortement endettées ainsi que des informations pertinentes par ces dernières;
- la mise en application de ces codes et de ces normes, en particulier grâce à une surveillance accrue et à la publication des résultats dans les rapports sur la transparence du FMI et la compilation des diverses normes en matière de politiques financières et économiques en même temps que des pratiques exemplaires en un ouvrage de référence général, tel un compendium de normes internationales en la matière;
- une transparence accrue des IFI grâce à une diffusion plus grande de documents du FMI et de la Banque mondiale, et de nouvelles mesures en vue de procéder à des évaluations internes et externes de leurs fonctions.

C. Renforcer la réglementation financière dans les pays industrialisés

Nous devons inciter les prêteurs à faire preuve de plus de discipline et les encourager à évaluer avec plus de prudence les risques associés aux prêts qu'ils consentent. Nous demandons des mesures concrètes pour :

- améliorer l'évaluation et la gestion des risques, entre autres grâce aux révisions proposées par le Comité de Bâle à l'Accord de Bâle sur le capital;
- évaluer les implications pour les responsables de la supervision et de la réglementation d'institutions financières qui font une très grande utilisation de l'effet de levier, notamment par l'accroissement de la transparence;
- amener les centres financiers extraterritoriaux à se conformer aux normes de réglementation internationalement acceptées et collaborer de façon plus efficace à la lutte contre le blanchiment d'argent.

D. Renforcer les politiques macroéconomiques et les systèmes financiers dans les marchés émergents

Les crises récentes ont montré qu'il fallait que les emprunteurs des marchés émergents renforcent leurs cadres de politiques et leurs systèmes financiers pour profiter pleinement de l'intégration dans le système financier international. Dans cette optique, nous encourageons :

- les économies émergentes à renforcer leurs systèmes financiers dans le cadre de l'approche prudente et ordonnée de la libéralisation des comptes d'opérations en capital qu'elles poursuivent, et à éviter de dépendre excessivement des flux de capitaux à court terme;

- les économies émergentes à maintenir des régimes de taux de change appropriés et soutenables, appuyés par un cadre cohérent et rigoureux de politiques macroéconomiques et financières reflétant la situation économique propre de chaque pays. Les politiques du FMI doivent cibler une promotion plus efficace de cet objectif;
- le FMI et la Banque mondiale à accroître leur coopération en matière de conseils et d'assistance aux économies émergentes afin d'aider ces dernières à renforcer leurs systèmes financiers.

E. Améliorer la prévention et la gestion des crises et mettre à contribution le secteur privé

Dans un monde où les marchés financiers sont de plus en plus ouverts, nous devons façonner les attentes de telle sorte que les prêteurs du secteur privé sachent qu'ils assumeront les conséquences des risques qu'ils prennent; nous devons aussi réduire les dangers de contagion. Nous demandons :

- un soutien, par le biais de la nouvelle ligne de crédit contingente du FMI, pour les pays qui ont des politiques saines et durables mais qui pourraient être touchés par la contagion des marchés financiers;
- un recours plus grand à des instruments de marché afin d'associer le secteur privé à la prévention et à la gestion des crises, notamment en déployant des efforts plus énergiques pour élargir l'utilisation des clauses d'action collective dans les contrats de dette extérieure, ainsi qu'une meilleure communication et une coopération plus étroite entre les économies des marchés émergents et leurs créanciers;
- un accord sur un cadre général d'association du secteur privé au règlement des crises qui définit à l'avance les principes d'action, les considérations et un arsenal de moyens du genre de ceux qui sont décrits dans le rapport de nos ministres des finances.

F. Promouvoir des politiques sociales afin de protéger les pauvres et les plus vulnérables

Les politiques sociales constituent la pierre d'angle d'une architecture financière internationale viable. Le développement et les réformes économiques doivent profiter à tous les membres de la société.

- Les pauvres et les plus vulnérables doivent être mieux protégés du fardeau de l'ajustement en temps de crise.
- La communauté internationale doit travailler avec les gouvernements et les autorités nationales pour encourager l'investissement dans les personnes par le truchement de l'éducation, de la santé et d'autres services sociaux de base, qui constituent le fondement du développement à long terme. Les IFI et d'autres organisations doivent faire de ces objectifs une partie essentielle de leurs politiques.

8. Nous croyons que la mise en œuvre intégrale de ces initiatives et de ces réformes contribuera de façon significative à accroître la stabilité du système financier mondial. Nous demandons à nos ministres des finances d'aller de l'avant de toute urgence, en étroite collaboration avec d'autres pays, les IFI et les milieux financiers du secteur privé.

III. L'Initiative d'allégement de la dette de Cologne

9. L'un des plus grands défis que doit relever la communauté internationale à l'approche du nouveau millénaire est de faire en sorte que les pays pauvres et très endettés qui appliquent des politiques saines et qui font preuve d'engagement envers la réforme et l'atténuation de la pauvreté ne soient pas paralysés par le fardeau de leur dette. L'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) a contribué de façon importante à la réalisation de cet objectif. Le temps est venu d'aller plus loin. Nous demandons le lancement d'une initiative améliorée qui fournira un allégement de la dette plus rapide, plus large et plus complet. Nous croyons fermement qu'une telle initiative favorisera l'atteinte des objectifs de réduction de la pauvreté, de développement durable et de saine gestion publique. Elle devrait aussi renforcer les incitatifs en faveur de la réforme et de la croissance tout en améliorant les perspectives d'accès au crédit de sources privées dans l'avenir.

10. L'Initiative d'allégement de la dette de Cologne devrait être fondée sur un cadre élargi de réduction de la pauvreté, développé par les IFI de concert avec d'autres institutions et la société civile. Cela est crucial si plus de ressources doivent être investies en santé, notamment au titre de la prévention du sida, en éducation et dans d'autres services sociaux, qui constituent tous des facteurs essentiels de développement.

11. Nous saluons et avalisons le rapport de nos ministres des finances sur l'Initiative d'allégement de la dette de Cologne. Les propositions mises de l'avant dans ce rapport permettront une plus grande réduction de l'endettement grâce à des objectifs plus ambitieux, un allégement plus rapide grâce à une plus grande souplesse au niveau de l'échéancier d'exécution des mesures convenues et une importance plus grande accordée à un soulagement rapide des problèmes de trésorerie. Nous demandons aussi au Club de Paris et à d'autres créanciers bilatéraux d'augmenter le taux d'annulation de la dette commerciale (jusqu'à 90 p. 100 et plus) dans le cas des pays les plus pauvres parmi ceux qui sont admissibles, si c'est nécessaire pour que leur endettement soit soutenable. De surcroît, nous demandons l'annulation intégrale de la dette au titre de l'aide publique au développement (APD) sur une base bilatérale. Diverses options seraient utilisées à cette fin. Pour les pays pauvres qui ne sont pas admissibles aux termes de l'Initiative en faveur des PPTE, le Club de Paris pourrait envisager une réduction unifiée de 67 p. 100 selon les termes de Naples et, pour les autres pays débiteurs, une augmentation du plafond actuel sur les opérations d'échange de créances.

12. Si de telles mesures étaient mises en œuvre, l'encours de la dette des pays susceptibles d'être admissibles aux termes de l'Initiative en faveur des PPTE serait réduit d'un montant additionnel de 50 milliards de dollars américains selon la valeur nominale (27 milliards selon la valeur nette actuelle), en plus des quelque 130 milliards de dollars américains en chiffres nominaux (71 milliards selon la valeur nette actuelle) restant après l'allégement traditionnel. Ajoutées à l'annulation de la dette générée par l'APD, dont jusqu'à 20 milliards de dollars américains, en chiffres nominaux, sont dûs à des pays du G7, ces mesures permettraient de réduire l'encours de la dette globale de plus de la moitié, allégeant sensiblement le fardeau du service de la dette et libérant ainsi des ressources pour financer des dépenses sociales prioritaires.

13. Nous reconnaissons que ces changements entraîneront des coûts importants, notamment en raison de la dette contractée auprès des IFI. Pour financer ces propositions, nous sommes disposés à appuyer divers mécanismes étant conscients de l'importance (pour les IFI) de maintenir d'adéquates réserves de crédits à des conditions de faveur.

— Pour financer les frais engagés par le FMI, le Fonds devrait mobiliser ses ressources, tout en maintenant un niveau approprié de réserves par le recours au revenu d'intérêts en primes, l'utilisation possible des reflux provenant du fonds

spécial pour éventualités ou d'un mécanisme de financement équivalent et grâce aux intérêts sur les profits réalisés par une vente prudemment échelonnée d'une quantité maximale de 10 millions d'onces d'or des réserves du FMI.

- Les banques multilatérales de développement devraient faire fond sur le travail qu'elles ont commencé pour trouver et exploiter des approches innovatrices qui maximisent l'utilisation de leurs propres ressources.
- Les frais que devront supporter les IFI nécessiteront aussi des contributions bilatérales. Nous nous sommes engagés à verser des contributions substantielles au Fonds fiduciaire en faveur des PPTE. Nous sommes prêts à envisager de bonne foi de contribuer à un Fonds fiduciaire élargi en faveur des PPTE.
- Pour financer ces frais, nous demandons qu'il y ait un partage approprié du fardeau entre les pays donateurs en prenant en compte tous les aspects pertinents, notamment la magnitude et la qualité de l'APD déjà accordée et de l'APD déjà annulée, et en reconnaissant les contributions des pays qui accusent des encours de prêts élevés au regard de leur produit intérieur brut, et ce au titre de l'APD.

14. Nous serions heureux de voir le secteur privé consentir des efforts pour renforcer les objectifs de cette initiative, notamment en versant des contributions au Fonds du millénaire pour aider à financer l'allègement de la dette.

15. Dans ce cadre, nous demandons aux IFI et au Club de Paris de faire en sorte que l'exercice d'allègement de la dette soit plus rapide, plus incisif et plus vaste, de travailler avec les pays visés à l'Initiative en faveur des PPTE pour voir à ce que les trois quarts des pays admissibles parviennent à leur point de décision d'ici l'an 2000, et d'aider les pays les plus démunis à se joindre le plus vite possible au processus de PPTE. Des propositions concrètes à cet égard devraient être convenues d'ici la tenue des prochaines réunions annuelles du FMI et de la Banque mondiale.

IV. La sûreté nucléaire et l'Ukraine

16. Nous renouvelons notre engagement à mettre en application le protocole d'entente entre le G7 et l'Ukraine. Nous saluons la réaffirmation par le gouvernement ukrainien de son engagement ferme de fermer Tchernobyl dans les délais prévus, au plus tard en l'an 2000. Notre objectif premier est de faire en sorte que la centrale nucléaire de Tchernobyl soit fermée dans les délais convenus.

17. Nous notons que des progrès significatifs ont été faits dans la mise en œuvre du Plan d'investissement pour le sarcophage afin d'assurer l'intégrité environnementale du sarcophage qui recouvre les restes du réacteur détruit de Tchernobyl. Les contributions au Fonds du sarcophage de Tchernobyl totalisent jusqu'à maintenant 393 millions de dollars américains, y compris 50 millions de dollars américains provenant de l'Ukraine. Nous avons convenu que le G7 aidera à assurer le financement et l'avancement des travaux réalisés dans le cadre du Plan d'investissement pour le sarcophage. Nous invitons les gouvernements intéressés et les donateurs du secteur privé à se joindre à nous dans cette entreprise. Pour assurer ce financement, nous comptons tenir une conférence d'annonce de contributions avant le prochain sommet.

18. Nous réitérons notre engagement d'aider l'Ukraine, dans le contexte du protocole d'entente, à mobiliser des fonds pour financer des projets qui l'aideront à satisfaire ses besoins en électricité. La valeur des projets convenus jusqu'à maintenant totalise plus de 746 millions de dollars américains. À ce montant il faut ajouter une somme de 485 millions de dollars américains et ce,

sans compter les fonds affectés au Plan d'investissement pour le sarcophage. Nous attendons du gouvernement de l'Ukraine qu'il accélère les réformes fondamentales dans le secteur de l'énergie, y compris des améliorations dans la perception des recettes et de la privatisation, afin d'encourager des investissements financièrement viables en ce qui a trait à la production et à la distribution d'électricité et à l'efficacité énergétique. Nous saluons l'effort soutenu qui a permis à l'Ukraine, à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement et à la Communauté européenne de l'énergie atomique (EURATOM) d'entamer la phase finale des négociations sur des prêts destinés à financer l'achèvement de deux réacteurs à Rivne et Khmelnytsky¹. Nous invitons les parties à prendre les mesures nécessaires pour conclure rapidement un accord sur des prêts qui financeront des projets sûrs, efficaces et valables sur les plans financier et environnemental.

V. Les délits financiers, la concurrence fiscale dommageable et la fraude fiscale internationale

19. Les avantages de la mondialisation des marchés financiers et de l'introduction des nouvelles technologies de l'information ne seront assurés que si la lutte contre les délits financiers reste une priorité au chapitre des politiques sur les plans national et international. Nous réaffirmons nos inquiétudes relatives aux problèmes soulevés par les juridictions sous-réglées et non coopérantes, entre autres de nombreux centres financiers extraterritoriaux, dans le contexte de la lutte contre le blanchiment d'argent et d'autres délits financiers.

20. Nous saluons les réalisations du groupe de travail des ministres des finances du G7 sur les délits financiers et les infractions réglementaires. Nous allons promouvoir dans tous les pays du monde, et pour qu'ils servent de normes, les principes clés établis par ce groupe pour améliorer les échanges d'information entre les autorités responsables de la surveillance et celles qui sont chargées des mesures d'application.

21. Nous saluons et appuyons le travail fait par le Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (GAFI) pour cibler les juridictions qui ne collaborent pas efficacement à la lutte internationale contre le blanchiment des capitaux et facilitent ainsi le blanchiment des profits résultant de la corruption et du crime organisé. Le GAFI devrait prendre des mesures concrètes pour amener les centres financiers extraterritoriaux et les juridictions sous-réglées et non coopérantes à se conformer aux 40 recommandations formulées à l'égard du blanchiment d'argent et pour protéger la communauté financière internationale contre l'incidence négative de ceux qui demeurent en marge de la légalité. Nous invitons instamment les ministres des finances à coordonner, de concert avec d'autres ministres, en particuliers ceux de la justice et de l'intérieur, l'élaboration et la mise en application des positions complémentaires au sujet des centres financiers extraterritoriaux et du travail du GAFI sur les juridictions non coopérantes, dans diverses instances habilitées à traiter ces questions.

22. Nous saluons l'établissement du Forum de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sur les pratiques fiscales dommageables et le début de la mise en application des principes directeurs et des recommandations adoptées par l'OCDE en ce qui a trait aux effets dommageables des pratiques fiscales injustes. Nous souscrivons au programme de travail actuel du Forum et en particulier aux efforts faits pour recenser les paradis

¹ Dans ce contexte, nous prenons note du fait que, au cours de sa visite en Ukraine les 8 et 9 juillet de l'année en cours, le chancelier Schröder a l'intention de s'entretenir avec le président Koutchma de solutions de remplacement non nucléaires à ces projets.

fiscaux. Nous appuyons aussi l'intention du Forum d'établir un dialogue avec les juridictions ciblées grâce à ce processus. Nous recommandons fortement d'accorder une grande priorité à ce travail. Nous prenons également note des efforts qui se poursuivent au niveau de l'application du code de conduite au sein de l'Union européenne.

23. Nous saluons les progrès qu'ont réalisés le Comité des affaires fiscales de l'OCDE et le GAFI pour explorer plus avant les liens entre la fraude et l'évasion fiscales et le blanchiment de capitaux et en particulier pour assurer la communication efficace d'informations aux autorités fiscales sans nuire à l'efficacité des dispositifs de lutte contre le blanchiment de capitaux. Nous encourageons chaque groupe à poursuivre ses travaux.

24. Nous incitons l'OCDE à continuer de se pencher sur les obstacles qui entravent l'échange efficace des informations entre les autorités fiscales, en particulier ceux qui résultent de règles excessives en matière de secret bancaire.

doc
CA1
EA
2000043
EXF

.b3706011 (E)
.b3706023 (F)



Okinawa G-8 Summit

July 21-23, 2000

Background Information

Canada



16403208 ce) b 3706011
16403210 cf) b 3706023

Okinawa G-8 Summit

July 21-23, 2000

Background Information

Dept. of Foreign Affairs
Min. des Affaires étrangères

AOUT 13 2004
AUG 13 2004

Return to Departmental Library
Retourner à la bibliothèque du Ministère

*Printed on
recycled paper*



*Imprimé sur du
papier recyclé*



Department of Foreign Affairs
and International Trade

Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international



Printed in Canada
Imprimé au Canada

Contents

Okinawa G-8 Summit

General Information

- Key Themes for Okinawa 3
- Canada and the Economic Summits 8
- The Global Economic Setting 11
- International Financial System 13
- Canadian Economy: Situation and Outlook 14
- Comparative Economic Charts 17

Fact Sheets

- Canada 25
- European Union 26
- France 27
- Germany 28
- Italy 29
- Japan 30
- Russia 31
- United Kingdom 32
- United States 33

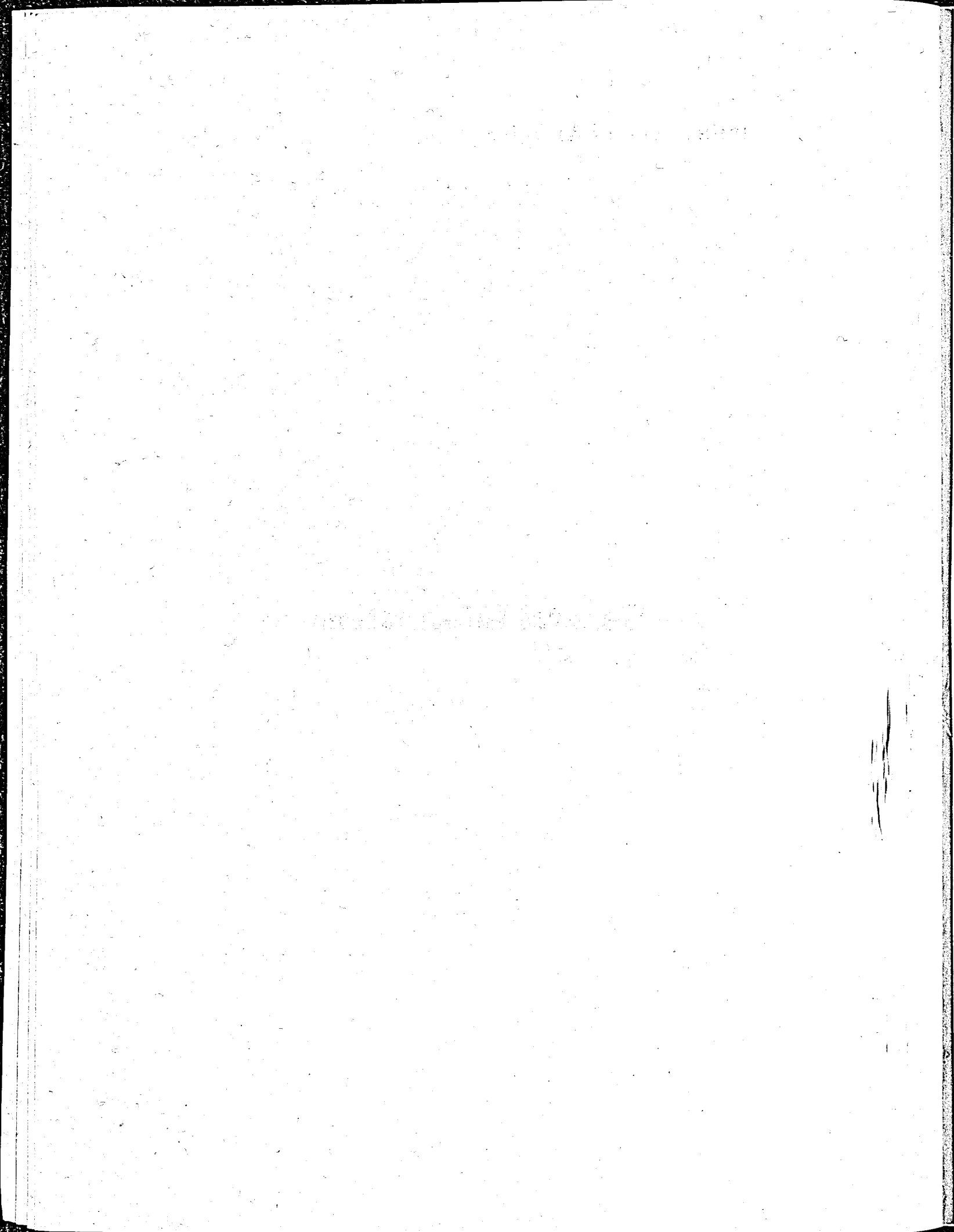
Biographies

- Giuliano Amato, Prime Minister of Italy 37
- Tony Blair, Prime Minister of the United Kingdom 38
- Jacques Chirac, President of France 39
- Jean Chrétien, Prime Minister of Canada 40
- Bill Clinton, President of the United States 41
- Yoshiro Mori, Prime Minister of Japan 42
- Romano Prodi, President of the European Commission 43
- Vladimir Putin, President of Russia 44
- Gerhard Schröder, Chancellor of Germany 45

Appendix

- Communiqué, G8 Cologne Summit, June 18–20, 1999 49
- G7 Statement, Cologne, June 18, 1999 58

General Information



Key Themes for Okinawa

The 2000 G-8 Summit in Okinawa, Japan, from July 21 to 23, will focus on three themes: reducing poverty through debt relief, combatting HIV/AIDS, and promoting information and communications technologies. Throughout their discussions of the key themes and a range of global situations, the leaders of the eight leading industrialized and democratic countries will explore how to build broad global partnerships to resolve issues.

As has been the case in past summits, G-7 finance ministers and G-8 foreign affairs ministers will meet separately, on July 8 and July 12-13, respectively.

Reducing global poverty through debt relief

High levels of debt are a critical obstacle to reducing poverty in many developing countries because debt payments divert resources from important social investments, such as health and education.

Canada signalled its support for deeper, broader, faster debt relief for heavily indebted poor countries (HIPC) in March 1999, when Prime Minister Jean Chrétien outlined Canada's debt relief strategy. This policy was reinforced in June 1999 by G-7 finance ministers when they adopted a plan for more generous debt relief and saw their leaders endorse it later that month during the Cologne G-8 Summit.

During the annual meetings of the International Monetary Fund (IMF) and World Bank in September 1999, Canada and its international partners endorsed a plan to more than double debt relief for the poorest countries, thereby releasing significant resources for poverty reduction programs. To strengthen the link between debt relief and poverty reduction, both financial institutions endorsed a poverty reduction framework that the HIPC will develop themselves with help from civil society groups, donor countries and international financial institutions.

Canada has been a leader in the international community's efforts on behalf of the least developed countries for over 20 years. Since 1978, Canada has forgiven over \$1.3 billion in official development assistance debts, including those owed by the least developed countries and the heavily indebted poor countries, with the exception of Burma. Moreover, since 1986, Canada has provided development assistance as a grant rather than as a loan.

Earlier in 2000, the government announced its intention to go even further than the measures adopted by international bodies. In the February 2000 budget, Canada announced a \$175 million contribution to the HIPC Trust Funds, bringing total Canadian contributions to \$215 million. Of this new amount, \$20 million has

been earmarked for the African Development Bank and about \$37 million for the Inter-American Development Bank. The remainder of the Canadian contribution will be allocated according to need.

A member of the Paris Club of official creditors, Canada over the past decade has written down \$2.4 billion in commercial export credits to heavily indebted and other countries. Following the 2000 budget, the government announced it would cancel 100 per cent of commercial bilateral debts owed to Canada by countries that fulfil the requirements of the HIPC debt relief initiative and that are committed to poverty reduction and good governance. This offer, worth close to \$1 billion, could affect about 18 countries.

The February 2000 budget also reinforced Canada's commitment to debt relief and poverty alleviation with an additional allocation of \$435 million over the next three years for aid programs with other countries. The budget also provided \$100 million over four years for technology transfers that help developing countries reduce their greenhouse gas emissions and promote sustainable development.

Combatting HIV/AIDS

In June 2000, Canada announced a multiyear international action plan to confront HIV, the human immunodeficiency virus that causes AIDS (acquired immune deficiency syndrome). Over the next three years, \$120 million will be devoted to strengthening the HIV/AIDS programming that the Canadian International Development Agency (CIDA) carries out as part of a broader focus on social development in four key areas — basic education, health and nutrition, the HIV/AIDS pandemic, and child protection.

In 1999 more than 34 million people worldwide were living with HIV/AIDS. Over 95 per cent of the AIDS cases are in developing countries. Sub-Saharan Africa is the hardest hit, with 12 countries reporting adult HIV infection rates of over 10 per cent of the population. Latin America and Caribbean countries have some of the highest rates outside Africa. Since 1994, HIV prevalence in much of Asia and the Pacific has increased by over 100 per cent. In Eastern Europe and Central Asia, 50 per cent of people living with HIV/AIDS have been infected during the past two years.

The explosion in infection rates is reflected in the increasing amount dedicated to HIV and AIDS prevention, education and care, in Canada's official development assistance budget. Since 1987, CIDA has committed over \$135 million to such programs; between 1995 and 1999 alone, funding increased from \$14 million to \$21 million.

CIDA's innovative programming has been lauded by UNAIDS, the Joint United Nations Program on HIV/AIDS. Included in UNAIDS' examples of international best practices is a CIDA-funded project to minimize the transmission of HIV in six countries of francophone Africa and Ghana. Its activities include managing sexually transmitted diseases through community education that encourages people to use condoms and seek treatment.

In India, where over four million people are HIV-positive, Canadians are helping national, state and local organizations plan and implement AIDS control and patient-service programs based on counselling, promoting condom use, and managing other sexually transmitted diseases.

CIDA also supports a Russian AIDS training and community development project which will help Russia's national AIDS program to attain international standards of professional best practices and to promote community-based initiatives. In the Ukraine, youth groups are being helped to develop educational materials to promote self-awareness, self-esteem and survival strategies.

With an estimated 40 million children expected to lose one or both parents to AIDS by 2010, it is clear that the joint efforts of the G-8, multilateral organizations, international financial institutions and others will be required to deal with the long-term consequences of today's epidemic-like rates of HIV/AIDS.

Within Canada in 1999 about 50,000 people were living with HIV infection. Canada's current activities domestically are based on the 1998 Canadian Strategy on HIV/AIDS, which committed ongoing annual funding of \$42.2 million to fighting the disease.

The goals of the strategy are to prevent the spread of HIV infection in Canada; find a cure; find and provide effective vaccines, drugs and therapies; ensure care, treatment and support for Canadians living with HIV/AIDS, their families, friends and caregivers; minimize the adverse impact of HIV/AIDS on individuals and communities; and minimize the impact of social and economic factors that increase individual and collective risk for HIV.

Promoting information and communications technologies

Canada recognizes that access to information and knowledge is crucial to the social and economic development of individuals and societies. However, the speed of globalization, compounded by the rapid evolution of information and communications technologies, is widening the "knowledge gap" between countries and marginalizing many, mostly in the developing world.

Often called the digital divide, this gap has the potential to hinder all donors' efforts to help these countries. Accordingly, the importance of information and communications technologies in the developing world is now being addressed by the G-8 and other multilateral organizations and institutions, including the United Nations, the Organisation for Economic Co-operation and Development, and the World Bank. Collectively, they aim to enhance connections within and between countries by providing facilities for access to and dissemination of information and knowledge by electronic means.

CIDA, the International Development Research Centre, and Industry Canada all consider the use of information and communications technologies as essential tools for sustainable development. Enabling access to the information highway is a means to promote knowledge for development. CIDA's premise is that every individual should have the opportunity and capability to access information — verbal, textual and electronic — as well as to share local or indigenous knowledge with surrounding regions and beyond.

At home, with one of the world's most advanced coast-to-coast optical research networks and affordable telecommunications systems, Canada enjoys a privileged position in the world of information and communications technologies.

Building on this advantage, the federal government, in the 1997 Speech from the Throne, launched Connecting Canadians, an initiative to make the information and knowledge infrastructure accessible to all Canadians, thereby making Canada the most connected nation in the world.

Connecting Canadians has six major components:

- **Canada On-line:** helping Canadians connect to the economic and communication potential of the information highway;
- **Smart Communities:** allowing citizens to take advantage of new technologies for better health care delivery, lifelong learning and business development;
- **Canadian Content On-line:** enhancing Canada's reputation as a leading-edge supplier of online content and applications that reflect Canadian values, achievements and aspirations;
- **Electronic Commerce projects:** aiming to make Canada the location of choice for the development of electronic commerce products and services;

- Canadian Governments Online: providing Canadians better access to government information and services and helping to promote greater government efficiency; and
- Connecting Canadians to the World: letting the world know that Canada is online and on target as a technological leader in the knowledge-based economy.

Three of the goals of Connecting Canadians have already been met:

As of March 31, 1999, the SchoolNet project made Canada the first country in the world to connect its public schools and libraries to the Internet. All public schools, First Nations schools under federal jurisdiction, and public libraries that wished to be connected to the Internet have now been connected.

As well, one Smart Communities demonstration project has been selected for each province, the North, and in an Aboriginal community.

Canada has also established a world-leading policy framework for electronic commerce, addressing issues of standards, taxation, security and encryption, digital signatures, privacy, and consumer protection.

Challenges to be met by 2001 include providing 250,000 computers to schools, the equivalent of one for every classroom; establishing up to 10,000 community access sites; and connecting 10,000 volunteer and charitable groups to the Internet.

The success of the Connecting Canadians agenda would not be possible without a strong information and communications technologies industry in Canada. The government and the private sector have accomplished many ambitious objectives in partnership, including the creation of CA*net3, the world's first, fastest, all-optical national network.

Canada and the Economic Summits

Overview

Summit countries share many common values and objectives. The summit process remains a valuable forum for candid exchange on domestic and international issues, and it helps forge greater co-operation in a rapidly evolving global economy. In recent years, the topics for discussion have broadened to reflect the range of issues that influence the economies of the G-8 countries, thereby enabling G-8 leaders to respond to pressing and longer-term issues.

Leaders provide political impetus for major initiatives and commit themselves to greater co-operation in tackling problems. They are also catalysts for prompt action in other international forums, primarily in the United Nations, the International Monetary Fund, the World Bank and regional development banks, the Organisation for Economic Co-operation and Development, and the World Trade Organization.

Canada has contributed to the summit process by advancing key themes, such as financial stability, sustainable development, reform of international institutions, peace building and conflict prevention, and respect for human rights. The following highlights of summit history demonstrate how the process has adapted to changing needs.

Summit history

The first economic summit, the G-5, was held in Rambouillet, France. Its members were the leaders of five of the major industrialized nations: the United States, the United Kingdom, France, Germany, and Japan. Since then the group has grown to eight nations, and the process has evolved from a forum dealing essentially with macroeconomic issues to an annual meeting with a broad-based agenda that addresses a wide range of international economic, political and social issues. The first G-7 summit took place in Puerto Rico in 1976 when Canada and Italy joined the original five members. The European Community, now the European Union, was given observer status the following year at the London Summit. The first G-8 summit, called the Summit of the Eight, introduced Russia as a full partner and was held in Denver in 1997.

The 1986 Tokyo Summit addressed the need to enhance macroeconomic co-operation by closely monitoring each country's economic activity, inflation rates, interest rates and currency developments. As a result, Canadian and Italian finance ministers were invited to join those of the United States, United Kingdom, France, Germany and Japan to form the G-7 finance ministers group.

At the 1992 Munich Summit, leaders discussed the need to address chronic high unemployment by making labour markets more responsive to changing economic conditions. Consequently, at the following year's summit in Tokyo, participants established a global growth strategy designed to create employment. The United States followed up in 1994 with the G-7 Jobs Conference in Detroit. Other G-7 employment-related conferences followed in Lille, France, in 1996; in Kobe, Japan, in 1997; in London, in 1998; and, most recently, a meeting of G-8 labour and social affairs ministers in Washington in February 1999.

Jobs and growth, relations with Russia, reform in Ukraine, and international trade were timely items on the agenda at the 1994 Naples Summit. Support for measures to ease the debt of the poorest countries (the Naples Terms) was among its main results.

The 1995 Halifax Summit set the standard for more results-oriented, informal and businesslike summits. Its agenda to reform international institutions has led to significant changes at the World Bank, the International Monetary Fund and other organizations. The leaders' communiqué following the Halifax Summit focused on such issues as strengthening the world economy, promoting sustainable development, and preventing and responding to economic crises.

At Lyon, France, in 1996, G-7 leaders considered globalization and the benefits of expanding investment and trade. They also established a partnership to create opportunities for developing countries to improve their standards of living.

At the Summit of the Eight in Denver in 1997, attention centred on global integration and meeting domestic economic challenges. The G-8 leaders' agenda covered issues such as aging populations and infectious diseases. Discussions took place on the eve of the UN General Assembly Special Session on Environment and Development, which reviewed the global environmental agenda five years after the 1992 Earth Summit, and during the lead up to the Kyoto Conference of the Parties to the Convention on Climate Change.

In 1998, G-8 leaders' discussions during their Birmingham Summit in the United Kingdom centred on globalization and the growing interdependence of nations. The agenda also included growth, employability and social inclusion; international crime and drugs; and global economic issues, including development, climate change, trade, and the Asian financial situation and its implications for the international system. Leaders also discussed timely regional and political issues, the most significant being nuclear testing by India and Pakistan. G-8 foreign ministers and G-7 finance ministers met in advance in London to discuss a range of ongoing global, financial and human security issues.

In 1999, leaders gathered in Cologne to review world economic developments, progress made on reforming international financial institutions, and the social implications of globalization, including debt relief for developing nations. The

latter discussion led to agreement on the Cologne Debt Initiative, designed to cancel more than half of the debt of the world's poorest nations. A related outcome of the G-7 finance ministers process in 1999 was the creation of the Group of Twenty (G-20), with a mandate to co-ordinate the efforts of industrialized and developing nations in formulating and implementing global financial reforms. Canada's Finance Minister is the first chair of the G-20.

Canada's place at the summit table

Canada enjoys the benefits of having a seat at the table with the world's most advanced economies, and Canada also assumes the responsibilities that flow from this. Membership enables Canada to pursue its broad foreign, trade and economic policy agenda and interests and to help shape global developments on a range of issues.

Canada brings to the summit table intellectual capital and value far greater than its relatively modest economic strength. Canada is also a member of the United Nations, the International Monetary Fund and World Bank, the World Trade Organization, the Organisation for Economic Co-operation and Development, the Asia-Pacific Economic Cooperation forum, the Commonwealth, la Francophonie and the Organization of American States. This affords Canada a wide range of diplomatic tools and opportunities to pursue its foreign policy agenda.

Globalization brings with it new opportunities but it also creates new challenges. The summit process allows members of the G-8 to work together to meet these challenges, at home and abroad. Canada has used the summit to advance economic, trade and political issues of importance to Canadians. Since 1976, Canada has worked with its summit partners to develop common strategies in response to these issues as well as to regional situations such as the Middle East peace process, the conflict in and reconstruction of Bosnia, and the Asian financial situation.

The Global Economic Setting

The world economic situation has improved considerably over the past year. The International Monetary Fund now expects global economic growth to rise from 3.3 per cent in 1999 to 4.2 per cent in 2000. The pickup in growth is widespread. The Russian economy is poised to register its third year of positive growth, the second year in a row since transition began. The East Asian economies are, for the most part, in the midst of strong recoveries. In Latin America, the major economies have started to rebound following their sharp contractions last year.

In terms of the risks ahead, the focus of concern has shifted to the growing imbalances among the industrialized economies, particularly inflation pressures and the large and growing trade deficit in the United States. The key challenge ahead will be to engineer a gradual slowdown in the U.S. economy accompanied by a pickup in growth elsewhere to sustain overall world growth.

U.S. and overseas G-7 economies

Across the G-7 group of leading industrialized countries, growth appears to be picking up and the trend is generally toward higher interest rates.

Economic growth in the United States continues to be robust. Real growth in gross domestic product (GDP) was 4.2 per cent in 1999, down just marginally from 4.3 per cent in 1998. Recent indicators suggest that growth continued to be strong in the first half of 2000. Strong economic growth has led to growing economic imbalances, in particular rising inflation pressures and a growing trade deficit. The Federal Reserve Board has raised interest rates several times over the past year to try to slow growth to a more sustainable pace, and further increases may be necessary.

Strong growth and rising inflation pressures have also led to hikes in interest rates in the United Kingdom. Following three quarter-year periods of above potential growth, real GDP growth finally slowed in the first quarter of 2000 to two per cent (at annual rates). The unemployment rate has continued to trend down, reaching 3.9 per cent in April 2000, its lowest level in over two decades. However, inflation remains below the 2.5 per cent target ceiling.

There are also clear signs that economic growth is picking up in the countries of the euro zone. As a result, the European Central Bank has been moving interest rates higher. Inflation breached the bank's target ceiling of two per cent early in 2000, although it is generally expected to moderate over the second half of the year. The pickup in economic growth, higher oil prices and the decline in the euro's value have all added to inflation pressures.

After falling into recession in the latter half of 1999, the Japanese economy grew in the first quarter of 2000. However, it is unclear if a sustained recovery is under way. The Japanese authorities have attempted to stimulate the economy through fiscal stimulus packages and by maintaining a zero interest rate policy. As well, they have moved ahead with structural reforms, particularly to reinvigorate the banking sector.

Russia

The Russian economy has fared much better than expected in the wake of the August 1998 crisis. Real GDP grew 3.2 per cent in 1999 and further growth is expected this year. This good economic news largely reflects the depreciation of the ruble since the August 1998 crisis and stronger commodity prices. Both factors have contributed to a large trade surplus. However, there are many challenges ahead for the new Russian government. In particular, a broad range of fundamental economic reforms are needed to sustain growth.

Other world economies

The East Asian economies are in the midst of strong economic recoveries. Growth is projected to be particularly strong in Korea and Malaysia, while the situation remains more fragile in Indonesia. It is important that East Asian economies continue to aggressively pursue their reform agendas, particularly financial and corporate sector restructuring. These economies will also have to deal with a deterioration of their fiscal situations, as a sharp rise in the level of government debt has been a legacy of the financial crisis. The macroeconomic outlook for China has also improved over the last year, although it still faces large structural reform challenges in the medium term.

Economic recoveries have begun in most Latin American economies. While their economic downturns were relatively short-lived, in some countries they were severe. For many economies, the challenge ahead will be to put in place a framework to ensure a lasting improvement in fiscal finances.

International Financial System

The G-8 continues efforts to strengthen the international financial system. G-7 finance ministers and central bank governors have met several times over the past year to work toward fully implementing the recommendations they put forward at the Cologne G-8 Summit. These recommendations build on crisis prevention and management efforts initiated by G-7 leaders at the 1995 Halifax Summit and addressed at the Birmingham G-8 Summit in 1998.

Since Cologne, G-7 finance ministers and central bank governors have focused on several priorities, which have been supported by efforts in other international forums, in particular by the Financial Stability Forum, the G-20 and the Bretton Woods institutions. These priorities include developing an operational framework for private sector involvement, broadly implementing internationally agreed codes and standards, and strengthening international financial institutions and multilateral development banks, in particular the International Monetary Fund (IMF).

Ministers highlighted progress achieved in these and other priorities at their July 8 meeting in Fukuoka. They recognize that reform of the international monetary system must be an ongoing process and will continue to address these issues through to the Sept. 23–28, 2000, annual meetings in Prague of the IMF and World Bank.

G-20: Background

For several years, Canada and its international partners have been discussing how to improve the stability and prosperity of the global economy. Much of the recent impetus came from the emerging market financial crisis in 1997. However, the search also reflects more general public concern about the way globalization has been affecting individual lives.

Much of the progress toward a stronger international financial system had been made in the G-8. Yet it became clear that progress would be enhanced by creating a broader forum to include the “systemically important” emerging market economies. This led to the creation of the G-20 in September 1999, with Canada’s Finance Minister chairing the 20-member group for its first two years.

The G-20’s inaugural meeting in December 1999 led to an agreement by all members to work with the IMF and undergo comprehensive reviews of their financial sectors and their compliance with major international codes. The second meeting of G-20 finance ministers and central bank governors will be hosted and chaired by Canada in Montreal on Oct. 24 and 25, 2000.

Canadian Economy: Situation and Outlook

Since 1993 the federal government has followed a consistent strategy to achieve sustainable growth and job creation, starting from a commitment to sound public finances and low and stable inflation. These fundamentals muted the impact of the Asian crisis and allowed Canada to take advantage of improving international economic conditions since late 1998.

The Canadian economy rebounded strongly in 1999

The Canadian economy grew strongly in 1999, rebounding from the effects of the international financial turmoil that had contributed to a moderation of growth in 1998. Real growth in gross domestic product (GDP) accelerated to 4.5 per cent in 1999, more than a full percentage point higher than in 1998 and the strongest pace in the G-8 group of leading industrialized and democratic countries. The strengthening of the Canadian economy since late 1998 reflects improved world economic conditions and a surge in domestic demand. The growth of domestic demand picked up substantially in 1999, while export growth remained robust, diversifying real GDP growth and putting the Canadian economy on a more solid footing.

The momentum established in 1999 continued into early 2000, as the economy marked its 19th consecutive quarter of growth in the first quarter, the longest uninterrupted run since the mid-1960s. The growth of domestic demand remained solid, reflecting continued strength in consumer spending and residential and business investment. Export growth accelerated, buoyed by strong growth in the United States and by rising commodity prices.

Canada's strong economic performance has been reflected in a healthy labour market, and 1999 marked the third consecutive year of strong employment growth. Since the end of 1996, more than 1.3 million jobs have been created. This has brought the unemployment rate down from near 10 per cent at the end of 1996 to 6.6 per cent in May 2000, its lowest level in 24 years. The International Monetary Fund (IMF) forecasts an average unemployment rate of 6.6 per cent in 2001.

This sustained strength of job creation has reversed the declining trend in Canadians' real after-tax incomes. From 1990 to 1996, real after-tax personal income per person fell 4.7 per cent. Real disposable income per capita has increased six per cent since 1996 and has now surpassed its peak annual average in 1990.

In 1999 the current account moved strongly toward balance — a small surplus was recorded in the third quarter — following two years of deficit. A surge in the trade surplus and an improvement in the terms of trade boosted the nominal trade balance to a record surplus in the first quarter of 2000. As a result, the current account reached a record surplus of almost two per cent of GDP in the first quarter.

Domestic inflation pressures remain subdued, although inflation picked up in 1999 to 1.7 per cent, mainly due to the strong increase in world oil prices. Core inflation, which excludes food and energy, has remained stable. The IMF predicts that Canada's inflation rate in 2000 will be 2.1 per cent, well within the target of one to three per cent.

Solid growth is expected to continue. In December 1999 the average private sector forecast expected real GDP growth of 3.5 per cent in 2000. This forecast was revised in June 2000 to 4.6 per cent.

Canada's strong economic prospects are evident in the economic forecasts of major international organizations. The IMF and the Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD) project that Canada's real GDP growth will be second only to the U.S. in 2000. The OECD expects Canada to be second only to Italy among the G-7 countries in 2001, while the IMF expects Canada to be at about the G-7 average.

The new economy

Since 1995 the growth of productivity in the United States has experienced a strong revival, suggesting that the progress of computer-driven technology has raised the potential for productivity growth. In turn, this has raised the sustainable pace of non-inflationary growth.

Canada has not yet seen a similar pickup in productivity growth. But indirect evidence, as reflected in Canada's recent ability to sustain strong economic growth without an increase in underlying inflation, suggests that a similar dynamic may be taking hold. As well for Canada, the strong growth in employment in recent years — almost double the U.S. rate last year — could be masking an underlying pickup in productivity based on computer technology.

The new economy — the computer-related sector — has been an important contributor to economic growth in Canada in recent years, accounting for about one-eighth of real growth in the past two years. The increased importance of computers to both the American and Canadian economies reflects a boom in information technology investment. This means that Canada will continue to benefit from information technology developments and the increased use of this technology for applications such as business-to-business e-commerce.

Balanced budgets

A budget surplus of at least \$3 billion is expected for 1999–2000, the third consecutive year in which the budget will be in surplus. The last time this occurred was almost half a century ago, in 1951–52. The government is committed to balanced budgets or better in both 2000–01 and 2001–02. This will mark five consecutive years in which the budget will be balanced or in surplus.

Financial requirements and financial surpluses are the measures by which most industrialized countries calculate their budgetary balance. On this basis, Canada recorded a financial surplus of about \$16 billion in 1999–2000, the only G-7 country to do so. This means that, for the fourth consecutive year, the government did not have to borrow new money on financial markets to pay for its programs or for interest on the debt.

The federal government is committed to reducing the absolute level of the debt through its debt repayment plan. This means continuing to base budgets on the average of private sector economic forecasts, to set aside a \$3 billion each year as a contingency reserve, and to exercise extra economic prudence to avoid falling back into a deficit position. If unused, the \$3-billion contingency reserve is applied to pay down the public debt.

The debt repayment plan, along with economic growth, will ensure that the debt-to-GDP ratio continues downward. It fell significantly in 1997–98, and by 2001–02 it is expected to be about 16 percentage points below the 1995–96 level.

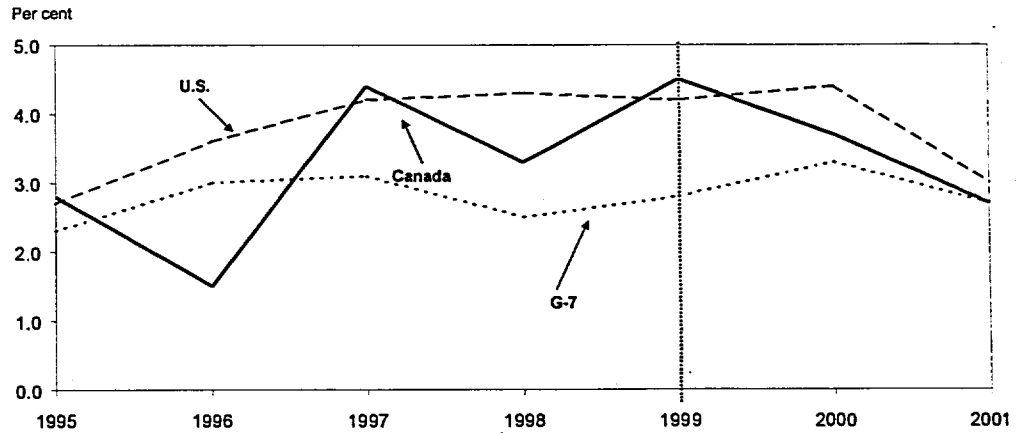
Similar progress at the provincial level has sharply reduced the total government (federal, provincial and local) debt-to-GDP ratio. The OECD forecasts that Canada's total government ratio from 1995 to 2001 will show the most dramatic improvement among the G-7 countries. During that period, Canada's ratio is projected to fall around 23 percentage points compared to an average decline of 3.5 percentage points for the other G-7 countries.

COMPARATIVE ECONOMIC CHARTS

CHART 1

REAL GROSS DOMESTIC PRODUCT GROWTH 1995-2001

Canada's commitment to balanced budgets or better and to low inflation continues to pay off. After slowing in 1998, the pace of growth picked up strongly in 1999 as world economic conditions improved. Indeed, Canada led the G-7 in growth in 1999. The International Monetary Fund (IMF) forecasts that Canada will register the second strongest growth in the G-7 in 2000 (3.7 per cent) and will be at about the G-7 average in 2001 (2.7 per cent).

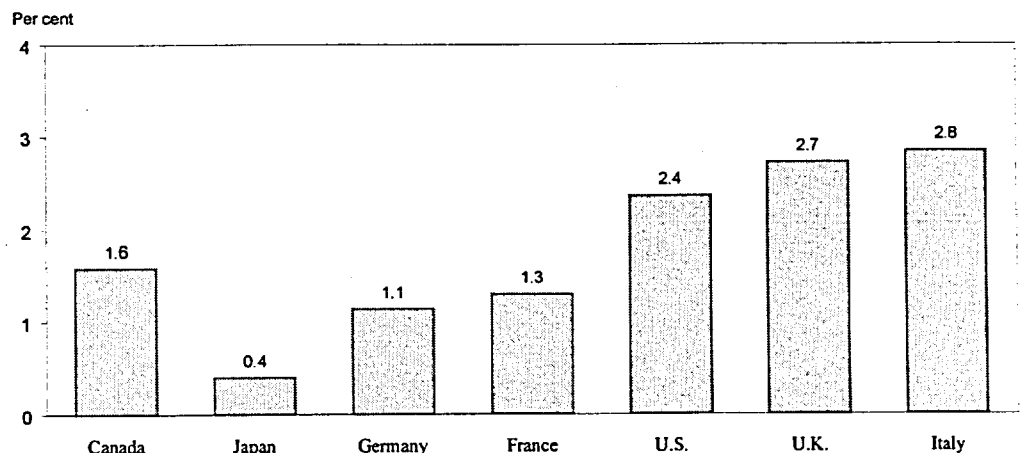


Sources: IMF, *World Economic Outlook*, Spring 2000; Statistics Canada (1995-99 data for Canada).

CHART 2

CONSUMER PRICE INFLATION, AVERAGE RATES FOR 1995-99

Canada's inflation performance since 1995 has been excellent, reflecting solid productivity growth and the virtual absence of cost pressures. Inflation picked up in 1999, reflecting the sharp increase in world oil prices. Core inflation has remained stable, however. The IMF forecasts that Canada's inflation rate will be 2.1 per cent in 2000, well within the target of one to three per cent.

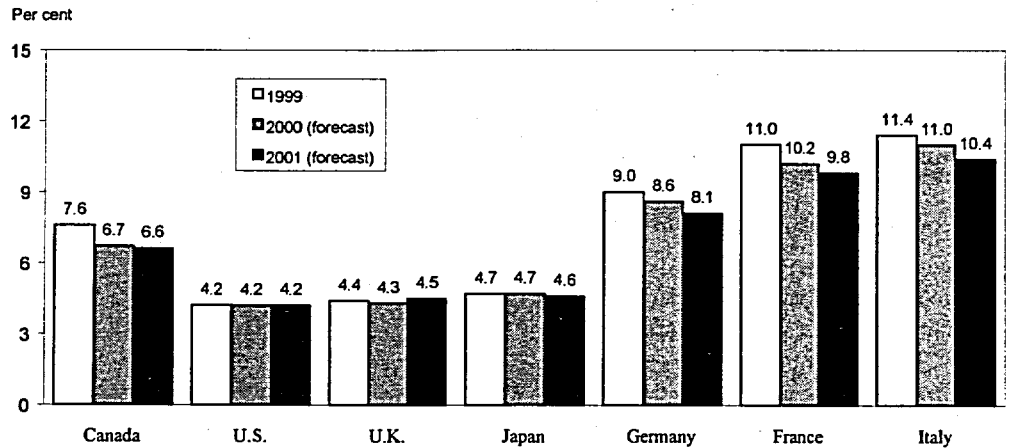


Source: IMF, *World Economic Outlook*, Spring 2000.

CHART 3

UNEMPLOYMENT RATES 1999–2001

Canada's strong economic performance has led to a sharp reduction in the unemployment rate. It has fallen from almost 10 per cent at the end of 1996 to 6.6 per cent in May 2000. This is its lowest level since April 1976. The IMF forecasts that the unemployment rate will average 6.6 per cent in 2001.

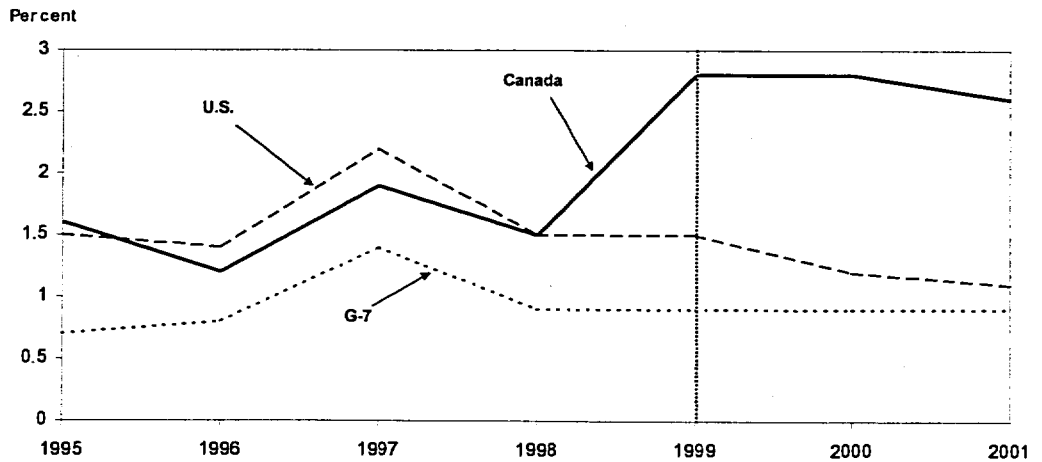


Source: IMF, *World Economic Outlook*, Spring 2000.

CHART 4

GROWTH IN EMPLOYMENT 1995–2001

Since 1993 employment growth in Canada has been significantly higher than the G-7 average, and in 1999 it was significantly higher than in the United States. In 1999 more than 427,000 new jobs were created in Canada, all of them full time. The IMF forecasts that Canada will register the strongest employment growth in the G-7 in both 2000 and 2001.



Source: IMF, *World Economic Outlook*, Spring 2000.

CHART 5

CURRENT ACCOUNT BALANCES AS A SHARE OF GDP 1995-2001

After slipping back into deficit in 1997 due to the global economic crisis, which lowered world commodity prices and worsened the terms of trade, Canada's current account moved towards balance in 1999. The current account is expected to remain near balance over the next two years, moving into a small surplus in 2001.

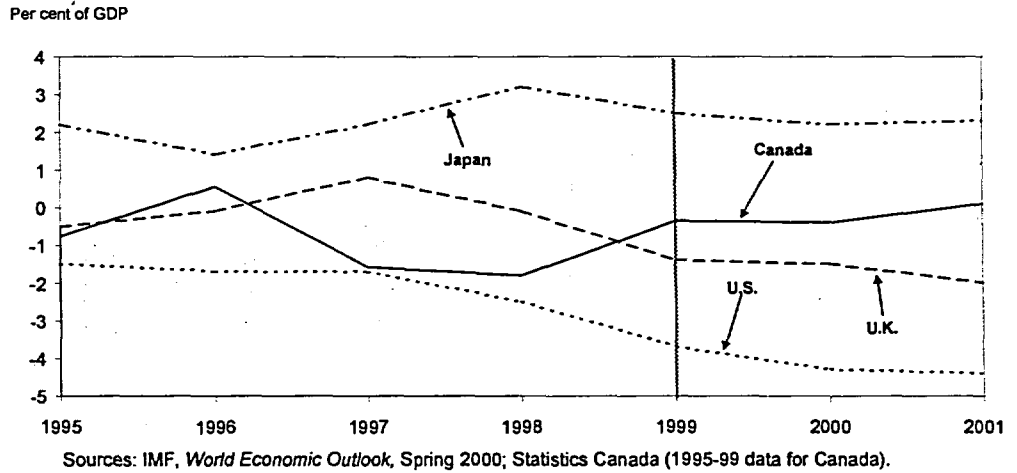


CHART 6

EXPORTS OF GOODS AND SERVICES AS A SHARE OF GDP 1992 AND 1999

Trade accounts for a significant portion of economic activity in Canada. That proportion has been growing rapidly over the past six years due to Canada's increased competitiveness and recent trade initiatives. Exports of goods and services are equivalent to more than 40 per cent of Canada's GDP, by far the largest share in the G-7.

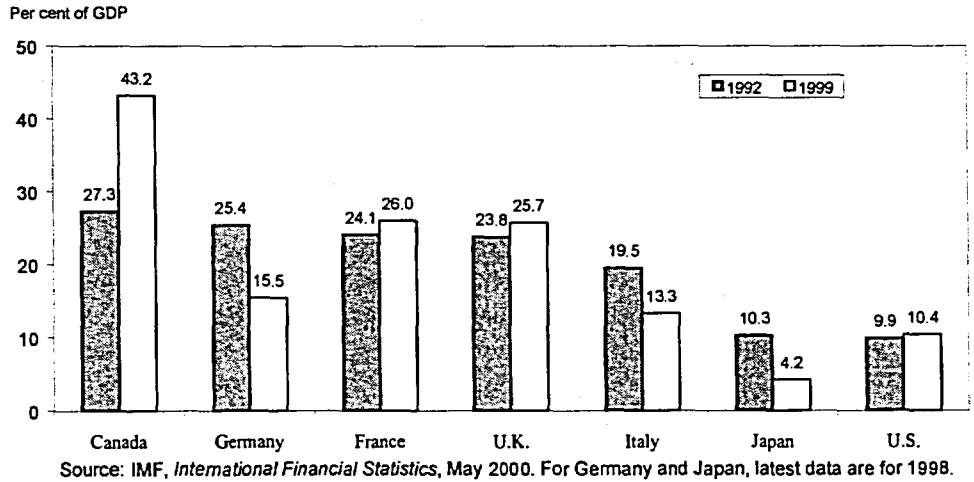


CHART 7

SHORT-TERM INTEREST RATES 1998 TO MAY 2000

Canadian short-term interest rates moved up in 1998 and 1999, but remained well below the peaks of early 1995. Short-term rates have moved up with U.S. rates since late 1999, reflecting the monetary tightening in the U.S. in response to the continued strong growth of the U.S. economy. For the most part, Canadian short-term rates have been below U.S. rates since early 1996.

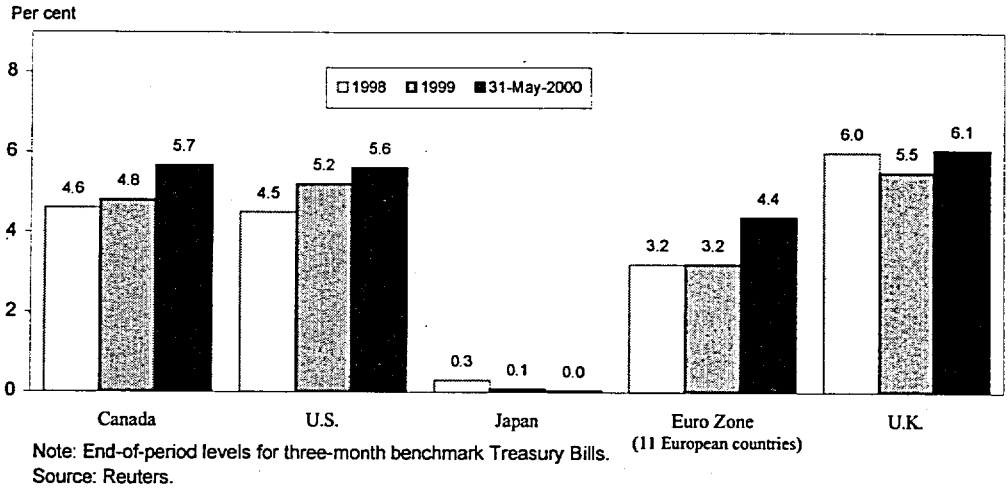


CHART 8

LONG-TERM INTEREST RATES 1998 TO MAY 2000

Efforts to reduce government deficits and debt, combined with a commitment to low inflation, were important in bringing down interest rates throughout the G-7 in 1998. Long-term bond rates in Canada have since drifted upward, largely reflecting developments in the U.S. As at the end of May 2000, Canadian long-term rates were 30 basis points below U.S. rates.

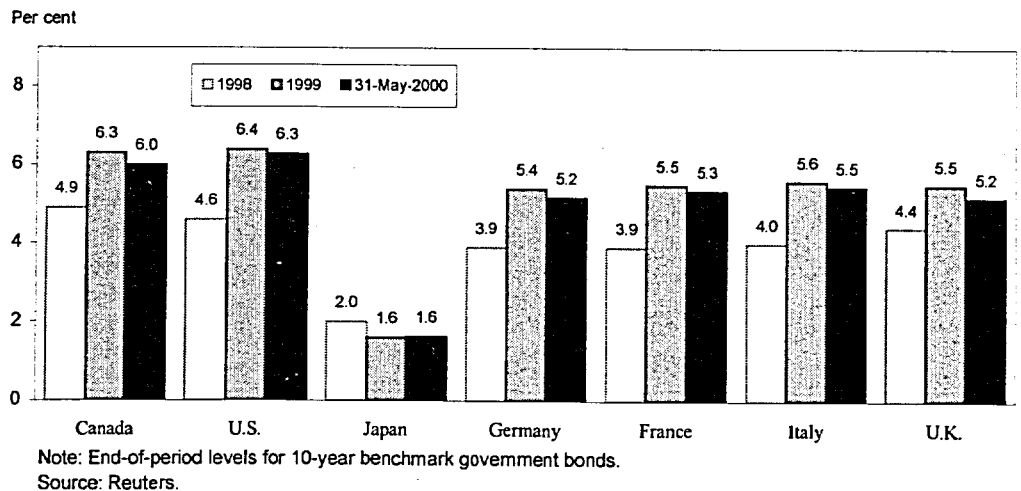
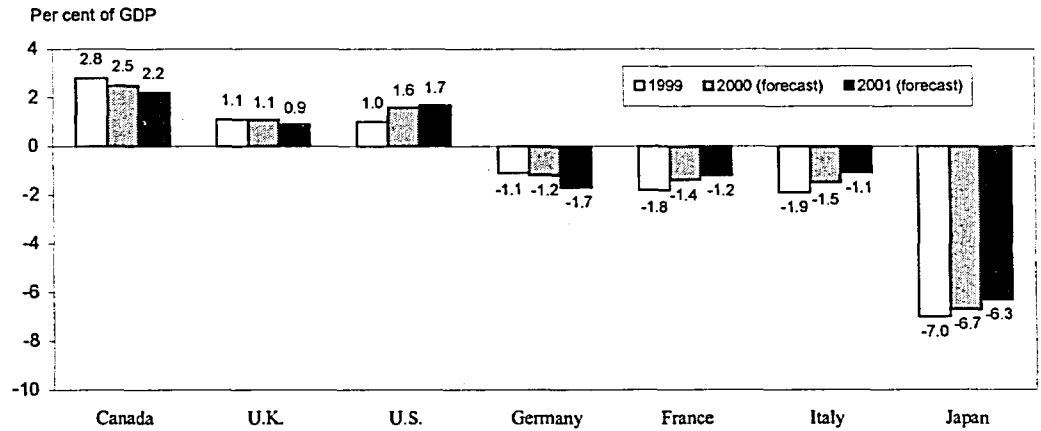


CHART 9

TOTAL GOVERNMENT BALANCES 1999 - 2001

On a national accounts basis, three member countries of the G-7 posted a total government surplus in 1999: Canada, the United Kingdom and the United States. The most recent Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD) projections show surpluses of more than 2 per cent of GDP for Canada in both 2000 and 2001, with more modest surpluses in the United Kingdom and the United States and deficits for the other G-7 countries.

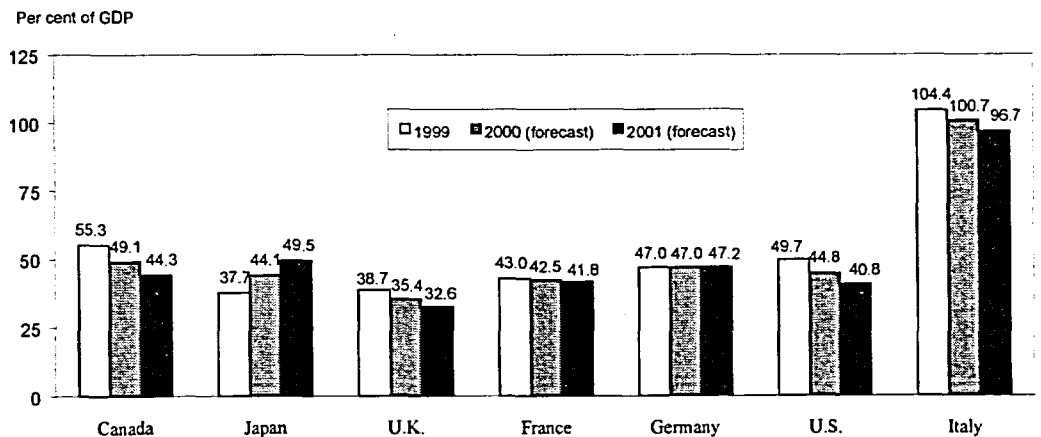


Source: OECD Economic Outlook No. 67, Preliminary Edition.

CHART 10

TOTAL GOVERNMENT NET DEBT-TO-GDP RATIOS 1999 - 2001

Owing to significant deficit reduction, Canada's net debt-to-GDP ratio began to decline in 1997. According to OECD projections, the Canadian net debt-to-GDP ratio will decline by 11 percentage points between 1999 and 2001. This represents the largest decline among G-7 countries. Nonetheless, Canada's net debt-to-GDP ratio remains higher than that of most G-7 members.



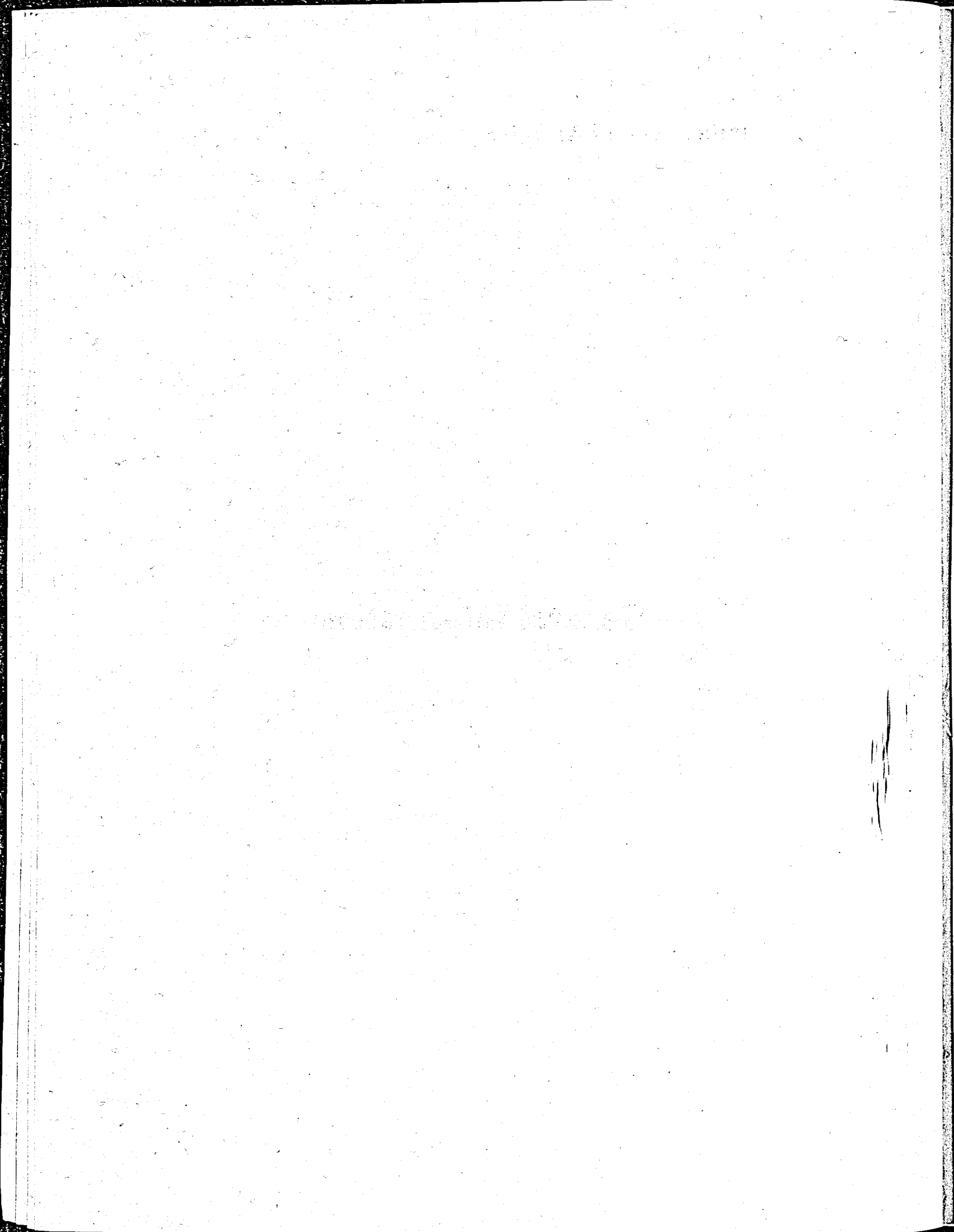
Source: OECD Economic Outlook No. 67, Preliminary Edition.

RUSSIA

| <i>Key Economic Indicators</i> | 1997 | 1998 | 1999 (Estimates) | 2000 (Projections) |
|--|-------------|-------------|----------------------------|------------------------------|
| Real GDP growth (per cent) | 0.9 | -4.5 | 3.2 | 1.5 |
| Consumer price inflation (per cent, annual average) | 14.6 | 27.7 | 85.9 | 20.0 |
| Total government balance* (per cent of GDP) | -8.4 | -5.6 | -2.0 | -1.5 |
| Current account balance (per cent of GDP) | -0.7 | 0.9 | 10.8 | 9.1 |

Sources: IMF, *World Economic Outlook*; *OECD *Economic Outlook No. 67*, Preliminary Edition.

Fact Sheets



CANADA

Capital: Ottawa

GEODATA

Area

9,970,610 km²

Population

30.5 million (1999)

Official languages

English, French

Population growth rate

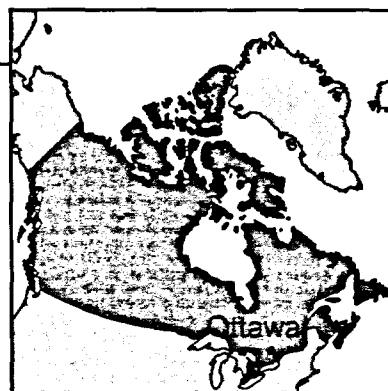
0.8% (1999)

Major religious groups

Roman Catholic (45%), United Church (12%), Anglican (8%)

Surrounding countries

United States, Greenland (Denmark)



POLITICAL DATA

Type of government

Constitutional monarchy

Minister for International Trade

Pierre Pettigrew

National legislature

Upper chamber: Senate; Lower chamber: House of Commons; multiparty

Minister of Finance

Paul Martin

Leaders

Governor General Adrienne Clarkson
Prime Minister Jean Chrétien

UN Human Development Index (1999)

Canada ranks 1st among 174 countries

Minister of Foreign Affairs

Lloyd Axworthy

ECONOMIC DATA

Nominal GDP

\$644.8 billion US (1999)

Inflation rate

1.7% (1999)

Real GDP growth rate

4.5% (1999)

Unemployment rate

6.6% (May 2000)

GDP per capita

\$21,146 US (1999)

Main exports

\$360.6 billion (balance of payment basis, 1999), including transportation equipment, capital equipment, pulp and paper, fuels, wood, minerals, aluminum

Main imports

\$326.7 billion (balance of payment basis, 1999), including transportation equipment, capital equipment, electronics, plastic resins, plastic materials, plastic manufactured products

EUROPEAN UNION

Headquarters: Brussels, Strasbourg, Luxembourg

GEODATA

Area

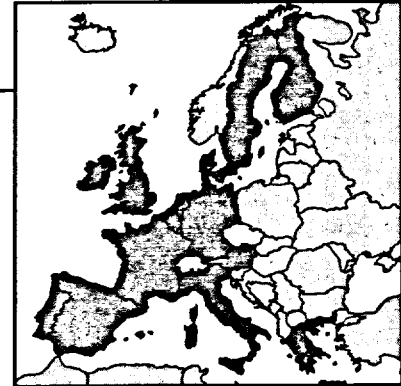
3,241,380 km²

Population

376 million (1999)

Major languages

Danish, Dutch, English, Finnish, French, German, Greek, Italian, Portuguese, Spanish, Swedish



POLITICAL DATA

Type of organization

Partially sovereign treaty organization comprising Austria, Belgium, Denmark, Finland, France, Germany, Greece, Ireland, Italy, Luxembourg, the Netherlands, Portugal, Spain, Sweden and the United Kingdom

President of the European Commission

Romano Prodi

External Relations Commissioner

Christopher Patten

Trade Commissioner

Pascal Lamy

Major institutions

Council of the European Union, European Commission, European Parliament, European Court of Justice

ECONOMIC DATA

Nominal GDP

\$8.46 trillion US (1999)

Inflation rate

1.4% (1999)

Real GDP growth rate

2.3% (1999)

Unemployment rate

8.9% (1999)

GDP per capita

\$22,535 US (1999)

Main exports

Machinery, electrical machinery, vehicles, aircraft, spacecraft, organic chemicals, pharmaceutical products

Main imports

Machinery, electrical machinery, mineral fuels, oil, vehicles, medical instruments

Main exports to Canada

\$32 billion (1999), including machinery and equipment, industrial goods, consumer goods

Main imports from Canada

\$15 billion (1999), including machinery and equipment, industrial goods, forestry products, agricultural products, fishing products

Canadian Representative

Jean-Pierre Juneau, Ambassador, The Mission of Canada to the European Union, Avenue de Tervuren 2, 1040 Brussels, Belgium
Phone: (011-32-2) 741-0660, Fax: (011-32-2) 741-0629, Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/eu-mission

FRANCE

Capital: Paris

GEOGRAPHICAL DATA

Area
550,000 km²

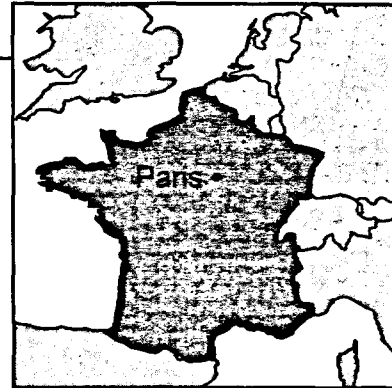
Population
60 million (1999)

Major language
French

Population growth rate
0.4% (1999)

Major religious groups
Roman Catholic (90%), Protestant (2%), Jewish (1%), Muslim (1%)

Surrounding countries
Belgium, Germany, Italy, Luxembourg, Spain, Switzerland, United Kingdom



POLITICAL DATA

Type of government
Republic

Minister of Foreign Affairs
Hubert Védrine

National legislature
Upper chamber: Senate; Lower chamber: National Assembly; multiparty

Minister of the Economy, Finance and Industry
Laurent Fabius

Leaders
President Jacques Chirac
Prime Minister Lionel Jospin

UN Human Development Index (1999)
France ranks 11th among 174 countries

ECONOMIC DATA

Nominal GDP
\$1.43 trillion US (1999)

Inflation rate
0.6% (1999)

Real GDP growth rate
2.7% (1999)

Unemployment rate
11% (1999)

GDP per capita
\$24,593 US (1999)

Main exports
Machinery and transportation equipment, chemical products, other manufactured goods

Main imports
Machinery and transportation equipment, chemical and energy products

Main exports to Canada
\$5.31 billion (1999), including aircraft, machinery, electrical equipment, beverages, metals, pharmaceutical products

Main imports from Canada
\$1.87 billion (1999), including aircraft and parts, machinery, wood pulp, telecommunications equipment, metallic ore, medical instruments, seafood

Canadian Representative

Jacques Roy, Ambassador, The Canadian Embassy, 35, avenue Montaigne, 75008 Paris, France
Phone: (011-33-1) 44 43 29 00, Fax: (011-33-1) 44 43 29 99, Web site: www.amb-canada.fr

GERMANY

Capital: Berlin

GEODATA

| | |
|---|--|
| Area 357,000 km ² | Population 82.1 million (July 1999 est.) |
| Major language German | Population growth rate 0.01% (1999 est.) |
| Major religious groups Protestant (38%), Roman Catholic (34%), Muslim (1.7%) | |
| Surrounding countries Austria, Belgium, Czech Republic, Denmark, France, Luxembourg, Netherlands, Poland, Switzerland | |



POLITICAL DATA

| | |
|--|--|
| Type of government Republic | Minister of Foreign Affairs Joschka Fischer |
| National Legislature Upper chamber: Bundesrat; Lower chamber: Bundestag; multiparty | Minister of Finance Hans Eichel |
| Leaders President Johannes Rau Chancellor Gerhard Schröder | UN Human Development Index (1999) Germany ranks 14th among 174 countries |

ECONOMIC DATA

| | |
|--|---------------------------------------|
| Nominal GDP \$2.11 trillion US (1999) | Inflation rate 0.7% (1999) |
| Real GDP growth rate 1.5% (1999) | Unemployment rate 9% (1999) |
| GDP per capita \$25,782 US (1999) | |
| Main exports Machinery, vehicles, electrical machinery, plastic resins, plastic materials, plastic manufactured products, medical instruments, aircraft, spacecraft | |
| Main imports Machinery, electrical machinery, vehicles, mineral fuels, plastic resins, plastic materials, plastic manufactured products, aircraft, spacecraft | |
| Main exports to Canada \$7 billion (1999), including machinery, vehicles, electrical machinery, medical instruments, iron and steel, pharmaceutical products, organic chemicals, plastic resins, plastic materials, plastic manufactured products, iron and steel products, tanning products, dye, paint | |
| Main imports from Canada \$2.4 billion (1999), including wood pulp, machinery, minerals (ore, slag, ash), vehicles, wood, aircraft, spacecraft, medical instruments, electrical machinery, pharmaceutical products | |

Canadian Representative

Gaëtan Lavertu, Ambassador, The Canadian Embassy, Friedrichstraße 95, 10117 Berlin, Germany
Phone: (011-49-30) 20312-0, Fax: (011-49-30) 20312-121, Web site: www.kanada-info.de

ITALY

Capital: Rome

GEODATA

Area
301,255 km²

Population
57.6 million (1999)

Major language
Italian

Population growth rate
0.17% (1999)

Major religious group
Roman Catholic (99%)

Surrounding countries
Austria, France, Slovenia, Switzerland



POLITICAL DATA

Type of government
Republic

Minister of Foreign Affairs
Lamberto Dini

National legislature
Upper chamber: Senate
Lower chamber: Chamber of Deputies; multiparty

Minister of the Treasury
Vincenzo Visco

Leaders
President Carlo Azeglio Ciampi
Prime Minister Giuliano Amato

UN Human Development Index (1999)
Italy ranks 19th among 174 countries

ECONOMIC DATA

Nominal GDP
\$1.17 trillion US (1999)

Inflation rate
1.7% (1999)

Real GDP growth rate
1.4% (1999)

Unemployment rate
11.4% (1999)

GDP per capita
\$20,734 US (1999)

Main exports
Engineering products, textiles, clothing, leather products, transport equipment, chemicals, food, beverages, tobacco

Main imports
Engineering products, chemicals, transport equipment, minerals and non-ferrous metals, energy products, textiles, clothing, leather products

Main exports to Canada
\$3.65 billion (1999), including machinery, footwear, wine, digital circuitry, olive oil

Main imports from Canada
\$1.43 billion (1999), including wood pulp, machinery, wheat, ores, lumber

Canadian Representative

Jeremy Kinsman, Ambassador, The Canadian Embassy, Via G.B. de Rossi 27, 00161 Rome, Italy
Phone: (011-39-6) 44598.1, Fax: (011-39-6) 44598.750, Web site: www.canada.it

JAPAN

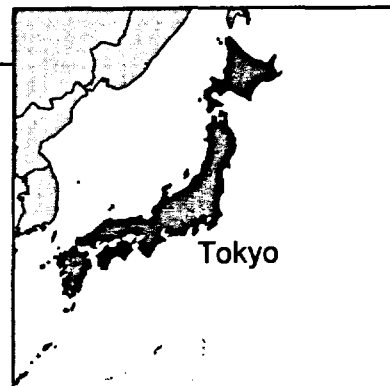
Capital: Tokyo

GEODATA

| | |
|--|---|
| Area 377,847 km ² | Population 126.2 million (1999 est.) |
| Major language Japanese | Population growth rate 0.2% (1999 est.) |

Major religious groups
Shinto and Buddhist (84%); Soka Gaki and Christian (16%)

Surrounding countries
China, North Korea, Republic of Korea, Russia



POLITICAL DATA

Type of government
Constitutional monarchy

National legislature
Upper chamber: House of Councillors
Lower chamber: House of Representatives;
multiparty

Leaders
Emperor Akihito
Prime Minister Yoshiro Mori

Minister of Foreign Affairs
Yohei Kono

Minister of Finance
Kiichi Miyazawa

UN Human Development Index (1999)
Japan ranks 4th among 174 countries

ECONOMIC DATA

Nominal GDP
\$4.50 trillion US (1999)

Real GDP growth rate
0.2% (1999)

GDP per capita
\$35,529 US (1999)

Main exports
Machinery, motor vehicles, consumer electronics and computers

Main imports
Mineral fuels, foodstuffs, raw materials, machinery, metallic ore

Main exports to Canada
\$15 billion (1999), including machinery, electronic equipment, photographic equipment, motor vehicles and parts, computers, medical equipment

Main imports from Canada
\$8.4 billion (1999), including wood and articles of wood, vegetable products, mineral products, wood pulp

Canadian Representative

Leonard J. Edwards, Ambassador, The Canadian Embassy, 7-3-38 Akasaka, 7-Chome, Tokyo 107-8503, Japan
Phone: (011-81-3) 5412-6200, Fax: (011-81-3) 5412-6247, Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/ni-ka/menu-e.asp

RUSSIA

Capital: Moscow

GEODATA

| | |
|---|---|
| Area 17,075,400 km ² | Population 145.3 million (1999) |
| Major language Russian | Population growth rate -0.5% (1999) |
| Major religious groups Russian Orthodox, Muslim, Jewish, Buddhist | |
| Surrounding countries Azerbaijan, Belarus, China, Estonia, Finland, Georgia, Japan, Kazakhstan, Latvia, Mongolia, Ukraine | |



POLITICAL DATA

| | |
|--|---|
| Type of government Republic | Minister of Foreign Affairs Igor Ivanov |
| National legislature Upper chamber: Federal Council Lower chamber: State Duma; multiparty | Minister of Finance and Deputy Prime Minister Aleksy Kudrin |
| Leaders President Vladimir Putin Prime Minister Mikhail Kasyanov | UN Human Development Index (1999) Russia ranks 71st among 174 countries |

ECONOMIC DATA

| | |
|--|---|
| Nominal GDP \$182 billion US (1999) | Inflation rate 36.5% (end of year 1999) |
| Real GDP growth rate 3.2% (1999) | Unemployment rate 12.3% (March 2000) |
| GDP per capita \$1,240 US (1999) | |
| Main exports Energy products, machinery and equipment, minerals and metals, food products, chemicals | |
| Main imports Machinery and equipment, food products, textiles, chemicals, mineral and metal products | |
| Main exports to Canada \$607 million (1999), including steel, fish, mineral fuels, inorganic chemicals, rare metals | |
| Main imports from Canada \$174 million (1999), including machinery, tobacco, electronic equipment, plastic window frames and siding, meats | |

Canadian Representative

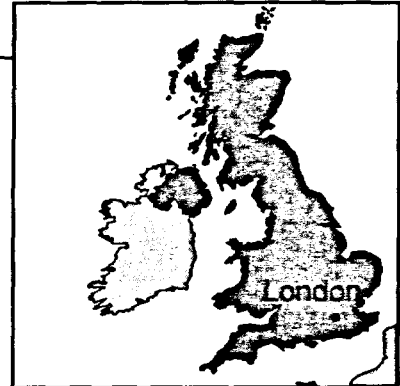
Rodney Irwin, Ambassador, The Canadian Embassy, Starokonyushenny Pereulok 23, Moscow 12100, Russia
Phone: (011-7-095) 956-6666, Fax: (011-7-095) 232-9948

UNITED KINGDOM

Capital: London

GEODATA

| | |
|---|--|
| Area 241,752 km ² | Population 58.8 million (1999) |
| Major languages English, Welsh, Gaelic | Population growth rate 0.24% (1999 est.) |
| Major religious groups Anglican (57%), Protestant (15%), Roman Catholic (13%) | |
| Surrounding countries Belgium, Denmark, France, Ireland, Netherlands, Norway | |



POLITICAL DATA

| | |
|--|---|
| Type of government Constitutional monarchy | Minister of Foreign Affairs and Commonwealth Affairs Robin Cook |
| National legislature Upper chamber: House of Lords; Lower chamber: House of Commons; multiparty | Chancellor of the Exchequer Gordon Brown |
| Leaders Queen Elizabeth II Prime Minister Tony Blair | UN Human Development Index (1999) The United Kingdom ranks 10th among 174 countries |

ECONOMIC DATA

| | |
|--|---|
| Nominal GDP \$1.44 trillion US (1999) | Inflation rate 2.3% (1999) |
| Real GDP growth rate 2% (1999) | Unemployment rate 4.4% (1999) |
| GDP per capita \$24,600 US (1999) | |
| Main exports Machinery, vehicles, mineral fuels, oil, metals, medical instruments, pharmaceutical products | |
| Main imports Machinery, vehicles, metals, medical instruments, plastic resins, plastic materials, plastic manufactured products, aircraft, spacecraft | |
| Main exports to Canada \$8.96 billion (1999), including machinery, mineral fuels, oil, aircraft parts, vehicles, medical instruments, pharmaceutical products, organic chemicals | |
| Main imports from Canada \$4.6 billion (1999), including machinery, aircraft parts, railway equipment, nickel and articles of nickel, minerals, paper and paperboard, wood pulp, medical instruments, wood | |

Canadian Representative

Roy MacLaren, High Commissioner, The Canadian High Commission, Macdonald House, 1 Grosvenor Square, London, W1X 0AB, England
Phone: (011-44-171) 258-6600, Fax: (011-44-171) 258-6333, Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/london

UNITED STATES

Capital: Washington

GEODATA

Area
9,629,091 km²

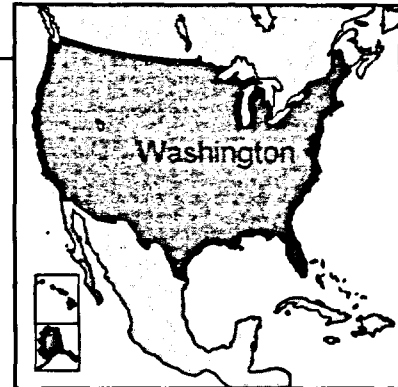
Population
274.5 million (April 2000 est.)

Major languages
English, Spanish

Population growth rate
0.9% (1999 est.)

Major religious groups
Protestant (56%), Roman Catholic (28%), Jewish (2%)

Surrounding countries
Canada, Mexico



POLITICAL DATA

Type of government
Republic

Secretary of State
Madeleine K. Albright

National legislature
Upper chamber: Senate;
Lower chamber: House of Representatives;
multiparty

Secretary of the Treasury
Lawrence H. Summers

UN Human Development Index (1999)
United States ranks 3rd among 174 countries

Leader
President Bill Clinton

ECONOMIC DATA

Nominal GDP
\$8.86 trillion US (1999)

Inflation rate
2.2% (1999)

Real GDP growth rate
4.1% (1999)

Unemployment rate
4.2% (1999)

GDP per capita
\$32,500 US (1999)

Main exports
Machinery and equipment, motor vehicles, aircraft, wheat, chemicals, plastic resins, plastic materials, plastic manufactured products, agricultural products, military supplies

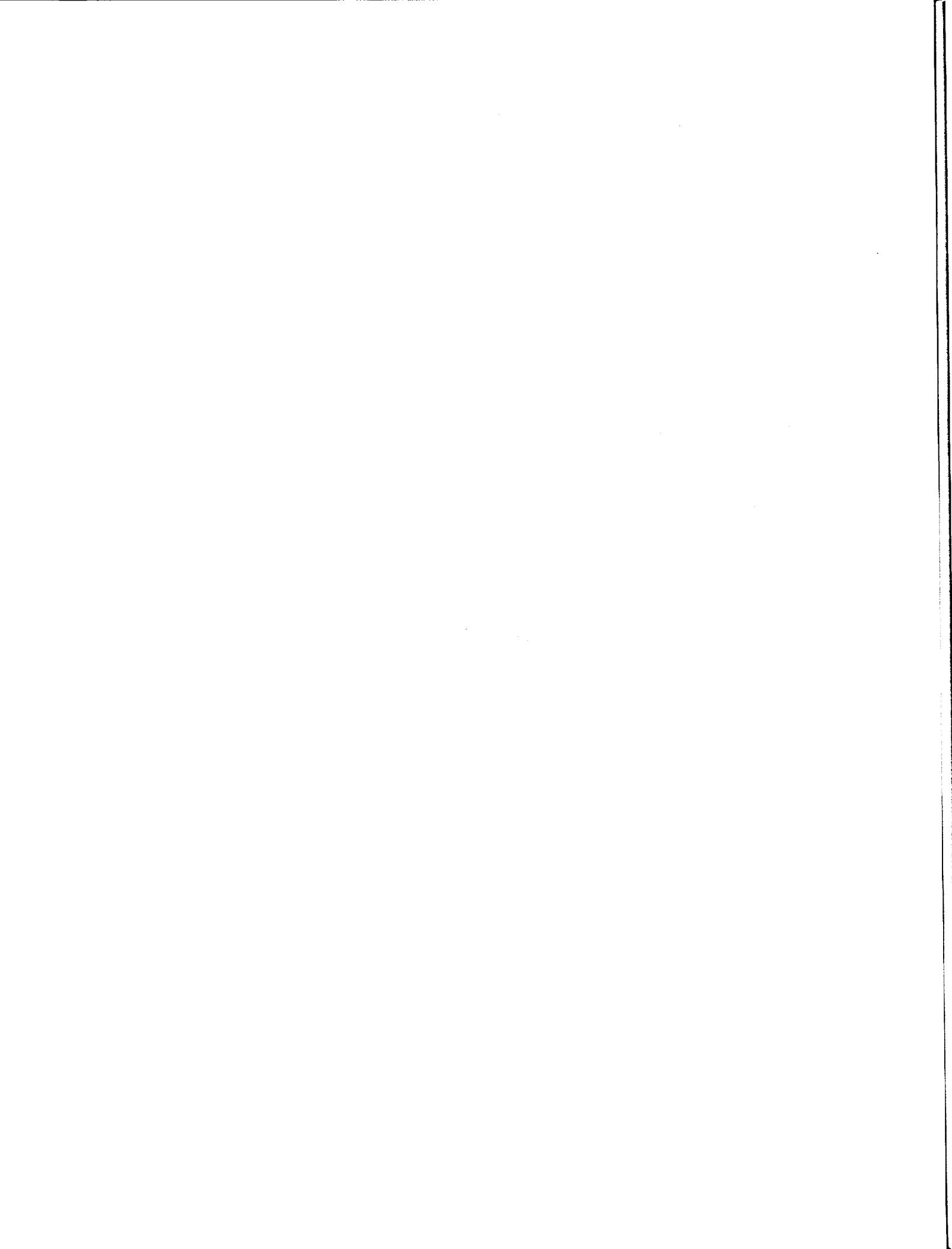
Main imports
Petroleum and petroleum products, non-ferrous base metals, fertilizers, agricultural products, machinery and equipment, motor vehicles, raw materials

Main exports to Canada
Goods: \$283.5 billion (1999), including motor vehicles and parts, computers, telecommunications equipment, plastic resins, plastic materials, plastic manufactured products
Services: \$34.3 billion (1999)

Main imports from Canada
Goods: \$339.2 billion (1999), including motor vehicles and parts, softwood lumber, crude petroleum, natural gas, newsprint
Services: \$29.6 billion (1999)

Canadian Representative

Raymond A.J. Chrétien, Ambassador, The Canadian Embassy, 501 Pennsylvania Avenue, N.W., Washington, D.C. 20001, United States
Phone: (202) 682-1740, Fax: (202) 682-7726, Web site: canadianembassy.org



1918-1919

1919-1920

1920-1921

1921-1922

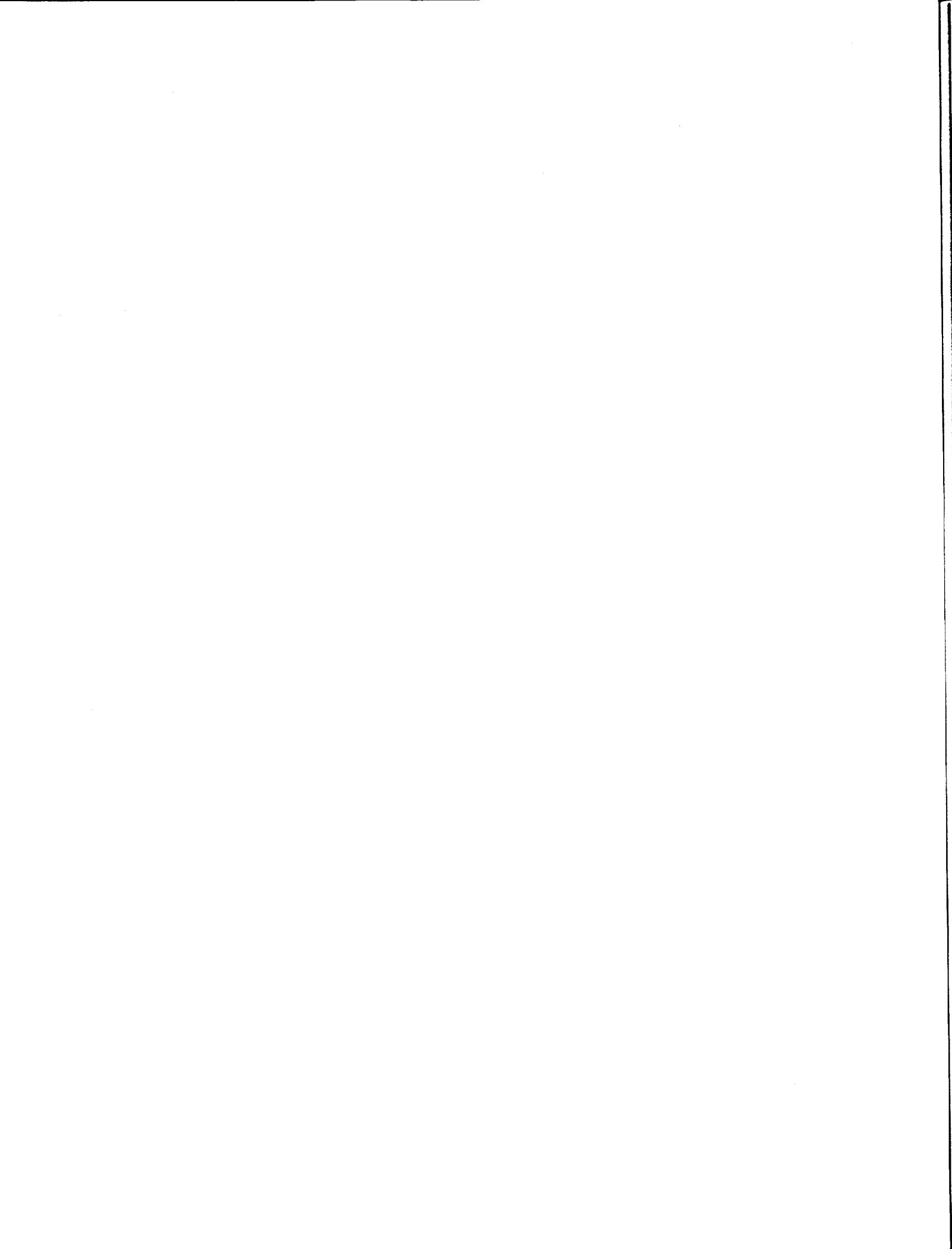
1922-1923

1923-1924

Biographies

1924-1925

1925-1926



Giuliano Amato

Prime Minister of Italy

Giuliano Amato was born in Turin on May 13, 1938. He graduated in law from Pisa University and obtained a master's degree in comparative constitutional law at Columbia University.

Mr. Amato has taught at several European universities and was a professor of constitutional law at the European University in Florence. He joined the Italian Socialist party in 1958 and became a member of its Central Committee in 1978. In 1989, he was named deputy-secretary of the party.

A member of parliament from 1983 to 1993, Mr. Amato was appointed cabinet chief to the Prime Minister in 1983 and held the office until early 1987, when he was appointed Treasury Minister and Deputy Prime Minister. In 1988, he was re-appointed Treasury Minister and held the position for 15 months.

Mr. Amato served as Prime Minister of an emergency government in 1992 and 1993. He then returned to academic studies as the head of the Aspen Institute Italia. In 1994, he became head of the Italian Anti-Trust Authority, a post he left at the end of 1997. Mr. Amato came out of political retirement in 1998 to head the institutional reform ministry and was appointed Treasury Minister in May 1999.

On April 25, 2000, Mr. Amato was appointed Prime Minister of Italy after local elections that saw the defeat of the government majority parties and led to the resignation of Prime Minister Massimo D'Alema.

Mr. Amato is married and has two children.

Tony Blair

Prime Minister of the United Kingdom

Born on May 6, 1953, Tony Blair was educated at Durham Choristers School, Fettes College, Edinburgh. He studied law at Oxford University and was called to the bar in 1976. He practised as a barrister until 1983, specializing in employment and industrial law.

Mr. Blair was elected the member of Parliament for his Sedgefield constituency in 1983 and was promoted to the Opposition front bench as a spokesman on treasury affairs in 1985. Two years later, he was made deputy spokesman on trade and industry, with special responsibility for consumer affairs and the city.

In 1988, Mr. Blair became the "shadow" secretary of state for energy. He was made shadow secretary of state for employment in 1989 and shadow secretary of state for home affairs in 1992.

Mr. Blair was elected to the National Executive Committee of the Labour Party in 1992 and has chaired the party's Commission for Constitutional Reform. He was elected Leader of the Labour Party and Leader of the Opposition in 1994.

On May 1, 1997, Mr. Blair was elected Prime Minister of the United Kingdom and was sworn in the following day.

Mr. Blair is married and has four children.

Jacques Chirac

President of France

Jacques Chirac was born on Nov. 29, 1932, in Paris. He completed his education at the Paris Institute of Political Studies; the École nationale d'administration, France's senior civil service college; and Harvard University summer school.

After a career in public administration, Mr. Chirac ran for office in 1965 and served for two years as municipal councillor for Sainte-Féréole in Corrèze. He was elected general councillor for the municipality of Meymac, and he served as chairman of the Corrèze general council from 1970 to 1979.

Mr. Chirac was elected mayor of Paris in 1977 and was re-elected to that post in 1983 and 1989.

In 1967, Mr. Chirac was elected to the National Assembly, the first of eight victories through to 1993. The representative for Corrèze, he held a succession of cabinet posts: Secretary of State for Social Affairs; Secretary of State for the Economy and Finance; Minister of Agriculture and Rural Development; and Minister of the Interior.

He served twice as Prime Minister, from 1974 to 1976 and from 1986 to 1988. After his first tour as Prime Minister, Mr. Chirac became the founding president of a national party, the Rassemblement pour la République.

On May 7, 1995, Mr. Chirac was elected President of France.

Mr. Chirac is married and has two children.

Jean Chrétien

Prime Minister of Canada

Born in Shawinigan, Quebec, on Jan. 11, 1934, Jean Chrétien studied law at Laval University and was called to the bar in 1958. He joined a Shawinigan law firm and was director of the bar of Trois-Rivières in 1962–63.

Mr. Chrétien was first elected to the House of Commons in 1963. After being re-elected in 1965, he was appointed parliamentary secretary to Prime Minister Lester B. Pearson and, in 1966, parliamentary secretary to the Minister of Finance. In 1967, he became a minister of state attached to the Minister of Finance and, in 1968, he was appointed Minister of National Revenue.

Re-elected five times between 1968 and 1980, Mr. Chrétien held a number of cabinet portfolios, among them Indian Affairs and Northern Development; Industry, Trade and Commerce; Finance; Justice; and Energy, Mines and Resources. He was President of the Treasury Board from 1974 until 1976, and he was appointed Deputy Prime Minister and Secretary of State for External Affairs in 1984.

Following the election of 1984, the Liberals formed the official Opposition and Mr. Chrétien served as critic for external affairs. In 1986 he left politics. From 1986 to 1990, he was a counsel with the law firm of Lang Michener Lawrence and Shaw. He was also a senior advisor with Gordon Capital Corp.

In 1990, Mr. Chrétien returned to politics and was elected Leader of the Liberal Party of Canada. In the same year, he was elected to the House of Commons in a byelection and sworn in as Leader of the Opposition.

Mr. Chrétien was re-elected in 1993, when his party won a majority of seats in the House of Commons. He became the 20th Prime Minister of Canada on Nov. 4, 1993. He was returned as Prime Minister for a second term in the election of 1997. Mr. Chrétien is the member of the Parliament for the Quebec riding of Saint-Maurice.

Jean Chrétien married Aline Chaîné in 1957. They have three children.

Bill Clinton

President of the United States

Born on Aug. 19, 1946, in Hope, Arkansas, Bill Clinton earned a bachelor's degree in international affairs from Georgetown University in 1968 and a law degree from Yale Law School in 1973. He also studied at Oxford University as a Rhodes Scholar from 1968 to 1970.

Mr. Clinton was an attorney in private practice in Little Rock, Arkansas, from 1981 to 1982 and has served on the law school faculty at the University of Arkansas at Fayetteville.

He chaired the National Governors' Association, the Education Commission of the States, the Lower Mississippi Delta Development Commission, the Southern Growth Policies Board, the Democratic Governors' Association, and the Democratic Leadership Council.

Mr. Clinton was elected Attorney General of Arkansas in 1976 and elected Governor two years later. After a defeat in 1980, he was re-elected in 1982 and continued to serve as Governor until 1992, when he won the U.S. presidential election.

On Jan. 20, 1993, Mr. Clinton was sworn in as President of the United States. In 1996, he was elected for a second term.

Mr. Clinton is married and has one child.

Yoshiro Mori

Prime Minister of Japan

Yoshiro Mori was born on July 14, 1937, in the Ishikawa Prefecture and graduated from the faculty of commerce at Waseda University in 1960.

After working as a journalist, Mr. Mori was elected in 1969 to the House of Representatives to serve a district of the Ishikawa Prefecture. He has been a member for that prefecture ever since.

In the late 1970s, Mr. Mori was deputy director general of the Prime Minister's office and deputy chief cabinet secretary. Between 1978 and 1991, he held senior posts in the Liberal Democratic Party and in 1983–84 was Minister of Education.

In 1992, Mr. Mori was named Minister of International Trade and Industry. A year later, he became secretary-general of his party. This was followed in 1995–96 by a term as Minister of Construction. In 1996, Mr. Mori chaired the General Council of the Liberal Democratic Party and in 1998 he was re-appointed secretary-general of the party.

On April 5, 2000, the Japanese parliament elected Mr. Mori as Prime Minister of Japan after the incapacitation of Keizo Obuchi, his predecessor. Mr. Mori was re-confirmed Prime Minister following a general election on June 25, 2000.

Mr. Mori is married and has two children.

Romano Prodi

President of the European Commission

Romano Prodi was born on Aug. 9, 1939, in Scandiano (Reggio Emilia), Italy. He graduated with a law degree from the Catholic University of Milan in 1961 and carried out postgraduate studies at the London School of Economics.

Mr. Prodi was a professor of economics and industrial policy at the University of Bologna. He also worked at the Lombard Institute of Economic and Social Studies and at Stanford and Harvard universities. An expert on economics and industrial policy, Mr. Prodi has written scientific papers on European industrial policy, Italian public enterprise, energy, and the functioning of economic systems. He has also advised Pope John Paul on the economy of Eastern Europe.

In 1978 and 1979, Mr. Prodi was Italy's Minister of Industry. From 1982 to 1989, and again in 1993 and 1994, he was president of IRI, the state-owned industrial reconstruction institute. Mr. Prodi led the Olive Tree coalition to victory in the 1996 Italian general election and served as Prime Minister until 1998.

Mr. Prodi took office as President of the European Commission in September 1999.

Mr. Prodi is married and has two children.

Vladimir Putin

President of Russia

Vladimir Putin was born on Oct. 7, 1952, in Leningrad and earned a degree in law and German at Leningrad State University.

Mr. Putin started work for the state security service in 1974 and was posted to East Germany in 1985. In 1990, he returned to Russia and became deputy to the Governor of Leningrad in 1991. In 1996, Mr. Putin moved to Moscow to work in government. He was appointed director of the Federal Security Service in 1998. Mr. Putin became Premier of Russia in August 1999 and acting President in December 1999.

Mr. Putin stood for election in March 2000 and became President on May 7, 2000.

Mr. Putin is married and has two children.

Gerhard Schröder

Chancellor of Germany

Gerhard Schröder was born on April 7, 1944, in Mossenberg and graduated in law in 1971 from Georg-August University in Göttingen.

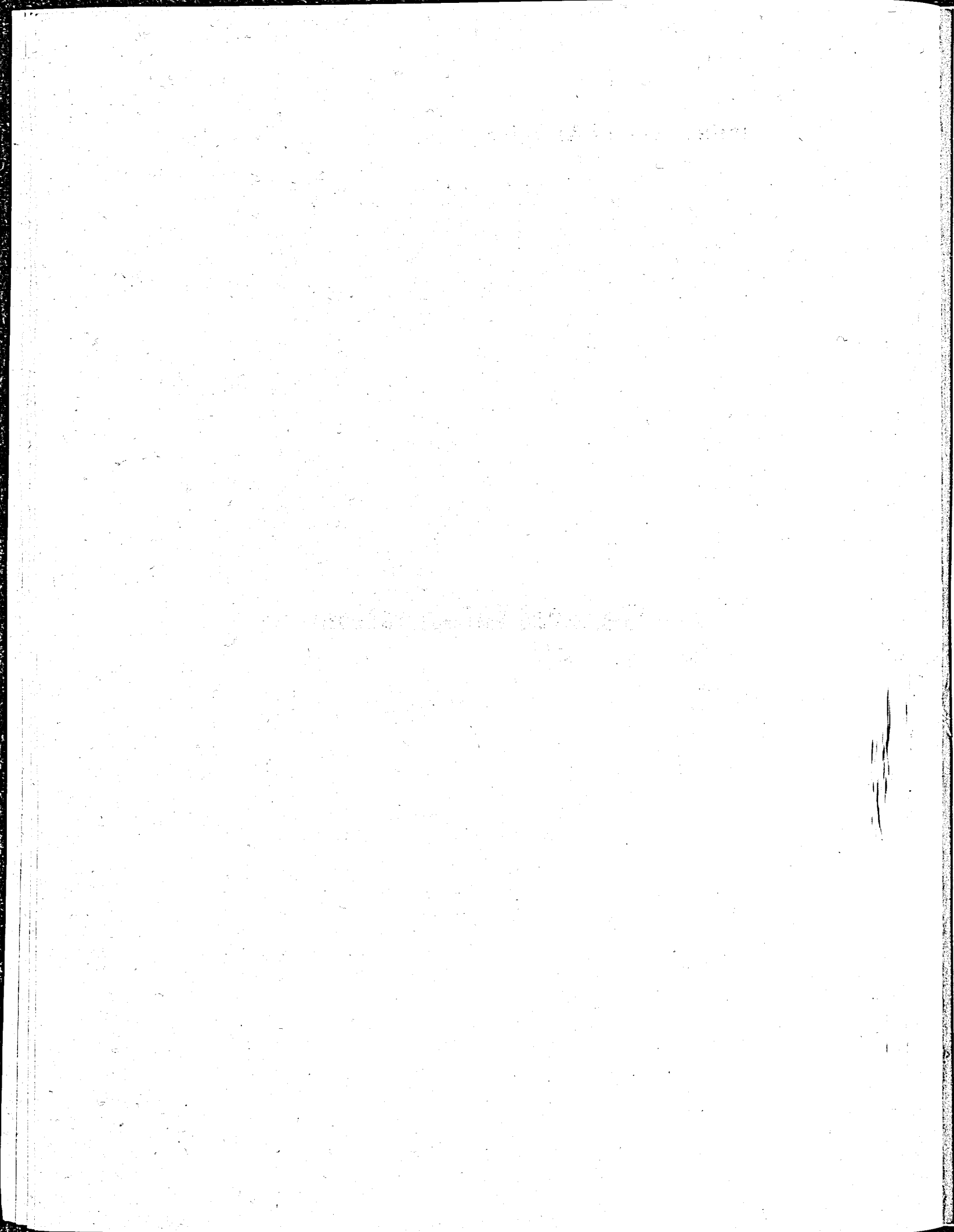
He was admitted to the bar in 1976 and was in private practice in Hanover from 1978 to 1990.

In 1977, Mr. Schröder became an executive member of the Social Democratic Party in the district of Hanover. He served as federal chairman of the party's Young Socialists from 1978 to 1980.

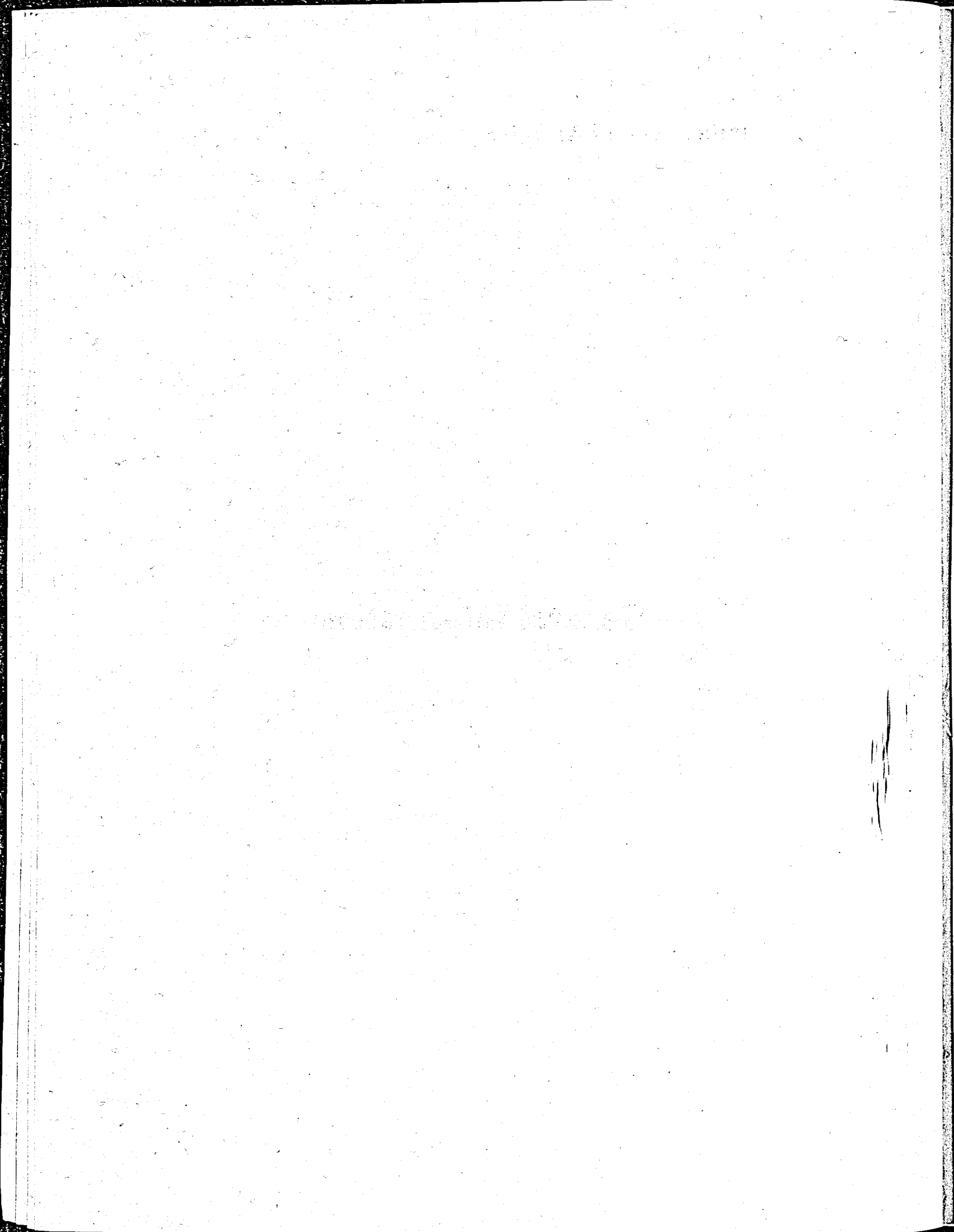
In 1980, Mr. Schröder was elected to the German parliament. In 1986, he took a seat in the state legislature of Lower Saxony, where he chaired his party's parliamentary group. He served as Minister-President of Lower Saxony from 1990 to 1998.

On Oct. 27, 1998, Mr. Schröder was elected Chancellor of Germany.

Mr. Schröder is married.



Appendix



Communiqué

G8 Cologne Summit

June 18–20, 1999

1. We, the Heads of State and Government of eight major democracies and the President of the European Commission, met in Cologne for the 25th Economic Summit. On the threshold of the new millennium we discussed growing opportunities as well as forward-looking solutions to the challenges facing our nations and the international community.
2. Globalization, a complex process involving rapid and increasing flows of ideas, capital, technology, goods and services around the world, has already brought profound change to our societies. It has cast us together as never before. Greater openness and dynamism have contributed to the widespread improvement of living standards and a significant reduction in poverty. Integration has helped to create jobs by stimulating efficiency, opportunity and growth. The information revolution and greater exposure to each others' cultures and values have strengthened the democratic impulse and the fight for human rights and fundamental freedoms while spurring creativity and innovation. At the same time, however, globalization has been accompanied by a greater risk of dislocation and financial uncertainty for some workers, families and communities across the world.
3. The challenge is to seize the opportunities globalization affords while addressing its risks to respond to concerns about a lack of control over its effects. We must work to sustain and increase the benefits of globalization and ensure that its positive effects are widely shared by people all over the world. We therefore call on governments and international institutions, business and labor, civil society and the individual to work together to meet this challenge and realize the full potential of globalization for raising prosperity and promoting social progress while preserving the environment.

I. Getting the World Economy on Track for Sustained Growth

4. Since we met last year in Birmingham, the world economy has faced major challenges. Progress has been achieved in addressing the crisis and laying the foundations for recovery. Policy steps aimed at supporting growth in the major industrialized countries and important policy actions leading to stronger performance in some emerging markets have improved the economic outlook. A number of substantial challenges still remain. We therefore renew our commitment to pursue appropriate macroeconomic policies and structural reforms. These will contribute to more balanced growth in the world economy, thereby reducing external imbalances.
5. The world economy is still feeling the effects of the financial crises that started in Asia two years ago. Without an open, rules-based world trading system and the beneficial flows of goods and services it encourages, the countries affected would be having much greater difficulty recovering from these crises and stabilizing their economies.
6. We welcome the outline agreements recently reached by Russia with the IMF and the World Bank and look forward to their speedy implementation as a further important step in Russia's reform program. Once an IMF agreement is in place, we encourage the Paris Club to act expeditiously to negotiate a debt rescheduling agreement with Russia. In order to support Russia's efforts towards macroeconomic stability and sustainable growth, we encourage the Paris Club to continue to deal with the problem of the Russian debt arising from Soviet era obligations, aiming at comprehensive solutions at a later stage once Russia has established conditions that enable it to implement a more ambitious economic reform program.

7. We agreed to intensify our dialogue within the G8 structures on the longer term social, structural and economic reform in Russia. To this end, we have instructed our personal representatives to ensure the overall continuity and cohesion of the work among the G8 on this subject. Particular emphasis should be given to concrete areas of cooperation such as small business development, strengthened cooperation with regions, health, the social impact of economic transformation. We agreed to deepen our cooperation on law enforcement, fighting organized crime and money laundering, including as they relate to capital flight.

II. Building a World Trading System That Works for Everyone

8. The multilateral trading system incorporated in the World Trade Organization (WTO) has been key to promoting international trade and investment and to increasing economic growth, employment and social progress. We therefore renew our strong support for the WTO and our commitment to an open trade and investment environment. We call on all nations to resist protectionist pressures and to open their markets further. We encourage those states not yet members of the WTO to join it, by accepting its principles.

9. Given the WTO's vital role, we agree on the importance of improving its transparency to make it more responsive to civil society while preserving its government-to-government nature. We pledge to work for a successful ministerial meeting in Seattle in order to launch the new round. We will also seek a more effective way within the WTO for addressing the trade and environment relationship and promoting sustainable development and social and economic welfare worldwide.

10. We therefore call on all nations to launch at the WTO Ministerial Conference in Seattle in December 1999 a new round of broad-based and ambitious negotiations with the aim of achieving substantial and manageable results. All members should have a stake in the process. We encourage all members to make proposals for progress in areas where developing countries and in particular least developed countries can make solid and substantial gains; all countries should contribute to and benefit from the new round. An effective new round of trade negotiations should help pave the way for the further integration of the developing countries into the world economy. In this context we reaffirm our commitment made in Birmingham last year to the least developed countries on improved market access. We also urge greater cooperation and policy coherence among international financial, economic, labour and environmental organizations.

11. Because trade is increasingly global, the consequences of developments in biotechnology must be dealt with at the national and international levels in all the appropriate fora. We are committed to a science-based, rules-based approach to addressing these issues.

III. Designing Policies for More Employment

12. One of the most urgent economic problems is the high level of unemployment in many countries. We reaffirm the importance of intensified international cooperation and enhanced efforts at the national level to design the right policies for more employment. To strengthen the foundations for sustainable growth and job creation, we strongly emphasize a two-tiered approach:

- promoting structural reforms to enhance the adaptability and competitiveness of our economies and to help the long-term unemployed to return to the labour market;
- pursuing macroeconomic policies for stability and growth and ensure that monetary and fiscal policies are well balanced.

13. The greater the adaptability of our economies, the greater the likelihood that economic growth will result in more employment. We therefore strongly support the elimination of structural rigidities in labour, capital and product markets, the promotion of entrepreneurship and innovation, investment in human capital, reform of the tax/benefit systems to strengthen economic incentives and encourage employment, and development of an innovative and knowledge-based society.

14. We also endorse the G8 Labour Ministers' conclusions at their conference in Washington last February, namely to provide social safety nets that support employment, to prevent long-term unemployment by early action, to facilitate job search by offering labour market information and employment services, to promote lifelong learning and new forms of work organization, to ensure equal access to the labour market for all workers, including job entrants and older workers, and to take forward the social dialogue.

IV. Investing in People

15. Basic education, vocational training, academic qualifications, lifelong upgrading of skills and knowledge for the labour market, and support for the development of innovative thinking are essential to shape economic and technical progress as we move towards a knowledge-based society. They also enrich individuals and foster civic responsibility and social inclusion.

16. In support of these goals, we agree to pursue the aims and ambitions set out in the Cologne Charter.

17. Adaptability, employability and the management of change will be the primary challenges for our societies in the coming century. Mobility between jobs, cultures and communities will be essential. And the passport to mobility will be education and lifelong learning for everyone.

18. To this end, we support an increase in exchanges of teachers, administrators and students among the nations of the Eight and with other nations and invite our experts to identify the main obstacles to increased exchanges and to come forward with appropriate proposals before the next Summit. We call upon the Organization for Economic Cooperation and Development (OECD) and the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO) to study how different countries are attempting to raise education standards, for example by looking at best practices in the recruitment, training, compensation and accountability of the teaching profession internationally. We commit ourselves to explore jointly ways to work together and through international institutions to help our own countries as well as developing nations use technology to address learning and development needs, for example, through distance learning.

V. Strengthening Social Safeguards

19. As the process of globalization has gained momentum, it has brought with it important social and economic progress. At the same time, rapid change and integration have left some individuals and groups feeling unable to keep up and has resulted in some dislocation, particularly in developing countries. We therefore need to take steps to strengthen the institutional and social infrastructure that can give globalization a "human face" and ensure increasing, widely shared prosperity.

20. Social security policies, including social safety nets, must be strong enough to encourage and enable individuals to embrace global change and liberalization and to improve their chances on the labour market, while enhancing social cohesion. We recognize that faced with financial constraints, it is vital to strike a sustainable balance between social support programs and greater personal responsibility and initiative.

21. We are convinced that the countries most seriously affected by the recent economic and financial crises will sustain a speedier recovery if they create and improve the necessary social infrastructure. It is therefore particularly important to maintain investment in basic social services during times of crisis. Budgetary priorities and flexibility should enhance the quality of social infrastructure and investment.

22. Democracy, the rule of law, good governance and respect for human rights and for core labour standards are further indispensable prerequisites for social stability. The development of well-functioning and corruption-free institutions that are cost-effective, transparent and accountable to the public must complement the process of liberalization.

23. We call on the International Financial Institutions (IFIs) to support and monitor the development of sound social policy and infrastructure in developing countries. We commend actions already being taken in this regard. We urge the International Monetary Fund (IMF) to give more attention to this issue in designing its economic programs and to give particular priority to core budgets such as basic health, education and training to the extent possible, even during periods of fiscal consolidation. We welcome the efforts of the World Bank, in collaboration with the UN, to develop principles of good practice in social policy and their work to strengthen partnerships with borrower countries through the comprehensive development network. We invite the World Bank and the IMF to work together to develop a set of policies and practices that can be drawn upon, by donors and borrowers alike, in the design of adjustment programs that ensure the protection of the most vulnerable.

24. We support improved exchange of information, including analysis of the cost and benefits of social safety nets, within the UN, the OECD, and in other appropriate fora on the design and implementation of social reforms.

25. We commit ourselves to promote effective implementation of the International Labour Organization's (ILO) Declaration on Fundamental Principles and Rights at Work and its Follow-up. We also welcome the adoption of the ILO Convention on the Elimination of the Worst Forms of Child Labour. We further intend to step up work with developing countries to improve their capacity to meet their obligations. We support the strengthening of the ILO's capacity to assist countries in implementing core labour standards.

26. We also welcome the increasing cooperation between the ILO and the IFIs in promoting adequate social protection and core labour standards. We urge the IFIs to incorporate these standards into their policy dialogue with member countries. In addition, we stress the importance of effective cooperation between the WTO and the ILO on the social dimensions of globalization and trade liberalization.

VI. Deepening the Development Partnership

27. Developing countries are essential partners in a globalized world. We are committed to working with them, especially with the poorest countries, to eradicate poverty, launch effective policies for sustainable development and develop their capacity to integrate better into the global economy, thus benefiting from the opportunities offered by globalization.

- We will continue to provide substantial support and assistance to developing and transition economies in support of their own efforts to open and diversify their economies, to democratize and improve governance, and to protect human rights.

- We will strive gradually to increase the volume of official development assistance (ODA), and to put special emphasis on countries best positioned to use it effectively.
- To ease future debt burdens and facilitate sustainable development, we agree to increase the share of grant-based financing in the ODA we provide to the least developed countries.
- Non-governmental organizations also have an important role to play.
- While international assistance and debt relief are clearly important, their positive effects depend on sound national efforts towards economic and structural reform and good governance, where the private sector and civil society are able to play productive roles.
- We intend to step up work with developing countries and multilateral institutions to improve developing country capacity to exercise their rights and meet their obligations in the global trading system so as to ensure that they derive the full benefits of liberalized trade and thus contribute to global economic growth.
- We call on the UN and the IFIs to help developing countries mobilize sufficient means for social services and basic infrastructure and continue to support and to mainstream democratization, good governance and the rule of law into country development strategies.
- We reaffirm our support for the OECD mandate to finalize a recommendation on untying aid to the least developed countries. We call on OECD members to bring this effort to a successful conclusion as soon as possible.

28. We reaffirm our commitment to contribute to the achievement of economic and social development in Africa, Asia and Latin America. We will review the situation in that regard every year, on the basis of reports by the IFIs and the relevant regional development banks on the alleviation of poverty.

VII. Launching the Cologne Debt Initiative

29. We have decided to give a fresh boost to debt relief to developing countries. In recent years the international creditor community has introduced a number of debt relief measures for the poorest countries. The Heavily Indebted Poor Countries (HIPC) framework has made an important contribution in this respect. Recent experience suggests that further efforts are needed to achieve a more enduring solution to the problem of unsustainable debt burdens. To this end we welcome the 1999 Cologne Debt Initiative, which is designed to provide deeper, broader and faster debt relief through major changes to the HIPC framework. The central objective of this initiative is to provide a greater focus on poverty reduction by releasing resources for investment in health, education and social needs. In this context we also support good governance and sustainable development.

30. We are aware that new proposals will require additional substantial financing. While several means of financing are under consideration, credible progress in identifying additional funding possibilities is needed, and we stand ready to help with financing solutions. In this context we recognize the importance of fair burden sharing among creditors.

VIII. Redoubling Efforts to Protect the Environment

31. To underscore our commitment to sustainable development we will step up our efforts to build a coherent global and environmentally responsive framework of multilateral agreements and institutions. We support the outcome of the G8 Environment Ministers' meeting in Schwerin and will expedite international cooperation on the establishment, general recognition and continual improvement of environmental standards and norms. We agree that environmental considerations should be taken fully into account in the upcoming round of WTO negotiations. This should include a clarification of the relationship between both multilateral environmental agreements and key environmental principles, and WTO rules.

32. We agree to continue to support the Multilateral Development Banks in making environmental considerations an integral part of their activities and we will do likewise when providing our own support. We will work within the OECD towards common environmental guidelines for export finance agencies. We aim to complete this work by the 2001 G8 Summit.

33. We reaffirm that we consider climate change an extremely serious threat to sustainable development. We will therefore work towards timely progress in implementing the Buenos Aires Plan of Action with a view to early entry into force of the Kyoto Protocol. In particular, we encourage decisions on the operation of the Kyoto mechanisms and on a strong and effective compliance regime. We underline the importance of taking action to reduce greenhouse gas emissions through rational and efficient use of energy and through other cost-effective means. To this end, we commit ourselves to develop and implement domestic measures including under the UN Framework Convention on Climate Change. We also agreed to exchange experience on best practices. We will also promote increasing global participation of developing countries in limiting greenhouse gas emissions. We welcome the action already taken by developing countries and stress the need to support their efforts through financial mechanisms, the development and transfer of technology, and capacity-building. We note the important role that the Clean Development Mechanism (CDM) can play in these areas. We also welcome the intention announced by some developing countries in Buenos Aires to undertake further commitments to abate their greenhouse gas emissions.

IX. Promoting Non-proliferation, Arms Control and Disarmament

34. Strengthening the international non-proliferation regime and disarmament measures is one of our most important international priorities. We intend to build a broad international partnership on expanded threat reduction to address security, arms control, decommissioning and non-proliferation requirements while reducing risks to the environment. This will build on efforts currently being undertaken and planned by G8 countries and others. We are committed to increased resources for these purposes and encourage all other interested countries to join us.

35. We recognize the continuing need to protect and manage weapons-grade fissile material, especially plutonium. In past years, G8 countries have worked on the issue of managing weapons-grade nuclear material no longer required for defense purposes. We affirm our intention to establish arrangements for the safe management of such fissile material. We strongly support the concrete initiatives being undertaken by G8 countries and others for scientific and technical cooperation necessary to support future large-scale disposition programs. We invite all interested countries to support projects for early implementation of large-scale programs and urge establishment of a joint strategy. We recognize that an international approach to financing will be required involving both public and private funds, and we will review potential increases in our own resource commitments prior to the next G8 Summit.

36. We are deeply concerned about recent missile flight tests and developments in missile proliferation, such as actions by North Korea. We undertake to examine further individual and collective means of addressing this problem and reaffirm our commitment to the objectives of the Missile Technology Control Regime (MTCR).

37. Effective export control mechanisms are essential for achieving a broad range of our arms control and non-proliferation objectives. We will continue to look for ways to strengthen these mechanisms. At the same time we stress the role of the Nuclear Suppliers' Group in preventing nuclear proliferation.

38. One year after the nuclear tests by India and Pakistan, we reiterate our concerns and reaffirm our statement from the Birmingham Communiqué. Recent missile tests have further increased tension in the region. We encourage both countries to follow first positive steps already undertaken by joining international non-proliferation and disarmament efforts and taking the steps set out in UN Security Council resolution 1172.

X. Tackling Global Challenges

39. In many countries, violent conflicts and civil wars continue to be an obstacle to making good use of the opportunities of globalization. Effective crisis prevention and management must address the root causes of these conflicts. These causes include the political manipulation of ethnic tensions, economic and social inequality, and extreme poverty as well as the absence of democracy, the rule of law and good political and economic governance. They are often exacerbated by human rights violations, environmental degradation, scarcity of resources, rapid population growth and the rapid spread of diseases.

40. In order to improve our ability to prevent crises, it is necessary, consistent with the principles and purposes of the UN Charter, to:

- enhance the capacity to recognize and address the potential for conflict at an early stage. Risks and causes of violent conflicts must be more effectively monitored and the information shared to forestall them;
- ensure that our security, economic, environmental and development policies are properly coordinated and are conducive to the prevention of violent conflict. We will, in our dialogue with other countries and international institutions, work to coordinate our policies;
- recognize the important role the United Nations plays in crisis prevention and seek to strengthen its capacity in this area;
- monitor systematically military expenditures in the larger context of public expenditure patterns and in the macroeconomic context for growth and development;
- encourage and support the efforts of regional organizations and arrangements to expand their jurisdictional and operational ability, in accordance with international law, to help control and resolve conflict in their area;
- promote a free press, establish fair electoral processes, help improve the democratic accountability and functioning of legislatures, of judicial systems and of the military and the police forces, and improve human rights monitoring and advocacy.

41. We are concerned at the continuing global spread of AIDS. We reaffirm the need to continue efforts to combat AIDS at the national and international level through a combined strategy of prevention, vaccine development and appropriate therapy. We welcome and support the coordinating and catalytic role of UNAIDS in the fight against AIDS. We call on co-sponsors and other partners to cooperate in the formulation of clear goals, strategies and initiatives at both the global and regional level.

42. We also pledge to continue our national and international efforts in the fight against infectious and parasitic diseases, such as malaria, polio and tuberculosis, and their drug-resistant forms. In particular we will continue to support the endeavors of the World Health Organization and its initiatives "Roll Back Malaria" and "Stop TB". We call on governments to adopt these recommended strategies.

43. In light of the increasing importance of issues concerning food safety we invite the OECD Working Group on Harmonization of Regulatory Oversight of Biotechnology and the OECD Task Force for the Safety of Novel Foods and Feeds to undertake a study of the implications of biotechnology and other aspects of food safety. We invite OECD experts to discuss their findings with our personal representatives. We ask the latter to report to us by the next Summit on possible ways to improve our approach to these issues through international and other institutions, taking into account the reflections underway in other fora.

44. We welcome the growing recognition by the international community of the damaging effects of all forms of corruption and the coming into force of the OECD Anti-Bribery Convention in February 1999. We hope that more countries will ratify the Convention. We applaud the results and planned follow-up of the international conference on anti-corruption efforts, attended by over 80 countries including all G8 partners, and the OECD conference on anti-corruption efforts, both held in the United States in February 1999. In the context of the UN Crime Convention, we urge that acts of corruption involving public officials be made criminal offenses.

45. We will sustain the momentum of international efforts to combat transnational organized crime and the threat it represents to political, financial and social stability worldwide. We commend the work of the Senior Experts Groups on Transnational Organized Crime and on Terrorism and urge them to continue their work, in particular for an early conclusion of the negotiations of UN conventions and protocols on organized crime. We also call for more rapid progress of negotiations on the UN Convention on the Financing of Terrorism. We ask the two expert groups to report back to us next year. We reaffirm our commitment to tackle the drug issue, in particular through active implementation of the conclusions of the 1998 UN General Assembly Special Session on the World Drug Program. We welcome the upcoming Ministerial Meeting on Crime to be held in Moscow this fall.

46. We renew the commitment we made at the 1996 Moscow Summit to safety first in the use of nuclear power and the achievement of high safety standards worldwide. In this regard, we attach great importance to the results of the Nuclear Safety Convention peer review meeting and to the International Atomic Energy Agency Conference on Strengthening Nuclear Safety in Eastern Europe.

47. We reaffirm our commitment to strengthen cooperation in the field of nuclear safety. We welcome the concerted efforts to address the Year 2000 computer problem ("Millennium Bug") in this area. With regard to the Nuclear Safety Account, we continue to attach great importance to full and timely implementation of the grant agreements.

48. There has been real progress since the Birmingham Summit in tackling the "Millennium Bug". But there is still much to do. We will maintain vigorous programs of action to ensure our own Year 2000 readiness and to minimize the potential impact on our countries and on the world as a whole. We urge all other governments to do the same. In these efforts, high priority should be

given to the key infrastructure sectors — energy, telecommunications, financial services, transport and health — as well as to defense, the environment and public safety. Public confidence will be crucial and will depend heavily upon transparency and openness as to the state of preparation in critical sectors. Governments, international organizations, infrastructure providers and information technology suppliers will need to ensure a regular flow of reliable information to the general public. It will be important, as the date approaches, for responsible bodies to have in place contingency plans to cope with system failures that may occur in the most sensitive areas despite intensive preparations. We urge third countries to do the same. We will maintain close cooperation among ourselves and with others on this as well as other aspects of the problem. We shall convene a special G8 conference on contingency planning later this year.

Next Summit

49. We have accepted the invitation of the Prime Minister of Japan to meet in Okinawa (Kyushu) on 21–23 July next year.

G7 Statement

Cologne, June 18, 1999

I. World Economy

1. Since we met last year in Birmingham, the world economy has faced major challenges. However, we note with satisfaction the recent improvement in market confidence and in the prospects for growth of the world economy as a whole. Continued strong growth in the United States, important policy actions to promote recovery in Japan, the successful launch of Economic and Monetary Union in Europe, a general non-inflationary environment and progress with respect to financial and economic stabilization in East Asia as well as in Latin America are encouraging developments. But a number of serious challenges remain, and continued action remains essential.

2. To turn these developments into stable and sustainable economic growth, we need to pursue balanced macroeconomic policies supportive of domestic demand and investment while preserving price stability. This will contribute to achieving more balanced growth among our economies and thereby reduce external imbalances. Some of our countries, to enhance employment opportunities and reap the potential of their economies, need to reinforce macroeconomic policies with strong structural measures aimed at improving market-based incentives for all economic actors. Such structural measures will be a prerequisite for enhancing employment growth and improving the environment for investment.

3. More specifically:

- In North America, macroeconomic policy should aim at maintaining the conditions for balanced growth.
- In the countries of the euro zone, it is important to pursue an appropriate mix of macroeconomic and structural policies aimed at strengthening prospects for improved growth and higher employment.
- In the United Kingdom, economic policies should continue to aim at fostering non-inflationary growth.
- In Japan, it is still essential to implement stimulus measures until domestic demand-led growth is restored and to pursue structural measures to enhance the economy's efficiency and competitiveness.
- Emerging market economies have made considerable progress, and the foundations for a renewal of growth have been established in a number of countries. While much remains to be done, currently improved prospects owe much to the policy action taken by these economies, supported by the International Monetary Fund (IMF), the World Bank and bilateral assistance. They also require a supportive international environment characterized by solid aggregate G7 domestic demand and open markets.

4. It is our conviction that an increasingly open and integrated world economy will offer expanding opportunities and shared benefits for all its members. In light of our special responsibility for the world economy, we pledge to continue close cooperation to foster worldwide economic growth. Leaders in other countries also share responsibility for promoting global growth and financial stability, and we urge them to pursue policies that contribute to these objectives. The international community will stand ready to support countries pursuing strong policies in the face of difficult economic challenges.

II. Strengthening the International Financial Architecture

5. In the increasingly integrated world economy, the challenge is to promote global financial stability through national action and enhanced international cooperation.

6. The financial crises of the past two years in Asia, Russia and Latin America have revealed key weaknesses in the international financial system, including weak policies and institutions in many developing countries and an inadequate focus on risk on the part of banks and investors in industrialized countries. In our statement on the world economy of 30 October last year, we identified some actions already taken to address these problems and a number of key areas where further reform was required. Since then, important progress has been made in a number of these areas. We welcome the report from our Finance Ministers published today highlighting this progress and recommending further steps. Taken together, we believe these recommendations represent a significant strengthening of the international financial system which will help reduce the risk of financial crises and make it easier to manage future crises effectively.

7. We attach particular importance to the following measures:

A. Strengthening and reforming the International Financial Institutions (IFIs) and arrangements

This does not require new institutions, but the existing institutions to adapt to meet the demands of today's global financial system. The IMF and the World Bank have the central role in the international economic and financial system, and in facilitating cooperation among countries in these fields. We welcome:

- the establishment of the new Financial Stability Forum to enhance international cooperation and coordination in the area of financial market supervision and regulation;
- the strengthening and reform of the governance structures of the IFIs, inter alia by giving the Interim Committee of the IMF a permanent standing as the "International Financial and Monetary Committee", and by further improving IMF surveillance and programs;
- the commitment to work together to establish an informal mechanism for dialogue among systemically important countries, within the framework of the Bretton Woods institutional system.

B. Enhancing transparency and promoting best practices

This will enable market participants to make informed judgments about risks and provide greater incentives for policy-makers to implement sound policies.

We call for:

- rapid development and completion of internationally agreed codes of transparency and standards of best practice, both for the public sector and where appropriate for private financial institutions. In addition, priority should be given to the provision of more timely and comprehensive data on capital flows. Steps should be taken to improve the quality and timeliness of public disclosure of direct material exposure to Highly Leveraged Institutions (HLI's) and of relevant information by HLI's;

- compliance with these codes and standards, in particular through enhanced surveillance and publication of the results in the IMF's transparency reports and compilation of the various financial and economic policy standards and best practices into a common reference such as a compendium on international financial and economic policy standards;
- enhanced transparency of the IFIs through greater release of IMF and World Bank documents, and further steps to undertake internal and external evaluation of their functions.

C. Strengthening financial regulation in industrialized countries

Creditors must be induced to act with greater discipline and encouraged to assess more prudently the risks associated with their lending. We call for concrete action to:

- improve risk assessment and risk management, including through the Basle Committee's proposed revisions to the Capital Accord;
- address the implications of Highly Leveraged Financial Institutions for supervisors and regulators, including through improved transparency;
- encourage offshore financial centers to comply with internationally agreed regulatory standards and to cooperate more effectively in the fight against money laundering.

D. Strengthening macroeconomic policies and financial systems in emerging markets

The recent crises have demonstrated the need for emerging market borrowers to strengthen their policy framework and financial systems if they are to reap the full benefits of integration into the international financial system. In this respect, we encourage:

- emerging economies to strengthen their financial systems as they carry out a careful and well-sequenced approach to capital account liberalization, and to avoid excessive reliance on short-term capital borrowing;
- emerging economies to maintain appropriate and sustainable exchange rate regimes backed by a consistent macroeconomic and a robust financial system reflecting the economic circumstances of countries. The policies of the IMF need to be focused on promoting this objective more effectively;
- the IMF and the World Bank to enhance their cooperation in providing advice and assistance to emerging economies on strengthening financial systems.

E. Improving crisis prevention and management, and involving the private sector

In a world of increasingly open capital markets we need to shape expectations so that private-sector creditors know they will bear the consequences of the risks they take, and to reduce the risk of financial market contagion. We call for:

- support through the IMF's new Contingent Credit Line (CCL) for countries pursuing sound and sustainable policies but potentially affected by financial market contagion;

- greater use of market-based tools to involve the private sector in forestalling and managing crises, including through stronger efforts to broaden the use of collective action clauses in sovereign debt contracts, as well as better communication and cooperation between emerging market countries and their creditors;
- agreement on a broad framework for involving the private sector in crisis resolution, which sets out in advance principles, considerations and a broad range of tools for actions as described in our Finance Ministers' report.

F. Promoting social policies to protect the poor and most vulnerable

Social policies are the cornerstone of a viable international financial architecture. Economic development and reform must benefit all members of society.

- The poor and most vulnerable must be better protected from the burden of adjustment in times of crisis.
- The international community must work with governments and national authorities to foster investment in people through education, health and other basic social needs, which are the foundations for long-term development. The IFIs and other organizations must make these objectives an essential part of their policies.

8. We believe the full implementation of these initiatives and reforms will make a significant contribution to enhancing the stability of the world financial system. We ask our Finance Ministers to take them forward urgently in close cooperation with other countries, the IFIs and the private financial community.

III. Cologne Debt Initiative

9. One of the most critical challenges confronting the international community as we approach the new millennium is to ensure that heavily indebted poor countries pursuing sound policies, and that demonstrate a commitment to reform and poverty alleviation, are not crippled by the burden of debt. The Heavily Indebted Poor Countries Initiative (HIPC Initiative) has made an important contribution towards this objective. The time has come to go further. We therefore call for an expanded initiative that will provide faster, broader and deeper debt relief. We strongly believe that this will promote the goals of poverty reduction, sustainable development and good governance. It should also reinforce the incentives for reform and growth, while enhancing the prospects for access to private credit in the future.

10. The Cologne Debt Initiative should be built on an enhanced framework for poverty reduction, developed by the IFIs in consultation with other institutions and with civil society. This is critical to ensure that more resources are invested in health, including AIDS prevention, education and other social needs, which are essential for sustainable development.

11. We welcome and endorse the Report of our Finance Ministers on the Cologne Debt Initiative. The proposals contained in this report will lead to a deeper debt reduction through more ambitious targets, faster debt relief through greater flexibility in the timing of delivery of agreed debt relief packages, and a stronger focus on early cash flow relief by the International Financial Institutions. We also ask the Paris Club and other bilateral creditors to forgive commercial debt up to 90% and more in individual cases if needed to achieve debt sustainability, in particular for the very poorest among these countries. In addition to these amounts, we call for full cancellation on a bilateral basis, through various options, of Official Development Assistance (ODA) debt. For poor

countries not qualifying under the HIPC Initiative, the Paris Club could consider a unified 67 per cent reduction under Naples terms and, for other debtor countries, an increase of the existing limit on debt swap operations.

12. If implemented, the debt stock of countries possibly qualifying under the HIPC Initiative would be reduced, from some US \$130 billion in nominal terms (US \$71 billion in net present value) remaining after traditional debt relief, by an additional US \$50 billion in nominal terms (US \$27 billion in net present value). These measures, together with forgiveness of debts arising from Official Development Assistance, of which up to US \$20 billion in nominal terms are owed to G7 countries, would reduce the overall debt stock by more than half, lowering the debt service burden significantly and freeing resources for priority social spending.

13. We recognize that these changes will entail significant costs, in particular arising from debt owed to the IFIs. We are prepared to support a number of mechanisms to meet these costs recognizing the importance of maintaining an adequate concessional lending capacity by the IFIs:

- To meet the IMF's costs, the Fund should mobilize its resources, while maintaining an appropriate level of reserves, through the use of premium interest income, the possible use of reflows from the special contingency account or equivalent financing, and the use of interest on the proceeds of a limited and cautiously phased sale of up to 10 million ounces of the IMF's gold reserves.
- The Multilateral Development Banks (MDBs) should build on the work they have begun to identify and exploit innovative approaches which maximize the use of their own resources.
- The costs to the IFIs will also require bilateral contributions. We have pledged substantial contributions to the existing HIPC Trust Fund. We will consider in good faith contributions to an expanded HIPC Trust Fund.
- In meeting the costs, we call for appropriate burden sharing among donors, taking into account all relevant aspects, including the magnitude and quality of ODA already extended and past ODA forgiveness, and recognizing the contributions of countries with high ODA loans outstanding relative to GDP.

14. We would welcome efforts by the private sector to reinforce the objectives of this initiative, including through contributions to a Millennium Fund to help finance debt relief.

15. On the basis of this framework, we call on the IFIs and the Paris Club to provide faster, deeper and broader debt relief, to work with the HIPC countries to ensure that three quarters of eligible countries have reached their decision point by the year 2000, and to assist the very poorest countries to embark on the HIPC process as soon as possible. Concrete proposals should be agreed by the time of the next Annual Meetings of the IMF and the World Bank.

IV. Nuclear Safety/Ukraine

16. We renew our commitment to the successful implementation of the Memorandum of Understanding (MoU) between the G7 and Ukraine. We welcome Ukraine's renewed firm commitment to the closure of Chernobyl on schedule by the year 2000. Our overriding goal is the closure of the Chernobyl power plant by the agreed timetable.

17. We note that significant progress has been made in carrying out the Shelter Implementation Plan to secure the environmental safety of the sarcophagus covering the remains of the destroyed Chernobyl reactor. To date, contributions to the Chernobyl Shelter Fund total US \$393 million, including US \$50 million from Ukraine. We have agreed that the G7 will help ensure the continued financing and the progress in the work under the Shelter Implementation Plan. We call on concerned governments and private-sector donors to join us in this effort. To this end, we plan to hold a pledging conference before the next summit.

18. We reaffirm our commitment to assist Ukraine, within the context of the MoU, in mobilizing funds for energy projects to help meet its power needs. To date, projects have been agreed totaling over US \$746 million. In addition, in the field of nuclear safety US \$485 million have been granted, not including the Shelter Implementation Plan. We look to the Government of Ukraine to accelerate the fundamental reforms in the energy sector, including improvements in cash collection and privatization, to encourage financially viable investments in power generation and distribution and in energy efficiency. We commend the steady work that has allowed Ukraine, the European Bank for Reconstruction and Development and EURATOM to enter into the final phase of negotiations on loans to complete two reactors at Rivne and Khmelnytsky¹. We call on the parties to take the necessary steps to provide for an early agreement on loans for safe, cost-effective, and financially and environmentally sound projects.

V. Financial Crime, Harmful Tax Competition and International Tax Evasion

19. In order to secure the benefits of the globalization of financial markets and the introduction of new information technology, the fight against financial crime must remain a priority of national and international policy. We reaffirm our concerns regarding problems raised by underregulated and noncooperative jurisdictions, including many offshore financial centers, in the fight against money laundering and other financial crimes.

20. We welcome the work of the G7 Finance Ministers on financial crime and regulatory abuse. We will be promoting the Key Principles they have drawn up for improving the exchange of information between supervisory authorities and enforcement authorities, throughout the world as standards to which all countries should aspire.

21. We welcome and support the work of the Financial Action Task Force on Money Laundering (FATF) to identify jurisdictions which fail to cooperate effectively in the international fight against money laundering and thus facilitate the laundering of proceeds from corruption and organized crime. The FATF should take concrete steps to bring offshore financial centers and underregulated and noncooperating jurisdictions into compliance with the 40 recommendations against money laundering and to protect the international financial community from the adverse impact of those that do not comply. We call upon our Ministers of Finance, in coordination with other Ministers, in particular with Ministers of Justice and the Interior, to coordinate the development and implementation of complementary positions regarding offshore financial centers and the FATF's work on non-cooperative jurisdictions in the various fora where these issues are being addressed.

¹ In this context, we take note of the fact that Chancellor Schröder, during his visit to Ukraine on 8 and 9 July of this year, intends to consult with President Kuchma on non-nuclear alternatives to these projects.

22. We welcome the establishment of the OECD's Forum on harmful tax competition and the actual start of implementing the guidelines and recommendations adopted by the OECD with respect to the harmful effects of unfair tax practices. We strongly endorse the current work program of the Forum, in particular the efforts to identify tax havens. We also support the Forum's intention to engage in a dialogue with jurisdictions identified through this process. We urge that this work be given a high priority. We also note the ongoing work to implement the code of conduct within the European Union.

23. We welcome the progress made by the OECD's Fiscal Committee and the FATF to explore further the links between tax evasion and avoidance and money laundering, and in particular to ensure the effective flow of information to tax authorities without undermining the effectiveness of anti-money laundering systems. We encourage each group to continue working on their respective responsibilities.

24. We urge the OECD to continue to address the barriers limiting effective exchange of information between tax authorities, in particular those which arise from excessive bank secrecy rules.